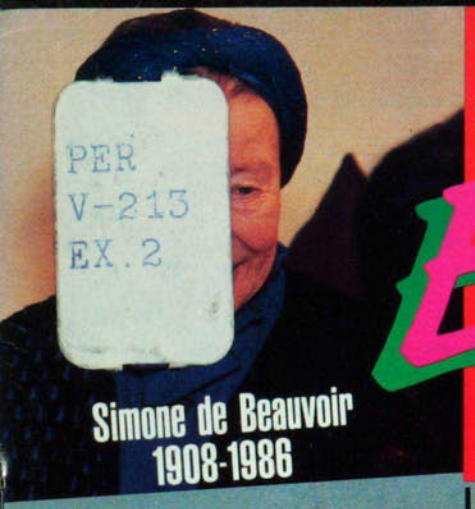
PER
V-213
EX.2



Simone de Beauvoir
1908-1986

LA VIE EN ROSE

Le magazine féministe d'actualité

La presse féministe:
En danger ou en santé?

Violence conjugale:
La fin des «chicanes de famille»?

Les marcheuses de l'antiracisme

mai 1984 • no 36 • 2,95 $ Courrier de 2e classe Enr. 5188 • Port payé à Montréal

CHINOISES:
Les temps modernes

LOGIDISQUE INC. et **LA VIE EN ROSE**

présentent

mimi2

Anne Bergeron
Pierre F. Brault

DU CÔTÉ DES PETITES FILLES

34,95$

MIMI 1: 2 ans et plus
MIMI 2: 5 ans et plus

Commodore 64 et 128 — manche à balai recommandé

ÉPARGNEZ 10$!

OFFRE SPÉCIALE POUR LES LECTRICES DE **LA VIE EN ROSE!**
MIMI 1 ET **MIMI 2** VOUS SONT OFFERTS POUR **59,90$**

J'aime les fourmis! Faites-moi parvenir:

		Prix		9% TVP		Frais de port		Total
[ ]	L'ensemble MIMI 1 et 2	à 59,90$	+	5,39$	+	1,96$	=	67,25$
[ ]	MIMI 1	à 34,95$	+	3,15$	+	1,14$	=	39,24$
[ ]	MIMI 2	à 34,95$	+	3,15$	+	1,14$	=	39,24$

NOM: .....

ADRESSE: .....

.....

CODE POSTAL: ..... TÉL.: .....

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ CHÈQUE ☐ MANDAT

No: ..... Exp.: ..... / .....

Signature: .....

Veuillez faire parvenir votre chèque ou mandat postal à l'ordre de:

LOGIDISQUE INC.
C.P. 485, succ. Place d'Armes
Montréal, Qc H2Y 3H3
(514) 842-9551 1-800-361-7633

SOMMAIRE

no 36 mai 1986

ÉDITORIAL 4

COURRIER 6

COMMENTAIRE 8
Les femmes et les évêques
L'Église s'éveille-t-elle?
Hélène Pelletier-Baillargeon

CHRONIQUE DÉLINQUANTE 9
Y a-t-il un Provigo dans la salle?
Hélène Pedneault

ACTUALITÉ FÉMINISTE
Violence conjugale
La fin des «chicanes de famille»? 10
Francine Pelletier
France
Lorsque le PS devient un post-scriptum 12
Gloria Escomel
Colère et questions au CSSMM 14
Nathalie Riel
Assurance-chômage
Qui a peur de la commission Forget? 15
Claudine Blais

ACTUALITÉ 30
France
Les marcheuses de l'antiracisme
Hélène Sarrasin

INTERNATIONAL 33
Philippines
Les filles de la présidente
Carole Beaulieu

JOURNAL INTIME ET POLITIQUE 42
Être fille et le rester
Danielle Kimm

CINÉMA 44
Tour du monde en 40 heures
Albanie Morin

L'envers, c'est les autres
Diane Poitras

LITTÉRATURE 46
Madeleine Gagnon
La solitude peuplée d'écriture
Monique Roy

DANSE 48
Dena Davida
Le corps politique
Anne Dandurand

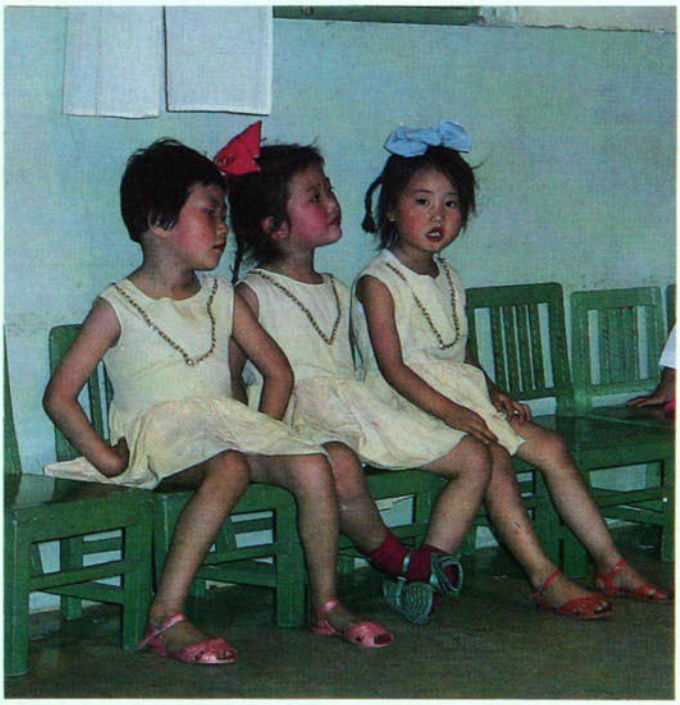
ARTS 49
L'art dans la ville
Line McMurray

FLASHES 52

18
LA PRESSE FÉMINISTE EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET EN AMÉRIQUE

EN DANGER OU EN SANTÉ?

La santé de la presse féministe, dans un pays donné, dépend-elle directement de l'état du féminisme lui-même? Il semble que oui. Mais, quasi moribonde ou prospère, l'*autre* presse des femmes doit, partout, composer avec le manque de moyens et la diversification *des* féminismes.



35
LA VIE EN ROSE EN CHINE ROUGE

CHINOISES: LES TEMPS MODERNES

Les Chinoises profitent-elles de l'ouverture économique et de la modernisation du pays déclenchées en 1978 par le gouvernement de Deng Xiaoping? Avec cette question en vue, *La Vie en rose* se rendait en Chine, l'automne dernier. Un voyage passionnant, des réponses ambiguës.
Françoise Guénette

20
QUÉBEC

CHACUNE À SON CRÉNEAU

Francine Pelletier

22
CANADA, ÉTATS-UNIS

GRANDEURS ET MISÈRES

Paula Sypnowich

23
MARITIMES

LES FILLES D'ÉVANGÉLINE

Myriame El Yamani

25
FRANCE

PAUMÉE, COMME UN CAMEMBERT SÉNILE

Jocelyne Richer

28
ALLEMAGNE

PROSPÈRE ET SURTOUT BERLINOISE

Myriame El Yamani

Photo: Maria Boudreau

La bonne et la mauvaise

Comme dirait l'infirmière en entrant dans la chambre de la malade: «J'ai deux nouvelles pour vous: une bonne et une mauvaise.» Car le mois de mars nous a apporté, à *La Vie en rose*, deux nouvelles... un peu prévisibles, mais brutales. Commençons par la bonne.

L'automne dernier, nous avons enfin réussi à commander à une firme montréalaise nommée GICAM ce qu'on appelle une étude de marché, c'est-à-dire une description détaillée des besoins de notre clientèle actuelle (vous, oui!) et potentielle, assortie d'une analyse du «positionnement» de *La Vie en rose* sur le marché féroce du magazine, et d'un plan de redressement financier et organisationnel. Habituellement, les fondateurs et fondatrices de magazines commencent par obtenir cette étude de marché, un outil désormais indispensable, même aux gens qui ont du flair. Ensuite, ils lancent leur canard, au milieu d'une campagne promotionnelle soigneusement «ciblée» et fort coûteuse.

Il faut beaucoup d'argent pour suivre ce scénario prudent; l'étude de marché à elle seule coûte environ 25 000 $. La nôtre, nous ne l'avons obtenue, après six ans de navigation au pif, qu'avec la collaboration tardive de deux ministères québécois.

Mais ses résultats préliminaires, arrivés en mars, sont passionnants. D'abord, elle confirme la justesse de notre pari initial: il y a plusieurs dizaines de milliers de Québécoises intéressées à lire chaque mois un magazine féministe d'actualité. Approximativement 50 000. Or, *La Vie en rose* n'est présentement achetée que par 20 000 d'entre vous (les meilleurs mois), qui la prêtent à leurs amies, qui la passent à leur mère, etc., au grand désespoir de notre fichier d'abonnement.

Si les groupes cibles d'abonnées (de Montréal, Québec et Sherbrooke), d'acheteuses en kiosque (idem) et de lectrices occasionnelles émettent des critiques et des suggestions parfois aux antipodes, ils sont quand même unanimes sur certains points. D'abord, c'est bien d'une vision ouvertement, puissamment féministe de l'actualité que les femmes veulent. Mais de *toute* l'actualité. Pas question de se concentrer *uniquement* sur les dossiers femmes: avortement, droit au travail, garderies, groupes.

Féministes, elles le sont pourtant, mais elles refusent de «se faire dire quoi faire». Comme elles cherchent un médium d'information plus sûr de lui, plus «positionné» et en même temps plus flexible, elles nous demandent d'élargir le spectre de nos sujets pour y intégrer des préoccupations très quotidiennes de la majorité des Québécoises: santé, éducation des enfants, etc., tout en continuant à développer des secteurs comme l'international.

Ce qu'elles chérissent avant tout? La *différence*: elles ont horreur de lire dans LVR ce qui se trouve ailleurs. La *profondeur*: tout en voulant rire le plus possible, elles ont besoin d'articles et de dossiers fouillés, bien documentés, auxquels se fier. Le *beau*: appréciant un «look» professionnel, elles aimeraient un graphisme plus aéré, une couverture plus léchée, plus de couleurs et d'illustrations.

Bref, elles semblent exiger de nous l'allure de *Maximum*, la rigueur journalistique du *Monde diplomatique*, l'irrévérence du *Canard enchaîné* et l'esprit de Simone de Beauvoir! En même temps, elles perçoivent une amélioration sensible depuis la dernière année.

Du côté financement, elles accepteraient volontiers une hausse des tarifs d'abonnement annuel (actuellement de 19 $) et plus de publicité dans les pages. Une publicité évidemment non sexiste: pas question de cosmétiques, de mode, de cuisine... davantage de publicité culturelle et de services par contre.

Mais, après l'existence d'un bassin réel et non encore atteint de lectrices acheteuses, c'est la deuxième chose que l'étude de GICAM vient nous confirmer: de la part des publicitaires, un magazine comme *La Vie en rose* ne doit pas attendre la manne. Vous n'ignorez pas, sans doute, que tous les journaux et 98 % des magazines que vous voyez en kiosque sont essentiellement financés par la publicité. Dans les revenus de *La Presse* ou de *Châtelaine*, l'argent provenant directement des abonnements ou des ventes à l'unité est un apport secondaire. Bien sûr, c'est avec ses 280 000 abonnées que *Châtelaine* va chercher auprès des agences nationales de publicité (intermédiaires entre les entreprises et les médias) des contrats annuels chiffrés à plusieurs millions de dollars.

Mais, arriverions-nous d'ici deux ans à un tirage de 50 000 (25 000 aujourd'hui) et à 25 000 abonnées (au lieu de 10 000), que Kraft, Alcan, IBM ne seraient pas forcément intéressés à nous acheter de l'espace. Car les publicitaires, des gens conservateurs pour la plupart et dont l'audace consiste à refléter les tendances sociales progressistes (les Wonder Woman et Yuppie de Provigo) ou réactionnaires («Donne'z'y la claque» en bière, «Tu vas y goûter!» en yogourt), misent rarement, nous dit l'étude, sur un médium «coloré», que ce soit par une idéologie ou par l'humour. Mais quand ils le font, c'est très rentable pour eux! Tilden, par exemple, a vite rentabilisé la pub achetée dans LVR... ce que nos «petits» publicitaires savaient déjà.

Par contre, la nature même de *La Vie en rose*, informative et politique, et la structure de l'entreprise, à but non lucratif, nous donnent droit à quelques subventions gouvernementales, fédérales comme provinciales, certaines substantielles. Jusqu'à maintenant du moins, les subventions nous ont apporté entre 20 % et 30 % de nos revenus. Mais cela risque de changer bientôt, tant à Ottawa qu'à Québec: nous ne sommes pas épargnées par les compressions exemplaires ou justifiées des budgets culturels.

Sur quoi, sur qui pouvons-nous donc compter pour soutenir financièrement *La Vie en rose*? Encore et toujours, plus que jamais, sur nos abonnées et lectrices, sur vous, qui êtes de loin et depuis 1980 nos premières mécènes. Malheureusement, vous n'êtes pas assez nombreuses, ni sur

les listes d'abonnement ni parmi nos relations de kiosque. Votre nombre total a beau augmenter régulièrement, toutes les dépenses de production et de fonctionnement liées à la publication d'un magazine mensuel augmentent encore plus vite.

D'ailleurs, comme les abonnements sont de loin plus avantageux et fiables, c'est eux qu'il faut multiplier. (Merci, en passant, aux abonnées, pour toutes les listes d'ami-e-s que vous nous faites parvenir depuis quelques semaines). Sauf qu'il y a des limites à l'expansion de notre bassin actuel d'abonné-e-s. Ce qu'il faut, c'est recruter de nouvelles abonnées parmi les acheteuses en kiosque, tout en conservant l'intérêt des abonnées actuelles. De là les réaménagements au contenu et à la forme proposés par GICAM.

Mais l'élargissement du contenu et l'amélioration de la forme ne constituent qu'un des aspects du vaste plan de relance que nous avons déjà déclenché. Les deux autres sont d'abord le redressement proprement financier de l'entreprise: gestion par secteurs plutôt que globale, contrôle plus serré des dépenses, nouvelles sources de financement (à déterminer: fondation? actions?); et ensuite, la réorganisation interne de LVR: coupures de postes, remplacement de l'actuel fonctionnement collectif (quatre directrices de secteurs autonomes) par une structure plus classique (supervision d'une directrice-générale).

L'objectif de notre plan est de relancer à l'automne, mais sans arrêt de publication, une *Vie en rose* améliorée, plus près de *vos* et de *nos* attentes. Ce ne sera pas notre premier face-lift! Rappelez-vous notre passage au papier glacé, notre venue à la mensualité et de quel inséré nous sommes parties, il y a déjà six ans...

L'inconvénient de ce plan difficile mais réaliste, c'est son coût (on n'en sort pas, décidément). Nous ne pourrons pas améliorer le contenu de *La Vie en rose* sans, par exemple, mieux rétribuer les femmes qui l'écrivent et le produisent.

Or, et c'est là où l'infirmière change de ton, il y a la mauvaise nouvelle. En mars, nous avons reçu aussi nos états financiers pour l'année 1985. Qui ne sont pas très jolis. Nos revenus ont augmenté de 64 % depuis 1984 (grâce entre autres aux campagnes d'abonnement), mais notre déficit accumulé s'est quand même creusé. (Y en a-t-il vraiment parmi vous à avoir pensé jusqu'à maintenant que *La Vie en rose* était une entreprise profitable, déjà au-dessus de ses affaires?) Creusé au point de devenir invivable.

En fait, comme nous vivons depuis six ans de notre énergie, de notre volonté collective alliée à votre solidarité, bref d'amour et d'eau fraîche plutôt que d'argent, nous pourrions toujours essayer de poursuivre ce délicat exercice d'équilibre monétaire... Mais nous ne le voulons plus. Fatigue généralisée des artisanes, ou réalisme soudain? Publier un magazine féministe à moyen tirage sans fonds de roulement n'a jamais été bien, bien réaliste. Penser lui donner un nouveau souffle sans une certaine marge de manoeuvre financière serait complètement fou.

Comme nous tenons plus que tout à la suite de *La Vie en rose*, comme nous pensons que vous y tenez aussi, comme nous croyons au plan de redressement et à la relance, nous avons décidé de trouver d'ici l'été ce fonds de roulement qui nous a toujours trop fait défaut. Comment? En suscitant une campagne informelle de levée de fonds auprès des femmes féministes du Québec, à qui nous pouvons garantir que leur argent, déposé en fiducie, servira bien à organiser et financer la relance. Vous avez peut-être déjà été sollicitée, vous le serez peut-être bientôt. Pensez-y. On ne peut pas dire que nous ayons abusé en ce sens: c'est la première fois que nous faisons ainsi appel à votre solidarité. Si vous croyez en *La Vie en rose*, si vous en avez besoin, si vous pensez comme nous qu'il faut trouver les moyens de faire vivre nos projets plus que les cinq ou six ans prévisibles au départ, faites-le nous savoir[1].

Cette campagne éclair est en même temps un test politique, une question posée plus clairement que jamais au mouvement des femmes québécois. Le féminisme d'ici est-il assez fort pour soutenir financièrement un des éléments les plus visibles de sa presse? Nous verrons bien et le pari, aussi, a quelque chose d'excitant.

Mais quelle ironie, tout de même, que ces deux nouvelles nous parviennent au même moment que les textes commandés sur la presse féministe d'ailleurs et d'ici! Alors que le constat est généralement prometteur pour les périodiques féministes plus spécialisés et à tirage limité, il l'est beaucoup moins, ici comme ailleurs, pour les magazines d'actualité plus générale, comme *La Vie en rose*.

Ceci dit, la presse féministe n'est pas la seule presse d'opinion à se confronter aux fameuses «lois du marché». Qui a oublié, au Québec seulement, *Québec-Presse, Le Jour, Presse libre, Le Temps fou*? Qui ignore les ennuis cycliques du prestigieux *Devoir*? *La Vie en rose* réussira-t-elle à concilier l'apparemment inconciliable: un projet de changement politique – le féminisme – et les règles tyranniques du commerce? Le bras de fer est engagé.

Comme dirait l'infirmière en entrant dans la chambre de la malade: «J'ai deux nouvelles pour vous, une bonne et une mauvaise. La bonne, c'est que tous les tests sont concluants: vous êtes prête pour une transplantation cardiaque, tous vos systèmes fonctionnent bien, les risques de rejet sont minces. Pratiquée d'ici 48 heures, l'opération a toutes les chances de réussir et vous, de bercer un jour vos petits-enfants...»

«Et la mauvaise?», demanderait la malade. «Ben... on n'est pas sûrs que le coeur commandé arrive à temps!»

FRANÇOISE GUÉNETTE,
FRANCINE PELLETIER

1/ Au moyen d'un chèque à l'ordre de: *Fiducie La Vie en rose*, à l'adresse de LVR d'ici le 2 juin. Merci!

COURRIER

L'avenir du féminisme

Je lis assidûment LVR depuis 4 ou 5 ans et, depuis un moment, je remarque une inquiétude face à l'avenir du féminisme. Remarquez que je ne suis pas sans m'inquiéter moi-même puisque la disparition du mouvement des femmes ferait trop plaisir à une certaine caste dominante. (...) On aimerait bien nous voir retourner à nos casseroles et voilà pourquoi la lutte, souvent ingrate, que nous menons n'est ni vaine ni morte.

Pour ma part, je choisis la lutte de tous les jours, sans grand déploiement mais constante, vigilante. J'ai l'intime conviction que nous ne devrions pas nous isoler, mais plutôt nous soutenir les unes les autres. Le problème du dominant-dominé-e concerne toute l'humanité. Or, j'aime croire (comment s'empêcher de rêver?) qu'en vivant une relation homme-femme équilibrée, juste, respectueuse, c'est toute l'humanité qui en bénéficie.

C'est pourquoi je m'abonne à LVR. Puisse-t-elle rester intègre et honnête en continuant d'innover et d'explorer.

CLAIRE LAPOINTE,
MONTRÉAL

Moins de jasette

Je ne renouvellerai pas mon abonnement à LVR car je suis déçue. J'aurais préféré lire des articles et des dossiers étoffés, des informations concrètes, au lieu de vous voir «parlementer» autour d'une table. Plus particulièrement, le numéro sur les hommes et, plus récemment, sur le couple étaient sans intérêt. L'interview de Lise Payette, par contre, m'a apporté une vision féministe stimulante. C'est dans ce sens que j'aimerais voir LVR évoluer.

MADELEINE TREMBLAY,
CAP D'ESPOIR

NOUVEAU BOTTIN
FILLES À LOUER
50 NOMS/PHOTOS
ET NO TELEPHONE
LES PLUS JOLIS MODELES
SPÉCIAL $19.95
$19.95 plus $2.05 de frais
total: $22.00
Ecrire à: MOD'ELLE .47 Duke Mtl. H3C 2L8
VENDREDI 21 MARS 1986/
LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Filles à louer

À quand le nouveau bottin *Gars à flusher*? Cette petite anonnce qui semble anodine et innocente à première vue a sûrement réussi à vendre plusieurs exemplaires. On en a mal au coeur! La société québécoise régresse-t-elle ou est-ce nous qui sommes tout simplement naïves?

FRANCE GALARNEAU,
LINE GARIÉPY,
MONTRÉAL

Deux souhaits

D'abord, restez ouvertes aux «chocs des idées». C'est parfois brutal mais les droits et le respect des femmes en dépendent. Les temps sont durs... Ensuite, pour quand un dossier approfondi sur la maladie mentale et le pouvoir de la psychiatrie?

FRANCINE MESSIER,
MONTRÉAL

Longue distance

Je referme à peine le numéro de décembre-janvier, sur le pouvoir (distance oblige). Et me croirez-vous? Je l'ai trouvé bon. Je n'ai pas toujours été d'accord avec votre approche et je fus un des premiers à remettre en question le numéro sur les hommes. Je trouve toujours ce numéro insipide quoiqu'il a au moins le mérite de mettre en relief le désarroi des hommes vis-à-vis du féminisme. C'est déjà quelque chose!

Et puis je vous vois rappliquer dans vos éditoriaux et par vos choix d'articles et je me dis que... LVR est un sacré bon magazine. Non seulement il ouvre ses pages à la discussion, il la suscite! Vous amenez les gens à questionner leur confortable ligne de pensée. Bravo!

ANDRÉ LACROIX,
PARIS

P.S. On se rend compte de la force de votre magazine en remarquant le vide en France.

Le masculinisme au pilori?

Dans votre numéro de février vous publiez une lettre signée «Mère autonome», laquelle réagit à votre article «Les hommes à poussette» (LVR, nov.85).

Il nous a semblé que l'auteure de cette opinion fait preuve d'un réductionnisme abusif quand, tout au long de son texte, elle présente du mouvement «masculiniste» une image tout à fait unilatérale, considérant en bloc ses adeptes tantôt comme les serviteurs des intérêts des gouvernements, tantôt comme les défenseurs de la seule autorité paternelle au détriment des femmes/mères, tantôt comme les propagandistes de «l'inceste positif» et du «family sex».

Au nom de quoi devrait-on accepter une telle étiquette monolithique et sans nuances? (...) Il n'y a pas si longtemps, rappe-

ÉQUIPE DE DIRECTION: Ariane Émond, Françoise Guénette, Claude Krynski, Louise Legault, Lise Moisan, Francine Pelletier • **RÉDACTION:** Françoise Guénette, Francine Pelletier • **ADMINISTRATION:** Louise Legault • **PROMOTION:** Ariane Émond • **DIRECTION ARTISTIQUE:** Sylvie Laurendeau • **COLLABORATION:** Anne-Marie Alonzo, Carole Beaulieu, Claudine Blais, Anne Dandurand, Hélène Dorion, Christine Eddie, Myriame El Yamani, Gloria Escomel, Danielle Kimm, Roseline Landry, Line McMurray, Albanie Morin, Hélène Pedneault, Hélène Pelletier -Baillargeon, Diane Poitras, Jocelyne Richer, Nathalie Riel, Monique Roy, Hélène Sarrasin, Paula Sypnowich, Lucie Villeneuve • **ILLUSTRATION:** Suzanne Côté • **PHOTOGRAPHIE:** Marik Boudreau, Suzanne Girard, Marie-Hélène Robert • **MAQUETTE:** Diane Blain, Sylvie Laurendeau • **CORRECTION:** Dominique Pasquin • **COMPOSITION:** Concept Médiatexte inc. • **PELLICULAGE:** Graphiques H.I. Ltée • **IMPRESSION:** Imprimerie Canadienne Gazette • **DISTRIBUTION:** Les Messageries de presse Benjamin Ltée: 645-8754 • **PUBLICITÉ:** Carole Pageau, Nathalie Ranger: 843-7226 • **ABONNEMENT:** 1 an, 10 numéros: 19 $; 2 ans, 20 numéros: 33 $; 3 ans, 30 numéros: 45 $. Tarif international par voie de surface: 30 $, par avion: 44 $. Anne-Marie Cormier: 843-8366 • LA VIE EN ROSE est subventionnée par le Conseil des arts du Canada, par le ministère des Affaires culturelles du Québec et par le Secrétariat d'État, Programme de la femme. • LA VIE EN ROSE est publiée par les Productions des années 80, corporation sans but lucratif. On peut nous joindre de 9 h 30 à 17 h au 3963, rue Saint-Denis, Montréal H2W 2M4, ou en téléphonant: (514) 843-8366 ou 843-7226.

Copyright 1986 – LA VIE EN ROSE. Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés.

Dépôt légal: Bibliothèques nationales du Québec et du Canada ISSN-0228-5479. Indexée dans Radar et membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois. Courrier de deuxième classe: 5188. Commission paritaire 4 067 CDN.

lez-vous, les féministes dénonçaient avec la plus vive énergie toute tentative qui visait à les réduire à un bloc unilatéral et indistinct.

Il n'y a pas plus un seul masculinisme qu'il n'y a eu un seul féminisme.

JULES H. GOURGUES,
PRÉSIDENT D'AUTONHOMMIE,
SAINT-ÉTIENNE

Le grand saut

Ça y est! Je fait le grand saut: je m'abonne. Moi qui vous achète et vous dévore tous les mois depuis vos débuts, je mérite bien ça, non?

Une seule critique: LVR fond dans la bouche et c'est trop vite fini! Mon rêve: une LVR de 300 pages dont 100 à la chronique délinquante. (Surtout depuis qu'Hélène a fini de se prendre pour Christiane Rochefort, notre idole commune.)

SOPHIE VEILLOT,
MONTRÉAL

Un bien triste rôle

Vous, femmes de *La Vie en rose*, avez un bien triste rôle, celui de réveiller et de renseigner le peuple québécois sur la place des femmes dans le monde. J'écris cette lettre pour vous féliciter de votre travail et vous souhaiter la santé. Je veux surtout souligner que le Spécial rire jaune est génial en son genre, avec ces dessins de Christine Roche et ces textes de personnes aguerries comme Jacqueline Barrette et Chantal Mallen, avec ces efforts aussi de ne pas trahir le but premier de LVR: savoir être convaincantes tout en étant très très sérieuses...

MADELEINE LEBLANC,
MONTRÉAL

Maîtriser sa peur

Je désirerais apporter mes commentaires sur l'article paru dans LVR en mars 86, intitulé «La crainte de l'erreur».

Je trouve que l'auteure décrit les garçons et les filles de façon trop traditionnelle. Il me semble que c'est plutôt l'approche du «d'abord savoir, puis faire» des filles qui devrait être valorisée plutôt que «l'essai et l'erreur» des gars. On n'est plus à l'époque préhistorique où le mâle maître du clan devait s'attaquer aux bêtes sauvages plutôt que les fuir. On est à l'époque postindustrielle de l'information où une somme immense de savoir est à acquérir avant de passer à l'action. Et dans ce sens, les filles excellent plus que les gars. Elles sont prudentes dans leur mode d'expérimentation, patientes, plus inclinées à la lecture et très aptes à innover. La crainte de l'erreur n'est pas un tort mais une étape saine puisqu'elle incite à la prudence. (...) Mais il faut savoir aussi maîtriser sa peur, sa crainte de l'erreur.

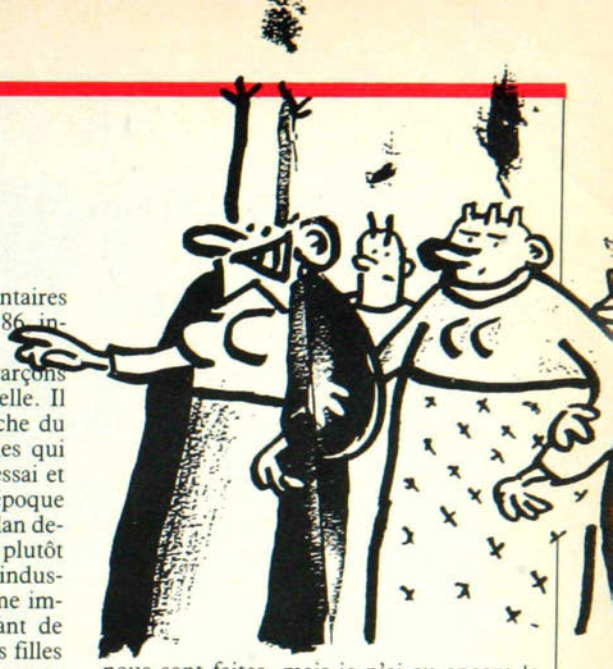
J'invite donc votre revue à rendre plus visible l'accomplissement de femmes pionnières dans le domaine des sciences, car la science fait, aujourd'hui plus que jamais, partie du pouvoir.

LUCE S. BÉRARD,
GRANBY

L'oncle Maurice

Félicitations pour l'excellent numéro sur le cancer (avril 1986, no. 35), et pour l'article «Onze femmes en colère». J'ai été touchée par l'histoire de Mariette, de toutes les autres Mariette dont je fais partie. Pour certaines, ce fut un père, un beau-père, un frère, un voisin ou un livreur. Pour moi, ce fut l'oncle Maurice. Voilà maintenant quinze ans que je suis en colère...

Pendant quatre années j'ai milité auprès des femmes à dénoncer les violences qui



nous sont faites, mais je n'ai eu encore le courage de confronter mon agresseur. Pendant plusieurs années je n'ai voulu que le faire souffrir, de la même façon que moi j'avais souffert de son abus de pouvoir. Mais vint un jour où je ne pouvais plus vivre avec ce désir de vengeance, parce que ma propre violence me faisait horreur. Alors j'ai essayé d'oublier que j'étais en colère... Sans succès... Elle refait surface épisodiquement depuis quelques temps. Tout comme Mariette, les coussins ne me suffisent plus. Et je sens venir le temps propice où pour moi la confrontation sera possible, parce qu'elle sera non-violente et n'affirmera que la reprise de possession de mon propre pouvoir.

Ce jour là, je serai seule. C'est un choix bien personnel. Mais il est rassurant de constater que l'on peut compter sur le support de quelques groupes féministes qui ont accepté de se remettre en question et d'évoluer dans leur conception de l'intervention.

À ceux et celles qui croient que le féminisme est mort, je répondrai qu'il s'est transformé. Le féminisme est devenu plus humain (Oups. Pardonnez-moi cet euphémisme.) qu'il ne l'était auparavant. En fait, il est devenu plus féministe que jamais.

JOAN LEFRANÇOIS,
MONTRÉAL

«LA PREMIÈRE BOUTIQUE D'ÉQUIPEMENT HAUTE-FIDÉLITÉ D'OCCASION»

audio d'occasion

- Équipement de choix à des prix avantageux.
- Atelier de service sur place.
- Garantie de 3 mois à 5 ans sur tous les appareils.

VENTE - ACHAT - ÉCHANGE

1717, rue Saint-Hubert, Montréal
(Métro Berri) H2L 3Z1 (514) 522-2020 (fermé le lundi)

Les femmes et les évêques

Mgr Fortier et Rollande Fortier

L'Église s'éveille-t-elle?

par Hélène Pelletier-Baillargeon

Une vingtaine de tables rondes formées chacune d'environ huit femmes et deux évêques: voilà à quoi ressemblait, les 1er et 2 mars dernier, la première rencontre des 35 évêques du Québec avec de nouvelles «partenaires», les femmes. Deux journées historiques, à discuter pouvoir, travail, contraception, violence.

Historiques parce que les femmes y étaient conviées, non plus comme de simples exécutantes, mais comme correspondantes de la mission pastorale de l'Église. En vain jusqu'à ce jour les puissants regroupements de femmes catholiques des États-Unis ont-ils réclamé semblable dialogue avec leur épiscopat national[1].

Historiques parce que telle était la perspective privilégiée. C'est en effet à l'historienne du féminisme québécois, Micheline Dumont, que les organisatrices avaient confié l'imposante conférence inaugurale chargée de remémorer, aux femmes et aux évêques réunis, la longue marche des Occidentales vers la reconnaissance de leur égalité et la plénitude de leurs droits.

Historiques enfin, ces journées confirmaient le changement de cap significatif pris par les évêques du Québec vis-à-vis de la place des femmes dans l'Église. Longtemps à la remorque de l'épiscopat canadien, notamment sur la question du suffrage féminin provincial[2], les évêques du Québec font désormais figure de chefs de file, allant jusqu'à Rome proposer une discussion franche des aspects théologiques de l'accession des femmes aux ministères ordonnés. À l'intérieur de la marge de manoeuvre qui leur est impartie dans les structures ecclésiales, ils ont effectué des «premières»: de 1980 à 1983, c'est une femme, Gisèle Turcot, membre de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, qui a assumé la direction de leur secrétariat permanent. Depuis 1982, chacun de leurs 22 diocèses s'est désigné une répondante à la condition féminine. Ni l'épiscopat de France ni celui des États-Unis n'ont encore envisagé semblables initiatives.

Certes «une hirondelle ne fait pas le printemps», et les 86 femmes réunies à Montréal pour discuter avec leurs évêques de thèmes aussi névralgiques que le pouvoir, le langage, la famille et la sexualité avaient bien conscience d'élaborer avec eux un tout premier état des questions controversées. Leur réunion volontaire ne possédait, en effet, aucun des pouvoirs reconnus à une assemblée délibérante: les généreuses résolutions «votées» en plénière ne révélaient donc pas de caractère contraignant. Mais les évêques se sont engagés à leur donner des suites.

Si l'Église «catholique et romaine» constitue encore un pouvoir monarchique incarné à son sommet par le Pape, en revanche, les Églises locales sont actuellement enracinées au coeur de sociétés modernes profondément marquées par la pratique démocratique et la succession depuis bientôt deux siècles, de gouvernements électifs. Cette expérience politique des individu-e-s se répercute de plus en plus à la base de la pyramide de l'Église, particulièrement au sein de son laïcat dont les effectifs les plus engagés, dans la plupart des pays occidentaux, sont majoritairement composés de femmes actives en pastorale, en éducation et en travail social.

Privées de voix décisionnelles quant aux orientations théologiques de leurs activités, et d'accès aux ministères ordonnés, mais citoyennes à part entière dans la cité séculière, les femmes catholiques acceptent de moins en moins de vivre pareille dichotomie au sein de leur Église. Comment l'Évangile, formidable manifeste d'espérance et de libération pour tou-te-s les exclu-e-s du pouvoir, pourrait-il, en effet, être moins «généreux» pour les chrétiennes que ne le sont les chartes des droits et libertés dont se sont dotés, depuis bientôt 30 ans, la plupart des États modernes?

L'Eglise catholique, par les puissantes symboliques de sa lithurgie, l'éclat et la solennité dont elle entoure généralement ses prises de position, constitue une formidable rampe de lancement pour les messages (ou les contre-messages) qui intéressent la cause des femmes. Toute évolution en son sein, même timide et encore circonscrite au niveau d'un épiscopat national, ne saurait laisser aucune féministe indifférente. *Quand la Chine s'éveillera...* titrait autrefois un observateur politique averti. Et «quand l'Église s'éveillera?» Une lourde part du contentieux hommes-femmes pourrait bien commencer alors à se dénouer dans l'inconscient collectif où, par sa dimension religieuse, la culture occidentale et judéo-chrétienne plonge ses toutes premières racines.

1/ Voir Maria Riley, «Debout devant l'hôtel», *Relations*, mars 1986, page 48.

2/ Les Canadiennes ont obtenu le droit de vote aux élections fédérales en 1918. Les Québécoises, les dernières de la Confédération, ont attendu jusqu'en 1940 pour obtenir ce même droit au provincial à cause de l'obstruction influente des évêques du Québec sur les gouvernements Taschereau et Duplessis.

Photo: Paul Hamel

CHRONIQUE DÉLINQUANTE

Y a-t-il un Provigo dans la salle?

ou Comment ne pas devenir un supermarché

par Hélène Pedneault

Bon. Je me suis chicanée avec ma meilleure amie. De guerre lasse, j'ai fini par lui hurler au téléphone: «Je ne suis pas un Provigo, qu'est-ce que tu crois?» J'étais désespérée. Elle a éclaté de rire. (Ça fait trois jours, je crois qu'elle rit encore.) La chicane a fini là. Je la voyais se promener en moi avec son chariot à provisions: «Un peu de ça, et de ça. Non, pas ça, je n'en ai pas besoin. Une provision de ça, un quart de livre de ça, une livre de ça. Ah! non! Pas ça, je déteste ça.» *Ça* étant différentes parties de *moi*. J'ai pris mon surmoi et je me suis drapée dedans. Il y a des gens comme ça qui prennent et qui laissent. Je refuse d'être magasinée à rabais ou en morceaux. Avec moi c'est tout ou rien. Non mais c'est chiant les gens qui nous font sentir cent fois par jour qu'on n'est pas parfaite avec détails à haute précision!

Je les connais, mes imperfections. Pas besoin de les éclairer avec une ampoule de 1 000 watts qui, de toute façon, rend aveugle. Le tout ou les parties? La poule ou l'oeuf? L'oeuf ou l'argent? Ce besoin de polariser tout le temps, c'est épuisant. Je sens qu'on veut *me* diviser pour mieux régner. Après tout, ça se peut d'être à la fois très raffinée et de parler fort. Ou de se décrotter le nez avec une robe de 500 $ sur le dos. Ou de sortir un gros mot de temps en temps dans un langage par ailleurs assez étudié. Ça fait du bien les imperfections, quand on sait que c'en est.

En fait, les imperfections, on devrait pouvoir les accepter quand on aime quelqu'un. Presque aussi bien que les grandes qualités. Prendre le paquet ou rien (le paquet en question n'ayant rien à voir avec la grosseur de la personne concernée). Je suis comme ça de toute éternité. Je n'ai jamais pu morceler mes sympathies, ni mes antipathies, ni mes affections, ni rien. Ce n'est pas très subtil. Ça aussi, c'est à prendre ou à laisser. En plus, ça m'amène à avoir l'air de lancer des ultimatums à tous vents. Pas du tout. J'appelle la même tolérance envers mes gouffres (imaginez la profondeur des failles) que j'essaie d'en avoir avec ceux des autres.

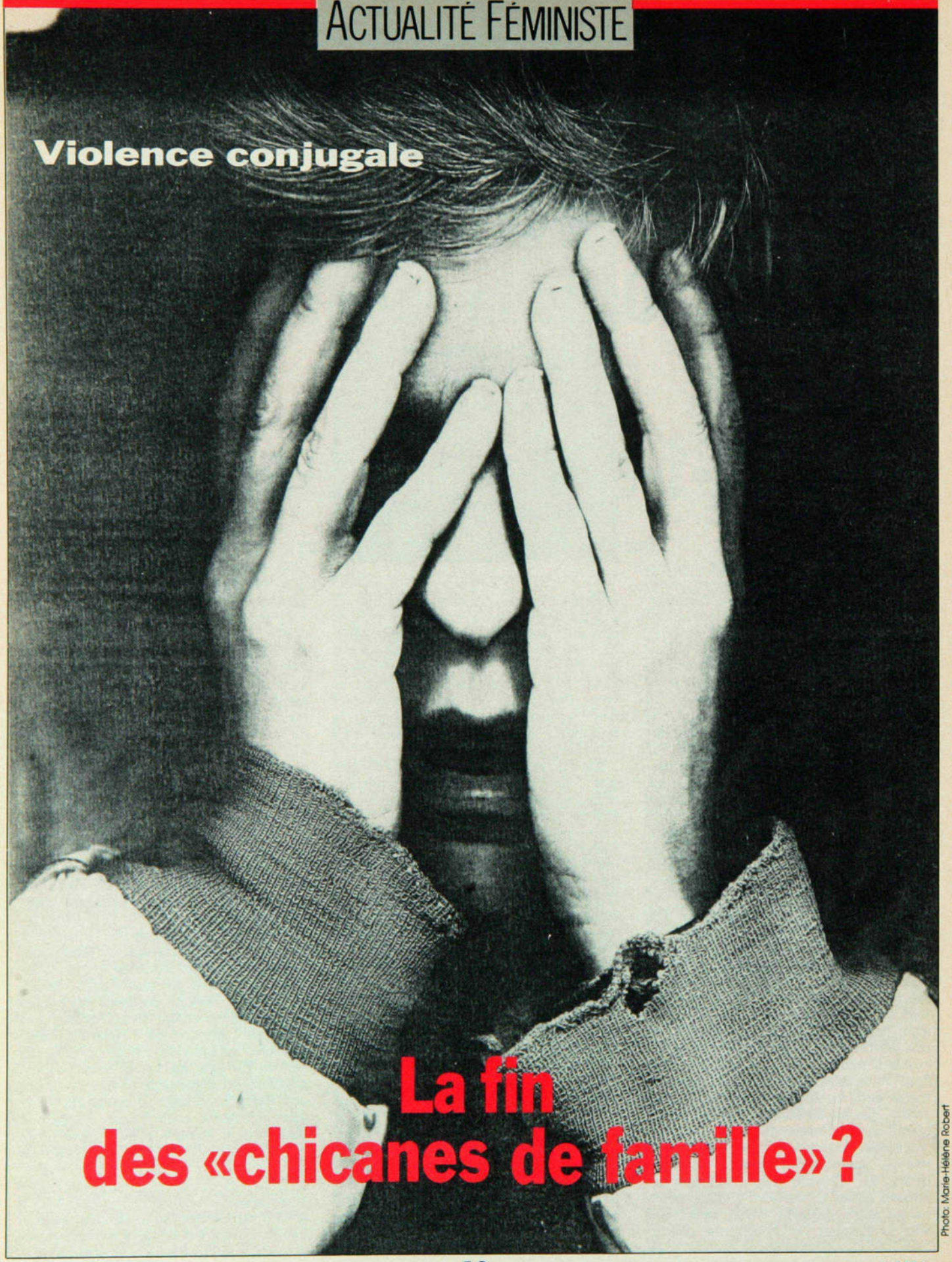
Mais là, en écrivant, je me rends compte que je mens en partie. En fait, ma tolérance ne s'applique qu'à un niveau individuel. Pas du tout à un niveau collectif, encore moins politique. Et je revois tout à coup Robert Bourassa à Paris, au Sommet de la francophonie. Il a fait une première sortie très remarquée en parlant d'agriculture. C'est normal. Il n'a jamais fait la différence entre culture et agriculture. C'est vrai. À peine a-t-il pris le pouvoir qu'il laboure les budgets des Affaires culturelles, sème la panique à l'Orchestre symphonique, au Musée d'art contemporain et dans tous les théâtres de la ville, et récolte quelques malheureux millions de plus pour pratiquer son coûteux dada: construire des barrages.

Peut-être se souvient-il qu'en effet la culture dépendait du ministère de l'Agriculture jusqu'à la fondation du premier ministère des Affaires culturelles[1] (M. Duplessis voyait le rapport lui aussi...). Ce n'est pas si loin. C'est peut-être à cause de ça que nous, les Québécois-es, gardons profondément ancré dans notre inconscient collectif la peur d'être, au fond, des habitant-e-s. Il faudra fouiller cette hypothèse un jour. (Saint Sigmund, priez pour nous). Mais à la quantité de psychothérapeutes qu'il y a ici au mètre carré, on devrait pouvoir régler ce problème agricole très bientôt, j'ai bon espoir.

Bref, pour en revenir à M. Bourassa, entêté comme il est, il va nous remettre le bilinguisme sur le nez, dans la bouche et dans le cul en deux temps trois mouvements. Les journaux l'ont écrit en caractères gras: «Le bilinguisme refleurira le long de nos autoroutes, dans nos rues et dans nos magasins[2].» Le journaliste avait l'air content. Pas moi. Premièrement, le bilinguisme n'est pas une fleur. Ou si c'en est une, elle est vénéneuse. De l'herbe à puce. Quelque chose qui ne sait pas vivre. Comme quelqu'un qui porterait des pantalons de fortrel avec une blouse de soie fine et des souliers en cuir fin d'Italie. Si vous rencontiez quelqu'un habillé comme ça, vous lui diriez que ça ne va pas, que quelque chose cloche.

Pareil avec le bilinguisme. On ne peut pas endurer un tel manque à l'esthétique. Il faudra dire à M. Bourassa que les Québécois-es ne sont pas morcelables comme ça, qu'ils et elles ne pourront pas tolérer d'être traité-e-s à rabais dans leur langue et que c'est à prendre ou à laisser. Comme moi avec les individu-e-s. Je ne veux pas être un Provigo, mais je ne veux pas non plus être un dépanneur ouvert 24 heures pour servir la clientèle au maximum. Je ne veux pas servir en tant que peuple non plus. Je sens qu'on veut *nous* diviser pour mieux régner. «Wake up or die, les ami-e-s.....»

1/ Authentique.
2/ Cité par Gaston Miron au coin des rues Laurier et Saint Urbain, le 16 février dernier.



Violence conjugale

La fin des «chicanes de famille»?

Photo: Marie-Hélène Robert

«Dorénavant, la violence conjugale sera traitée comme le crime qu'elle est et non comme un simple trouble de voisinage», annonçait le nouveau ministre de la Justice, M. Herbert Marx, à la fin mars. Il ne s'agit pas d'une nouvelle loi pour autant, mais d'une volonté désormais affichée du gouvernement du Québec de «contrer la violence conjugale». Car jusqu'à maintenant, tout se passait, précise la politique d'intervention, «comme dans un cercle vicieux: la conduite des femmes battues et plaignantes décourageait le système judiciaire de s'intéresser à leur cas tandis que les actions réalisées par ce dernier décourageaient les femmes d'y avoir recours».

Il y a certainement du bon dans cette nouvelle politique. Il était grand temps que la violence (pouvant aller jusqu'au meurtre) que subissent près de 300 000 femmes au Québec chaque année sorte du privé et devienne un «conflit d'ordre public». Ceci dit, le ministre de la Justice, appuyé par le procureur général du Québec, M. Gérard Latulippe, et par la ministre déléguée à la Condition féminine, Mme Gagnon-Tremblay, ont beau vouloir rendre le processus judiciaire aussi efficace devant cette forme de violence que devant d'autres infractions au Code criminel, ils semblent oublier que ce n'est pas un délit comme les autres. Il aurait fallu que le Gouvernement s'interroge sur les *causes* du problème autant que sur les moyens légaux de le contrer. C'est précisément ce que la politique d'intervention ne fait pas.

D'abord, le terme «violence conjugale» n'est pas fidèle à la réalité: il ne s'agit pas de violence entre conjoints, mais bien de la violence que bon nombre d'hommes se croient en «droit» d'infliger à leur conjointe.

Ce qui ne veut pas dire que les femmes ne sont pas agressives ou parfois même violentes. C'est précisément une caractéristique des femmes battues, révélait Mme Marion Boyd, du Battered Women's Advocacy Clinic de London, Ontario, lors d'un colloque tenu à Laval quelques jours après l'annonce de la politique d'intervention. Ne sachant trop comment agir, «elles adoptent l'attitude de l'agresseur», précise-t-elle. Mais les femmes battues sont aussi particulièrement dépendantes. Tout le travail des maisons d'hébergement ou de «counselling» consiste alors à rendre la femme, tout autant que l'homme, responsable de ses gestes et attitudes, et finalement, à l'aider à «prendre du pouvoir sur sa vie». Car, comme dit si bien Mme Boyd, «on ne peut pas sauver quelqu'un qui ne veut pas l'être».

Scènes disgracieuses et avilissantes

M. Marx et ses collègues comprennent-ils tous ces aspects de la question? À la lecture de la politique d'intervention, il est permis d'en douter. Il n'est jamais dit, d'abord, que le problème des femmes battues est la prérogative d'une société patriarcale. On parle plutôt, pour reprendre les termes du sergent Michel Tremblay, de Laval, «de scènes disgracieuses, avilissantes pour notre société». Ensuite, on veut concentrer tous les moyens d'action entre les mains de dame Justice. Quoiqu'on parle de «concertation avec les services offerts par le ministère de la Santé et des Services sociaux», rien de concret n'est prévu de ce côté.

Pire encore, la nouvelle politique a tendance à voir les femmes battues comme des «entraves» au processus judiciaire. On parle de leur ambivalence et de leur hésitation à porter plainte comme d'un «danger à l'issue de la procédure» et d'une «démotivation des intervenants judiciaires». Or, pour mieux suivre son cours, le processus judiciaire sera désormais le suivant: un policier appelé au domicile conjugal devra non seulement arrêter un conjoint violent (ce qui protégera relativement la femme et ses enfants), mais devra, «lorsqu'il y a lésions corporelles ou tout autre crime ayant ce caractère de gravité», faire enquête et poursuivre l'agresseur. Et ceci, indépendamment de «la volonté de la victime de porter plainte ou pas.»

Non seulement est-ce trop centrer l'attention sur l'appareil judiciaire, qui devient ainsi une espèce de héros invraisemblable (derrière chaque ministère se cachent de tenaces instincts de macho!), non seulement est-ce négliger la volonté des premières concernées, mais c'est aussi ne pas assez tenir compte des «ambivalences» du processus légal lui-même.

En premier lieu, les policiers, comme les procureurs de la couronne, sont réticents à augmenter leur charge de travail. D'autant plus que les nouvelles directives sont loin d'être claires. Va encore pour les infractions criminelles graves (lésions corporelles), mais elles ne constituent pas la majorité des cas. Tous les autres cas – voies de fait, dommages, menaces – pourront facilement être relégués à une zone grise où il sera difficile d'agir, à plus forte raison unilatéralement. En d'autres mots, ce qui, jadis, empêchait d'agir les policiers les mieux disposés ne disparaît pas nécessairement avec la nouvelle politique. De plus, les policiers sont plus que jamais insécures quant à leur rôle et, au moment où l'opinion publique juge qu'ils interviennent trop, peut-on vraiment leur demander d'intervenir davantage?

Des préjugés tenaces

Mais le fond du problème réside sans doute dans l'ensemble des préjugés qui persistent au sein de cet appareil plutôt conservateur. Venu assister au lancement du rapport ministériel, un avocat crut bon de lancer cette boutade: «Quel dommage, on ne pourra plus battre sa femme!» Derrière l'humour noir, il y a la croyance bien ancrée qu'un homme a bien le droit de faire ce qu'il veut avec *sa* femme. C'est d'ailleurs ce qui explique que les policiers ont souvent interprété des problèmes de femmes battues comme des «chicanes de famille», que les procureurs et les avocats ont souvent découragé les femmes à porter (ou

feminist perspectives féministes

Une nouvelle série d'essais d'actualité sur le vécu des femmes.

No. 2 Les tâches liées au soin des enfants, par Michelle Duval

No. 3 Bilan et perspectives de recherches féministes, par Francine Descarries-Bélanger et Micheline de Sève

No. 4b Le mouvement pro-famille est-il pour ou contre les familles? par Margrit Eichler

Prix: 2,50 $ par numéro

Institut canadien de recherches sur les femmes/ICREF
408-151 Slater, Ottawa, Ont. K1P 5H3; (613) 563-0681

à maintenir leur) plainte devant les tribunaux et que les juges s'en sont tenus à des sentences ridicules: une amende de 25 $, par exemple, ou la recommandation que l'accusé «se fasse traiter».

Quoique le sergent Tremblay compte sur l'intégration de femmes au corps policier pour assurer l'application de la nouvelle politique, rien n'est moins sûr. D'après la criminologue Linda Veillette, fondatrice d'un programme de sensibilisation à la violence conjugale pour les policiers, «les femmes policières jugent souvent plus sévèrement les femmes battues que leurs confrères. Elles qui ont relevé l'énorme défi de "faire comme un homme", ne veulent surtout pas s'identifier à une image de victime.»

Pour Mme Veillette, la politique d'intervention ressemble à un «bel arbre de Noël qu'on aurait planté tout nu dans le salon». Tout en étant un pas dans la bonne direction, il manquerait à cette nouvelle politique son propre budget, une volonté plus grande de soutenir et de protéger les femmes victimes de violence et, finalement, une reconnaissance des organismes communautaires (dont les maisons d'hébergement et les centres pour hommes violents).

D'autres intervenantes sont plus sévères encore. Pour Monique Thériault, consultante à la maison Le Prélude à Laval, il s'agit d'un règlement entre hommes. «Juste au moment où les femmes sont en train d'acquérir une certaine autonomie, le Gouvernement intervient pour nous dire de ne plus nous inquiéter, et qu'il va tout arranger ça.» Déplorant le fait que ce soit des policiers qui seront appelés à sensibiliser d'autres policiers, Mme Thériault croit que le Gouvernement n'a vraiment qu'une chose à coeur: le respect de la famille. Quant au respect des femmes, on peut repasser.

En effet, à l'heure où l'État se «déresponsabilise[1]», cette soudaine *responsabilisation* de l'appareil judiciaire a de quoi nous faire réfléchir. Il faut inciter les femmes à recourir à la loi – non seulement pour que justice soit faite, mais parce que c'est souvent leur seul moyen de ne pas se penser folles – mais il faut que toute action ou procédure réponde à *leurs* besoins et non à un code quelconque, celui de la loi ou des bonnes moeurs.

C'est ce que ni le ministère de la Justice ni celui de la Condition féminine ne semblent avoir bien compris.

FRANCINE PELLETIER

1/ Voir Négociations du secteur public, *Derrière la bataille des chiffres*, J.A. Bouchard, LVR, avril 1986.

France

Lorsque le PS devient un post-scriptum...

On le sait: aux élections législatives du 16 mars, la coalition de la droite l'a emporté en France. Maintenant, un président socialiste doit cohabiter avec Jacques Chirac, pour qui «la femme idéale c'est celle de l'ancien temps, celle qui sert les hommes à table, ne s'assied jamais avec eux et ne parle pas[1].» C'est sans doute pourquoi le nouveau premier ministre n'a retenu que trois femmes secrétaires d'État pour son gouvernement: aucune n'a le droit de siéger au conseil des ministres...

Doit-on exclure tout espoir de progrès pour les femmes avec le nouveau gouvernement de droite? Pour le moment, on constate que c'est encore le PS qui a le plus de femmes élues, tant parmi les députés que parmi les conseillers régionaux: 21 députées par rapport à 9 pour l'ensemble des forces de droite et 65 conseillères par rapport à 44.

En tout, 33 femmes députées siégeront à l'Assemblée nationale (9,7 % des élu-e-s) et il y aura 133 conseillères régionales (9,3 %). Si la représentation féminine globale n'a pas chuté davantage, c'est grâce au «score» des socialistes. Un score gagné de haute lutte par une association, les *Mariannes*, créée par les femmes ministres lorsqu'elles se sont aperçu qu'avec les nouvelles modalités du vote, les femmes, rarement en tête de liste, ne risquaient pas d'être élues (voir LVR, mars 86). Les fem-

Psychothérapie analytique
Analyse
Monique Lévesque
D.E.A. Ps. Cl. et Psychan.
M.C.P.P.Q.
933-1790

Centre de santé psycho-corporelle
Phénix enr.
2071, rue St-Hubert bureau: 2
Montréal, Qc H2L 3Z6

Louise Houle
psychothérapie analytique
approche psycho-corporelle
Tél.: (514) 523-5339

Jean-Marie LePen, Parti du Front National

Photo: Canapresse

mes de la droite n'ont pas eu le même réflexe de défense au sein de leurs propres partis politiques: leur présence a baissé de 8 % à 5 %.

La première conséquence du gouvernement Chirac, c'est l'abolition du ministère des Droits de la femme, au nom de la plus stricte égalité. Puisque hommes et femmes sont égaux en droit, il n'y a pas de raison, dit-on à droite, qu'il y ait un ministère spécial pour les femmes; à la limite, ce serait sexiste (sic). La discrimination positive, on ne veut pas connaître. Mais on ne reviendra apparemment pas sur les lois déjà votées sous Giscard (qui avait créé le secrétariat à la Condition féminine, devenu ministère sous les socialistes) ou par le gouvernement socialiste de Mitterrand: il ne peut pas y avoir de retour en arrière, affirment les féministes de droite, ni pour le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale, ni pour la loi de l'égalité professionnelle (qui incite les femmes à entrer dans les métiers non traditionnels).

Elles n'en conviennent pas moins que les mentalités doivent changer (celles des femmes autant que celles des hommes), puisque, au point de vue des lois, la panoplie leur semble complète. Mais pour que les mentalités changent, il faut de la publicité: le ministère des Droits de la femme s'en chargeait – petitement, à la mesure de ses moyens – et subventionnait quelques associations capables d'agir sur les mentalités. Quelques-uns des lieux féministes dépendants des subventions (les maisons de femmes, par exemple) sont aujourd'hui menacés, à moins que l'adversité ne leur donne l'élan nécessaire pour s'autofinancer.

Plus menaçante, sans doute: la politique nataliste et familiale contenue dans la *Plate-forme pour gouverner ensemble* de l'union des diverses droites. On y lit: «Par l'aménagement du temps de travail à temps partiel, il faut ouvrir de vraies possibilités de choix aux parents: poursuivre une activité professionnelle ou se consacrer à l'éducation des siens. Il faut, ensuite, assurer un meilleur accueil de l'enfant en améliorant les modes de garde (...). Cette action doit s'accompagner d'une modification du système de prestations familiales [qui] doit ainsi clairement garantir le libre choix par les familles d'un troisième enfant, par exemple grâce au développement de l'allocation parentale d'éducation ou à l'ouverture de droits propres en matière de retraite au profit des mères de famille.»

En d'autres termes, pour favoriser la naissance du troisième enfant, qui fera remonter un indice de fécondité actuellement bloqué à 1,8, on développera une politique de logement (ce qui, de toutes manières, est urgent, surtout dans les grandes villes françaises, où l'exiguïté des appartements est désespérante). Mais on créera aussi un «salaire» de mère de famille. Cette mesure, qui retirera beaucoup de femmes du marché du travail, est ici comme ailleurs très discutée. Dans la mesure où elle semble s'assortir d'une retraite, c'est moins grave, mais on semble s'accorder pour dire, à gauche comme à droite, que dans la situation économique actuelle de la France, on n'a pas encore les moyens de s'offrir ce «salaire». Cela donnera aux femmes le temps de réfléchir à la question, peut-être?

Dans l'état actuel de démobilisation «féministe» au sens large, on ne peut rien présumer, toutefois, de la réaction des femmes. Dans une entrevue accordée pen-

COOP DU PLATEAU

aliments naturels
produits biologiques

4487, De la Roche
(coin Mont-Royal)
Mtl, Qué. H2J 3J2

(514) 523-4272

SONIA SARRAZIN

RÉNOVATION
CONSTRUCTION
RÉPARATION
PEINTURE
RÉSIDENTIEL
COMMERCIAL

6861 ST-DOMINIQUE
MONTRÉAL H2S 3B3
277-4338

LES CONSTRUCTIONS SODERO INC.

dant la campagne électorale à *Libération*, Chirac déclarait: «Il faudra restreindre les facilités qui ont été données pour restreindre les naissances.» Indignées, les femmes du Planning familial ont été les seules, parmi les groupes féministes de la base, à diffuser des tracts appelant les femmes à voter pour la gauche. À part un article paru dans *Paris féministe* et rappelant que l'on devait au PS la législation de l'homosexualité, le remboursement de l'IVG, la loi sur l'égalité professionnelle et d'autres mesures féministes, les mouvements de femmes, désabusés par la politique, se sont tenus en retrait de la campagne.

Certes, avec plus de voix qu'en 1981, l'échec du PS n'est que relatif. Mais l'union de la droite l'a tout de même emporté. Signe inquiétant: la montée du Front national de le Pen, un parti d'extrême droite avec lequel Chirac refuse de composer, au nom de la démocratie, mais qui a tout de même 33 sièges (9,8 %) à la Chambre des député-e-s. Non seulement Le Pen est-il contre l'avortement, mais s'il ne s'agissait que de lui, il mettrait «tous les étrangers à la porte et tous les homosexuels en prison, les femmes à la maison et les hommes au travail.» Et vogue la galère! Dans un gouvernement de cohabitation, où il n'y a plus de femmes ministres, faudra-t-il composer aussi avec l'extrême droite?

Eléments peut-être positifs: la grogne des femmes politisées, de droite comme de gauche, est telle qu'elles risquent de négocier des unions ponctuelles; Yvette Roudy est députée et peut compter sur une vingtaine de femmes de son parti et peut-être aussi sur des députées communistes et de droite, si une trop grande misogynie s'instaure; surtout, la crainte aidant, on verra peut-être le réveil des mouvements de la base et des associations féminines (déjà en train de se remobiliser, d'après l'ex-chef de cabinet d'Yvette Roudy), et la reconstitution des groupes féministes en débandade...

Enfin, comble de l'ironie, alors que le ministère des Droits de la femme est aboli, vient de se créer un ministère des Droits de l'Homme... Mais on sait qu'en France, l'homme comprend encore la femme. Il semble que ce ministère sera chargé de faire respecter les droits des uns comme des autres, le croira-t-on? En attendant, dans les milieux féministes, c'est la panique. L'avenir dira si elle est justifiée.

GLORIA ESCOMEL

1/ Ce qui n'empêche pas sa femme d'être maire de Lozère et de mener une vie politique active.

Colère et questions au CSSMM

Les femmes employées par le Centre de services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM) ont-elles suffisamment de pouvoir? Quels obstacles doivent-elles affronter pour parvenir à des postes influents? Telles étaient quelques-unes des questions à l'ordre du jour, les 26 et 27 mars derniers, lors du colloque *Les Femmes face au pouvoir* organisé par les comités de condition féminine des cadres et des 1 300 syndiquées.

Des huit ateliers regroupant quelque 200 femmes, sept ont exigé le rétablissement du poste de conseillère à la condition féminine de l'organisme (incluant les employées et la clientèle), vacant depuis octobre. «Il faut lutter pour garder ce poste, car c'est en partie grâce à lui que les questions de femmes ont pris de l'importance», précisent la vice-présidente du syndicat, Louise Boucher, et la responsable du comité-femmes, Cécile Côté. Cette dernière se demande d'ailleurs si le CSSMM n'a pas accepté de collaborer au budget du colloque essentiellement pour calmer les critiques suscitées par cette coupure de poste. Louise Boucher, quant à elle, croit que le Centre ne s'est montré favorable au colloque que «pour mieux gérer cette vague de fond (de protestation) et sûrement pas pour révolutionner le CSSMM»!

Le pouvoir paraît assez bien réparti au CSSMM: près de 50 % des cadres sont des femmes. «Mais, rétorque Françoise David, présidente jusqu'à mai du syndicat, elles sont concentrées au bas de l'échelle.» De plus, il n'y a qu'une femme parmi les 14 membres du conseil d'administration. Donc, même si beaucoup d'employées remettent en question la structure hiérarchisée du CSSMM, elles n'ont pas les moyens de la changer. Que feraient-elles en poste de décision? C'est la question à laquelle, selon Mme David, le colloque n'a pas répondu.

NATHALIE RIEL

LUCIE CHAPUT
ASSUREUR-VIE

Assurance-vie et revenu invalidité
Rentes, REER, Assurance collective, Planification successorale et financière

Sun Life du Canada
1155, rue Metcalfe, bureau 707 Montréal H3B 2V9
861-2603 Dom: 277-9343

Centre de santé psycho-corporelle
Phénix enr.
822 est, rue Sherbrooke, suite 120
Montréal, Qué. H2L 1K4

Céline Labrecque
Massothérapeute
Tél.: 843-8281

Assurance-chômage

Qui a peur de la commission Forget?

Pourquoi et pour qui veut-on réformer le régime actuel d'assurance-chômage? D'octobre 1985 à février 1986, la commission Forget (du nom de son président, ministre des Affaires sociales du Québec sous Bourassa) a sillonné le Canada pour trouver un substitut au régime de l'assurance-chômage. La réforme touchera les 10,7 % de Canadiennes actuellement chômeuses, ainsi que toutes celles sur le point de le devenir.

Cette commission est née en juillet 1985, dans la foulée de la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (commission MacDonald), qui proposait de couper 4 milliards $ dans les prestations d'assurance-chômage.

On le sait: «À travail égal, salaire égal» n'est encore qu'un idéal et, en réalité, les femmes travaillent souvent à temps partiel ou comme temporaires. En conséquence, elles se retrouvent régulièrement au chômage avec, en moyenne, 117,23 $ par semaine contre 161,57 $ pour les hommes. Une diminution du budget de l'assurance-chômage pourrait avoir sur les femmes l'effet d'un coup de poing sur la gueule.

Mise sur pied par le gouvernement Mulroney, la commission Forget est justement à étudier les diverses recommandations des groupes intéressés. À lire quelques-uns des 350 mémoires déjà déposés, on perçoit bien les grandes lignes et les tendances qui guideront le débat.

Amélioré

Les syndicats, comme les groupes de femmes ou de chômeurs-euses, réclament une amélioration du système actuel, qui irait de l'augmentation du montant des prestations au prolongement de leur durée.

Pour les femmes, particulièrement, on veut que la période des prestations de maternité, actuellement de 15 semaines, soit portée à 20 semaines. Action-Travail des femmes[1] demande aussi que «les travailleuses qui ont bénéficié de prestations de maternité puissent avoir droit aux prestations de maladie au même titre que tout autre travailleur». Présentement, si une femme prend le congé de maternité auquel elle a droit, elle ne peut retirer de prestations de maladie au cours d'une période de 52 semaines. Bref, cette année-là, une femme doit choisir: elle sera malade ou enceinte, mais pas les deux.

Pour Action-travail des femmes, avoir un enfant est aussi utile à la société qu'occuper un emploi, et on devrait le reconnaître en versant aux mères 100 % de leur salaire, par le régime d'assurance-chômage. Par contre, plusieurs aimeraient que les congés de maternité ne dépendent plus de l'assurance-chômage, puisqu'il ne s'agit pas réellement de chômage.

«Actuellement, admettait Monique Simard, vice-présidente de la CSN, à l'audience publique de Montréal, le régime ne répond pas aux critères d'un régime d'assurance-chômage classique... et c'est correct comme ça.» En effet, un système classique calculerait, par l'entremise d'actuaires, ce que chacun-e représente comme ris-

Photo: Jean F. Leblanc

Monique Simard

849-1095
Hôtel Méridien
Complexe Desjardins

Anne Drolet
Nicole Bériault
André Sarrasin

MASSAGE
MASSOTHÉRAPEUTES DIPLÔMÉS

Accès au vestiaire et au sauna gratuit.
Piscine: en supplément.

GESTION RESSOURCES
4218 rue ST-HUBERT
MONTRÉAL QUÉBEC
H2J 2W7
TÉL. : (514) 522-1703

GESTION
COMPTABILITÉ
INFORMATIQUE

que et il établirait ses redevances en fonction du risque calculé. Système dangereux: une employée du textile, par exemple, se verrait carrément refuser une assurance ou devrait la payer un prix mirobolant parce que le taux de chômage dans ce secteur grimpe constamment. Dans un tel système, les premièr-e-s pénalisé-e-s seraient les femmes et les jeunes puisque leur sécurité d'emploi est plus fragile.

Présentement, chaque travailleur-euse paie un pourcentage de son salaire et retire en chômage 60 % de son salaire brut. Sa prime est donc proportionnelle à son salaire et non à son risque de chômer. Mais le concept d'assurance-chômage ne prévoyait pas, à son origine, des taux de chômage de 11 %. C'est le coût annuel du régime – 11 milliards $ – qui amène le Gouvernement à vouloir changer son tir, dit-on.

«Pourtant, fait remarquer Action-travail des femmes, ni le patronat ni le ministre Wilson ne s'inquiètent des 18 milliards $ qu'Ottawa a consacrés la même année aux entreprises, sous forme de subventions ou de concessions fiscales, une largesse dont la plupart n'avaient absolument pas besoin.»

Coupé

Le Conseil du patronat, lui, suggère de couper dans le régime actuel. Il est de ceux qui croient que la bonification du système ne fait qu'engendrer des abus: «On constate que 66,6 % des femmes qui ont épuisé leurs prestations en 1984 avaient, à l'intérieur de la famille, le statut *d'autre salarié* (contrairement à *principal salarié*). Y aurait-il un lien à établir entre le degré de nécessité financière qui incite à se trouver du travail et la durée de la période d'indemnisation?»

Action-travail des femmes répond: «Nous voilà encore, en 1986, devant le vieux mythe qui veut que les femmes n'aient pas vraiment besoin des revenus qu'elles rapportent, qu'elles travaillent pour s'acheter des bébelles, qu'elles puissent toujours compter sur un homme pour les faire vivre. Par contre, on sait très bien que le nombre de familles pauvres doublerait au Canada si les femmes mariées se retiraient du marché du travail.»

Des compressions affecteraient particulièrement les femmes qui, à 21,4 % contre 6,1 % d'hommes, travaillent à temps partiel. Elles reçoivent de faibles rémunérations, donc, plus tard, de faibles prestations. En plus, elles doivent, pour bénéficier de l'assurance-chômage, travailler un minimum de 15 heures par semaine. Celles qui en font moins, une fois mises à pied, vont directement à l'aide sociale.

Minimum

Deux groupes québécois ont demandé de remplacer le régime actuel par un revenu minimum garanti. De façons différentes, cependant. La chambre de commerce du Québec suggère d'implanter un revenu minimum garanti pour les familles vivant dans la pauvreté. Autrement dit, si le mari gagne suffisamment d'argent pour assurer le minimum vital à sa famille, il deviendra impossible à la femme, ou aux enfants s'ils habitent à la maison, de recevoir des prestations quand elle ou ils perdront leurs propres emplois.

Le Réseau d'action et d'information pour les femmes (RAIF) propose, lui, un revenu minimum individuel, indépendamment du fait que vous viviez avec quelqu'un ou non. Ceux et celles qui voudraient se prémunir contre la perte d'un emploi pourraient se trouver une assurance privée et «classique», au coût calculé selon le risque.

On peut le voir: les commissaires, avant de remettre leur rapport cet été, ont du pain sur la planche. Claude Forget mentionnait récemment aux journalistes qu'«il n'est pas question d'abolir l'assurance-chômage mais [qu'] il faudra faire plus que de petites réformes marginales». Selon lui, il faut réinstaurer l'aspect «assurance classique» du programme plutôt que chercher un système de redistribution des revenus.

Au salaire que sont payés les commissaires (Claude Forget à 750 $ par jour, les autres à 400 $, plus 125 $ les jours de déplacement... salaires fréquents, ceci dit, pour ce genre de travail), on espère qu'ils n'oublieront pas la réalité d'être chômeuse ou chômeur.

CLAUDINE BLAIS

Claudine Blais est journaliste à la pige.

1/ Action-travail des femmes, 2515, rue Delisle, Montréal, H3J 1K8, (514) 932-4524

Lucie Laviolette

Rebirth

Montréal 524-5580

Membre professionnelle de la Corporation des palingénésistes du Québec

Femmes d'action

REVUE NATIONALE D'INFORMATION ET D'OPINION
des femmes francophones vivant en milieu minoritaire

CHANTAL P. CHOLETTE
responsable du marketing

PUBLIÉE PAR LA FÉDÉRATION DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES
325, rue Dalhousie, pièce 525
Ottawa, (Ontario) K1N 7G2 (613) 232-5791

REGARDE ET ECOUTE TOI

DIANE RICARD :
VOIX et SONS ENR.

psychophoniste
thérapeutique
par la voix

117, Villeneuve ouest
Montréal, Québec
H2T 2R6
(514) 276-7945

COMMUNIQUÉS

Groupes

Le *Centre pour victimes d'agressions sexuelles* recrute présentement des femmes bénévoles, conscientisées et bilingues pour leur ligne téléphonique d'urgence, en fonction 24 heures par jour. Une session de formation aura lieu les 23 et 30 mai. Pour informations, Glenda ou Debby au 924-4504.

La maison d'hébergement *La Traverse*, ouverte aux femmes de la région de Lanaudière, demande l'aide de la population pour sa survie. Le gouvernement ne finance qu'une partie de ce service qui dessert la région 24 heures par jour, sept jours par semaine. Pour informations, écrire à la maison d'accueil *La Traverse*, C.P. 401, Joliette, J6E 3Z9.

Colloques, congrès, conférences

Le *FRAPPE* (Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique) vous invite à deux journées d'étude ayant pour thème général «Les Femmes et la Politique», les 10 mai et 7 juin prochains, de 8 h 30 à 17 h, à la salle 3290 du pavillon Jean-Brillant de l'Université de Montréal. Ces journées, conçues et animés par la politicologue Hélène Sarrasin, s'adressent surtout aux femmes intéressées par les questions sociales et à celles qui doivent faire valoir leurs droits auprès des instances du pouvoir. Pour information, Chantal St-André au 842-5067.

Dans le cadre du *Congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)*, du 12 au 16 mai, deux colloques sont à surveiller: «Les Femmes et les Structures du pouvoir universitaire: diagnostic d'une allergie», le jeudi 15 mai, à 13 h 30, à l'Université de Montréal et «Les Scientifiques et la Paix», avec la participation de la sociologue française André Michel, le mardi 13 mai toute la journée, aussi à l'Université de Montréal.

Le comité de recherche féministe de la *Société québécoise de science politique* organise une table ronde sur le lobbying politique, le 16 mai, à 13 h 30, pendant le Congrès annuel de la société. Pour informations: 282-4582.

Le *Mouvement international pour les femmes et l'enseignement de la mathématique (MOIFEM)* organise un colloque sur le thème «Femmes et Mathématique», les 6 et 7 juin, au cégep André-Laurendeau. Les thèmes abordés seront la démystification de la mathématique pour femmes, les filles et les métiers non traditionnels, les choix scolaires en cinquième secondaire, l'abandon des femmes en sciences au collégial, l'histoire de mathématiciennes, etc. Pour inscriptions, Louise Lafortune, au 364-3320, ou Roberta Mura, au 656-2145.

Le *Y des femmes* vous invite à une conférence sur le féminisme devant la montée de la droite «Feminism Facing Right Wing Politics» le mardi 6 mai, de 12 h 15 à 13 h 30, au 1355, boul. Dorchester. La conférencière est Mme Brenda Carbonell, coordonatrice de l'Union des femmes de l'Université McGill. L'entrée est de 2 $. Pour informations: 866-9941.

La *Ligue des droits de la personne de Bnaï Brith Canada* tient une conférence bilingue sous le thème «Les chartes des droits: instruments efficaces d'accès à l'égalité?», les 15 et 16 mai, à l'hôtel Bonaventure-Hilton. Pour plus d'information: 733-5377.

L'*Association pour la santé et la sécurité au travail*, secteur affaires sociales (ASSTSAS) et le *comité SIDA Québec* organisent, le 9 mai, à l'Université de Montréal, un colloque visant à offrir aux intervenant-e-s du secteur de la santé et des services sociaux, l'opportunité de recueillir de l'information sur l'impact du SIDA sur la santé et la sécurité au travail. Il n'y a que 1 300 places disponibles. Pour plus de renseignements, Anne-Marie Dupont au 524-6871.

Des membres de différents groupes de Québec organisent une *Quinzaine de la pensée écologiste*, du 5 au 18 mai, à Québec. Ils et elles veulent ainsi favoriser les échanges et sensibiliser la population aux diverses tendances et pratiques écologiques. On peut communiquer avec le comité organisateur au (418) 527-4305.

Publications

La *Fédération du Québec pour le planning des naissances* (FQPN) vient de publier un document dans lequel elle s'interroge sur les gains des femmes dans le domaine de la contraception: *Du contrôle de la fécondité au contrôle des femmes*, disponible gratuitement. La Fédération annonce aussi la parution du second numéro de ses *Cahiers femmes et sexualité*. Ce mois-ci, on y trouve une analyse du rapport *Contraceptifs oraux* du ministère fédéral Santé et Bien-être, des renseignements sur l'avortement, la vasectomie, la violence en milieu conjugal, etc. Ce deuxième numéro coûte 8 $. On peut se procurer les deux documents à la FQPN, 3826, rue Saint-Hubert, Montréal, H2L 4A5.

Le *Conseil du statut de la femme* annonce la parution d'une série de trois brochures portant sur l'autonomie économique des femmes. Elles ont été réalisées à la suite de la tournée du Conseil dans différentes région du Québec l'automne dernier et traitent des trois sujets suivants: «La reconnaissance des acquis de formation et d'expérience», «les perspectives d'emploi pour les Québécoises d'aujourd'hui et de demain», ainsi que «les femmes et la production sociale». Pour obtenir gratuitement ces brochures, contactez le Conseil du statut de la femme, Direction des communications, 8, rue Cook, 3e étage, bureau 300, Québec, (QC), G1R 5J7.

L'Enjeu, une publication mensuelle sur l'Amérique centrale, célèbre son premier anniversaire et lance une campagne d'abonnements. Dans le numéro spécial-anniversaire, on parle entre autres de la composition d'un nouveau cabinet démocrate-chrétien au Guatemala, de l'impact du mouvement syndical au Salvador, et de l'avortement au Nicaragua. Pour recevoir un exemplaire gratuit de *L'Enjeu*: Salvapresse, C.P. 66, Succ. C, Montréal H2L 4J7

Divers

La *Fondation Thérèse F. Casgrain* annonce la première bourse postdoctorale Thérèse F. Casgrain pour une recherche sur les femmes et le changement social au Canada. Cette bourse de 25 000 $ sera administrée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. La date limite de présentation des demandes est le 1er juin. Renseignements: 992-0525.

Vélo-Québec propose à tous-toutes les cyclistes un tour de l'Île de Montréal, le dimanche 8 juin. Le départ se donnera au Vieux-Port de Montréal. L'inscription se fait à l'avance au coût de 5 $. Informations: 252-3123.

Le festival *Un geste pour la paix* invite pour la cinquième année consécutive, les individu-e-s à partager leur vécu avec les habitant-e-s et les visiteur-e-s de Montréal, les 31 mai et 1er juin. Pour plus de détails, Mireille Crépeau au 279-0406, ou Thomas Fielden au 282-0876.

Pétition: le Syndic de la Corporation professionnelle des médecins du Québec poursuit en ce moment devant les tribunaux, pour exercice illégal de la médecine, plus de 500 praticien-nes de médecines alternatives dont beaucoup ont une solide formation et des diplômes reconnus dans la discipline qu'ils-elles exercent. Voulez-vous préserver vos droits et oeuvrer pour que votre praticien-ne puisse continuer à travailler? Faites-le savoir en signant une pétition que CATA (Comité pour l'accès aux thérapies alternatives) fait présentement circuler. Pour l'obtenir: (514) 388-9296. Adresse: 10055, rue Papineau, Montréal H2B 1Z9.

La *Fédération des femmes du Québec (FFQ)* fête son 20ième anniversaire et organise à cette occasion une campagne de levée de fonds présidée par Louise Roy, pdg de la STCUM. L'objectif est de 100 000 $. Pour information, Liliane Leblanc au 844-7049.

ERRATUM

Le numéro de téléphone pour rejoindre la *Coalition pour l'avortement libre et gratuit* n'est pas 279-6883, tel qu'indiqué dans LVR, avril, p. 14: «Mobilisation générale», mais bien ***270-6883*** (Lise Gratton).

À chacune son créneau

par Francine Pelletier

C'était une première. Des représentantes de la presse féministe québécoise se sont rassemblées autour d'une table, un bel après-midi de mars, pour discuter de leur rôle, de leurs problèmes et de leur avenir. Le prétexte à cette rencontre: la 4e Conférence des périodiques féministes canadiens qui a lieu à Toronto, à la mi-mai.

Plus les publications se multiplient d'un bout à l'autre du pays, plus de telles conférences deviennent un bon moyen de ressourcement et une occasion unique d'examiner les problèmes spécifiques à la presse féministe. Mais outre les problèmes techniques (la distribution, par exemple, fléau de toute publication féministe), ces conférences désormais annuelles nous permettent de revoir la philosophie qui nous motive, le «défi impossible» que nous partageons toutes: *vendre* ce qui, jusqu'à nouvel ordre, se vend très mal, c'est-à-dire des idées, voire une vision. Peu étonnant qu'à la conférence de l'année dernière, près de Montréal, l'atelier le plus couru se soit intitulé: «Comment s'imposer sur le marché sans diluer le message».

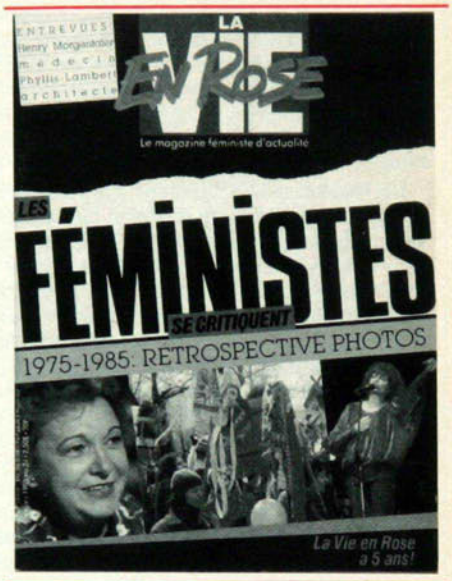
Réunies en mars dans les locaux de LVR, les dix représentantes de la presse féministe québécoise se sont peu attardées sur la conférence de Toronto. Il faut dire que tout ce qui se passe à l'échelle canadienne demande une énergie que peu d'organismes parviennent à maintenir. Pour des raisons de langue et de culture, les Québécoises n'ont pas le même besoin de s'associer à d'autres féministes canadiennes, d'une part. D'autre part, nous nous organisons de façon beaucoup plus spontanée et ponctuelle qu'ailleurs au Canada. Est-ce pourquoi la presse féministe d'ici n'avait jamais songé à se réunir auparavant? Quoiqu'il en soit, toutes les femmes présentes étaient convaincues de l'intérêt de cette rencontre, qui s'est déroulée sous le signe de l'entente et de la bonne humeur.

Où était donc passée la controverse suscitée par de récentes prises de position de LVR[1] et reprise dans certains médias? Elle n'avait pas miraculeusement disparu. Deux périodiques assez importants, *Communiqu'elles* et la *Revue du RAIF*, ont refusé de nous rencontrer pour cause de mésentente idéologique. Le débat aurait pu être tout différent. Ceci dit, il s'agissait moins d'examiner les publications particulières que de voir globalement «où s'en va la presse féministe». Participaient à cette rencontre Marie-Thérèse Lacourse de *Marie-Géographie*, Suzanne Blanchet de *L'Une à l'autre*, Louise Couture et Louise Dandurand de *La P'tite Presse* de la Fédération des femmes du Québec, Céline Messner des *Cahiers de la femme*, Rita Hazel de *L'Autre parole*, Françoise Guénette et Francine Pelletier de *La Vie en rose*, et à titre individuel, Susan de Rosa de la FFQ et de *Communiqu'elles* et Catherine Lord de la *Gazette des femmes*.

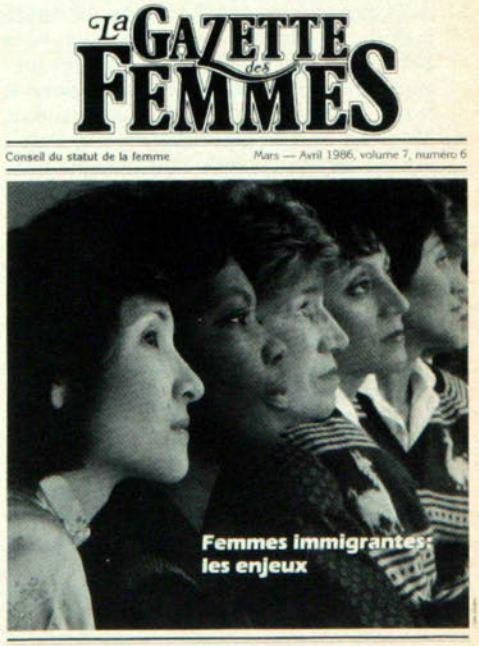
Plus vigoureuse que jamais

La discussion s'est enclenchée sur un ton nettement optimiste. «La presse féministe est plus vigoureuse que jamais du fait qu'elle s'est multipliée et diversifiée, sans que l'une ou l'autre publication tente un monopole. Et puis, d'ajouter Marie-Thérèse Lacourse, nous avons toutes plus d'expérience, nous sommes de meilleures journalistes.»

Pour Louise Dandurand, la presse féministe a fait preuve d'une «grande évolution». Et plus on est âgée, plus on s'en aperçoit, précise-t-elle. «Il n'y a pas si longtemps, nous étions obligées de compter sur les revues françaises, *Femmes en mouvement*, *F Magazine*... Quand *La Vie en rose* est née, elle a pris une place laissée vacante.»



Pas question, donc, de revenir sur la raison fondamentale de toute publication féministe: rendre visible ce que pensent et vivent les femmes et ainsi, apporter une autre interprétation du monde. D'autant plus que «la lune de miel entre les grands médias et le féminisme est terminée». Comme au début des années 70, voilà donc les groupes de femmes obligés de «créer l'événement» dans l'espoir de voir les médias d'information



s'intéresser à elles. D'autant plus, aussi, que «la presse féminine redevient féminine, ce qui nous permet de poursuivre notre travail de plus belle». Bref, si la presse féministe semble se porter assez bien, la conjoncture, elle, a déjà été plus favorable. De là l'importance pour les publications féministes de «se tenir les coudes», dira Louise Couture, et d'éviter entre nous ces «conflits déplorables».

Déplorables, peut-être, mais aussi inévitables si l'on tient compte d'une évolution qui permet aujourd'hui à plus d'une tendance ou d'un courant de s'exprimer au sein du mouvement des femmes; lorsqu'on tient compte également du fait que LVR occupe une place disproportionnée dans le tableau: on voit trop souvent en nous *le* symbole du féminisme au Québec. Il est parfois difficile de ne pas avoir l'air d'un éléphant dans un magasin de porcelaine, du moins aux yeux de certaines.

D'ailleurs, il fallait se demander si l'existence de *La Vie en rose* n'a pas l'effet «d'écraser» les autres publications féministes. La réponse est partagée. Pour Louise Dandurand, «LVR ne fait que conférer plus de crédibilité aux autres», alors que Marie-Thérèse Lacourse raconte qu'aux débuts de *Marie-Géographie*, on leur disait: «Mais pourquoi une autre revue féministe puisqu'il y a *La Vie en rose*?»

Mieux «ciblée»

L'évolution de la presse féministe a fait en sorte que tout le monde y trouve sa place, finalement. La grande majorité des publications existantes s'inscrivent dans un créneau particulier: *Les Cahiers de la femme* dans le milieu universitaire, *L'Une à l'autre* dans le mouvement pour la santé des femmes, *Marie-Géographie* dans une perspective régionale (et socialiste), *L'Autre parole* dans le mouvement des féministes chrétiennes, *La P'tite Presse*, bulletin d'information de la Fédération des femmes du Québec, dans l'information rapide de ses membres. Dans la même optique, *Communiqu'elles* et la *Revue du RAIF* informent d'autres militantes des sujets féministes de l'heure; finalement, *La Gazette des femmes* s'inscrit dans le sillon des activités du Conseil du statut de la femme. Reste LVR qui n'a d'autre axe que la «couverture de l'actualité d'un point de vue des femmes»; une revue plus générale, donc, avec ce que cela comprend d'avantages et d'inconvénients.

Car la spécialisation des revues a ceci d'avantageux: elle permet un meilleur «ciblage» de sa clientèle. Il n'y a rien, en effet, de plus difficile pour une publication féministe que de savoir qui, exactement, est intéressée à la lire. Comment s'en surprendre? Le féminisme étant en pleine évolution, son public s'avère tout aussi «mouvant»; jamais tout à fait acquis, jamais tout à fait perdu.

Ce pluralisme de la presse féministe au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, est dû essentiellement à «l'individualisation» du mouvement des femmes depuis six ou sept ans. Depuis l'époque où les groupes militants se trouvaient seuls à la porter, il y a 10 ans, la pensée féministe est devenue l'affaire d'innombrables individues: des secrétaires qui refusent de servir le café au patron aux femmes qui décident de se lancer en affaires ou en politique, voire aux hommes qui se découvrent des talents pour élever leurs enfants. Et de pair avec cet individualisme, on se découvre un goût pour le «positif», un désir de dépasser la victimisation en faveur de l'affirmation de soi. «Un grand pas pour le mouvement féministe», de dire Susan de Rosa.

Ceci dit, nous sommes toutes conscientes d'un certain «plafonnement» du féminisme. Un exemple des difficultés auxquelles nous nous heurtons en ce moment, tiendra à souligner Louise Dandurand: la résistance à la féminisation. «Ça me chavire chaque fois que je vois une femme insister pour se faire appeler Madame le directeur. Nous n'avons plus l'énergie pour revenir sur ces détails-là et, pourtant, en tant que presse féministe, il faut trouver les moyens de les dépasser.»

Raffiner le discours

La question de l'heure est donc: «Comment aller de l'avant ou, si l'on veut, comment ne pas ennuyer le public?...» Pour Catherine Lord, la marche à suivre est claire: «Le discours féministe a maintenant été entendu par toutes celles et ceux qui voulaient bien l'entendre; trop le répéter à l'heure actuelle risque de susciter des réactions négatives. On perdrait toute crédibilité, de toute façon, à prétendre qu'il n'y a pas eu de progrès. Après dix ans de théorie, il est temps de passer à la pratique. Les femmes sont aujourd'hui sur le marché du travail, fondent des entreprises, retournent aux études... Elles ont passé l'étape de la réflexion, elles en sont à l'action. Alors, faisons du journalisme d'enquête! Plutôt que de parler du dernier livre de Germaine Greer, allons voir comment les jeunes – qui ne se disent pas féministes d'ailleurs – vivent la discrimination à l'école...»

Disons tout de suite que cette réflexion, avec laquelle nous étions largement d'accord, trouve un appui dans l'étude de marché qui vient d'être réalisée pour le compte

de LVR: les femmes interrogées ne veulent pas d'une revue qui «leur dirait quoi faire». Elles veulent des nouveaux sujets de réflexion bien documentés ainsi que plus d'humour, de spontanéité, «d'ouverture sur le monde»...

Avec le temps, donc, et c'est le cas de LVR par exemple, il y a un déplacement nécessaire du strict féminisme au strict journalisme. Car il ne suffit pas de dire ce qui n'est pas dit ailleurs, il faut bien le dire. C'est une question d'efficacité. Et c'est au nom d'une plus grande efficacité que nous en sommes venues à nous poser la question suivante: «Faut-il absolument qualifier nos publications de féministes?»

En effet, l'étiquette féministe qui, de 1970 à 80, a été la meilleure façon d'annoncer clairement nos couleurs, n'a pas aujourd'hui la même utilité. Au contraire, au moment où toute idéologie est vue d'un oeil suspect, l'étiquette peut indisposer. Et puis, «ça devrait être évident, de lancer Suzanne Blanchet. Quand une revue traite de la santé des femmes, je n'ai pas besoin de savoir qu'elle est féministe en plus pour avoir envie de l'acheter.» Bien sûr, nous avons toutes rêvé au jour où le terme féministe deviendrait superflu, tellement la réalité aurait changé. Mais n'est-il pas un peu prématuré de l'enlever alors que «les femmes chauffeures d'autobus sont encore à faire les manchettes?»...

Bref, nous n'avons pas tranché cette question ô combien épineuse pour des féministes qui, il n'y a pas si longtemps, réfléchissaient dans le sens contraire. Mais, entendons-nous: il ne s'agit pas de cacher tout à coup le fait qu'on soit féministe, ni de subir les douteuses métamorphoses de la presse féministe française (voir «Paumée, comme un camembert...»).

Une presse féministe «commerciale» ne fonctionnerait pas au Québec, de l'avis de la majorité attablée là. Il n'y a qu'à voir l'empressement avec lequel *Châtelaine*, au contenu souvent féministe, est revenue à la formule (gagnante, il va sans dire) de la «presse féminine». Si l'on doit intégrer certaines lois du marché en tant que presse féministe qui veut s'imposer, les compromis ne doivent pas dépasser certaines limites. Exemple: coincer des articles qui font appel à l'autonomie des femmes parmi une pléiade de publicités sexistes. Les femmes ne supportent pas les doubles messages, voilà une autre conclusion claire de notre étude de marché.

Il existe quand même un certain «marché féministe» qui, tout en étant limité (50 000 femmes aux dernières nouvelles), est proportionnellement plus grand ici qu'en France. Non tenues de respecter certaines traditions bien ancrées – intellectuelles, esthétiques ou autres – les Québécoises se disent beaucoup plus facilement féministes que les Françaises. C'est important pour qui veut vendre une revue féministe.

Le bilan est donc loin d'être sombre. D'une part, il y a de nettes améliorations, une plus grande originalité, plus d'ouverture, LVR ayant eu ici, selon nos collègues, une influence non négligeable: «Vous avez toujours été très près de la réalité québécoise, en tout cas montréalaise. Et puis, on peut ne pas être d'accord avec vous, on sait qu'on trouvera toujours un point de vue dans LVR; c'est une vraie presse d'opinion.» D'autre part (la moyenne d'âge étant à la hausse), on devient plus philosophes ou, tout simplement, plus pragmatiques: «Impossible de tout faire ou de tout dire», d'après Céline Messner; concentrons-nous alors sur nos acquis. L'avenir nous sourit-il? Toutes semblent croire que oui, moyennant un discours plus «raffiné», une pensée plus globale et, pourrait-on ajouter, un humour et un courage sans failles.

Il n'y avait que nous deux, de LVR, à avoir l'air un peu plus découragé et on nous l'a fait remarquer. Si vous avez lu l'éditorial, vous savez maintenant pourquoi. Nous ne pouvions pas en parler cette journée-là et laissez-moi vous dire que ce fut un exercice de schizophrénie avancée que d'entendre tant d'encouragements et de félicitations tout en sachant que nous, à LVR, étions plus que jamais dans une situation précaire.

Sommes-nous devenues pessimistes pour autant? Pas encore. Il faut croire que l'histoire d'amour que représente pour nous *La Vie en rose* — comme pour les femmes présentes leur publication respective! – nous tient trop à coeur. Et puis, cette table ronde ne nous dit-elle pas que nous avons raison d'insister?

1/ Les numéros de LVR sur l'érotisme (juillet-août 85), sur Pauline Marois (sept. 85) et sur les hommes (nov. 85) ont beaucoup contribué à la rumeur selon laquelle LVR effectuait un «virage à droite», voire qu'elle ne méritait plus de s'appeler féministe. Au cours des derniers mois, nous avons d'ailleurs publié certaines lettres de lectrices à cet effet.

LA VIE EN ROSE

Magazine féministe d'actualité à diffusion large, dont l'objectif est de porter un regard féministe sur l'actualité en général.
Fréquence de parution: mensuelle.
Tirage: 25 000 exemplaires.
Distribution: par abonnement et en kiosque.
Coût: 2,95 $ l'unité, 19 $ l'abonnement/an.
Financement: abonnements et ventes (53 %), subventions (30 %), publicité (17 %).
Nombre de pages: 64.
Années d'existence: 6.
Équipe permanente: 8.
Rémunérée: oui.
Collaboration: bienvenue et payée.
Siège social: 3963, Saint-Denis, Montréal H2W 2M4 (514) 843-8366.
Personne contact: Françoise Guénette.

L'AUTRE PAROLE

Bulletin d'information des groupes de féministes chrétiennes: il en existe cinq au Québec.

Fréquence de parution: trimestrielle.
Tirage: 300 exemplaires.
Distribution: par abonnement ou sur demande.
Coût: 2 $ l'unité, 6 $ l'abonnement/an.
Financement: abonnements et ventes.
Nombre de pages: entre 24 et 36.
Années d'existence: 10.
Équipe permanente: comité de coordination composé d'une déléguée de chaque collectif, plus deux coordinatrices pour les tâches quotidiennes.
Rémunérée: non.
Collaboration: bienvenue et bénévole.
Siège social: C.P. 393, Succ. C, Montréal, H2L 4K3.
Personne contact: Réjanne Martin.

LA GAZETTE DES FEMMES

Revue officielle du Conseil du statut de la femme, visant à informer des travaux et prises de position du CSF, des lois et projets de lois du gouvernement québécois et d'autres sujets d'intérêt féministe.

Fréquence de parution: bimestrielle.
Tirage: 45 000.
Distribution: par abonnement seulement.
Coût: gratuit.
Financement: le CSF.
Nombre de pages: 36.
Années d'existence: 7.
Équipe permanente: 4 employées à temps plein, un à temps partiel.
Rémunérée: oui (en tant qu'agentes d'information du gouvernement).
Collaboration: bienvenue et payée.
Siège social: 8, rue Cook, 3e étage, bureau 300, Québec G1R 5J7 (418) 643-4326 ou, à Montréal: 843-8384.
Personne contact: Catherine Lord.

MARIE-GÉOGRAPHIE

Revue d'information féministe selon une perspective régionale (Québec) et socialiste.
Fréquence de parution: 3 fois par année.
Tirage: 1 000 exemplaires.
Distribution: par abonnement et en kiosque.
Coût: 2,50 $ l'unité, 6 $ l'abonnement/an.
Financement: subventions d'abord, suivi d'abonnements (300) et ventes. Pas de publicité.

NICOLE REEVES, M.A.
Psychologue
Psychothérapie Individuelle

Tél.: (514) 274-4645
920, rue Cherrier
Mtl, H2L 1H7

Nombre de pages: 26.
Années d'existence: 2.
Équipe permanente: non, la revue repose sur un collectif de militantes.
Rémunérée: non.
Collaboration: bienvenue et bénévole.
Siège social: C.P. 3095, Succ. Saint-Roch, Québec G1K 6X9.
Personne contact: Georgette Lebel.

CAHIERS DE LA FEMME

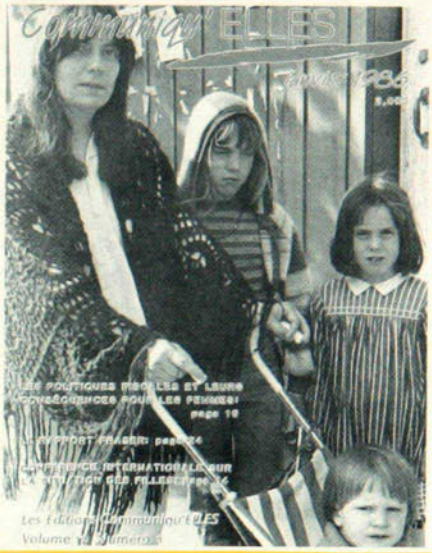
Revue bilingue (mais dont le contenu est davantage anglophone) traitant de différents sujets, surtout académiques ou concernant les femmes professionnelles.

Fréquence de parution: trimestrielle.
Tirage: 25-30 000 exemplaires.
Distribution: par abonnement et ventes.
Coût: 6 $.
Financement: Université York, fonds privés et quelques subventions à l'occasion. Très peu de publicité.
Nombre de pages: environ 150.
Années d'existence: 8.
Équipe permanente: 10 anglophones, 5 francophones.
Rémunérée: oui.
Collaboration: bienvenue, payée seulement dans le cas des chroniques.
Siège social: 204 Founders College, Université York, 4700 Keele St., Downsview, Ontario M3J 1P3 (416) 667-3725.
Personnes contact: Jeanne Maranda (rédactrice en chef au Québec): 271-5704.

LA P'TITE PRESSE

Bulletin d'information de la Fédération des femmes du Québec.

Fréquence de parution: mensuelle.
Tirage: 1 000 exemplaires.
Distribution: aux membres et aux associations membres.
Coût: gratuit.
Financement: partie de la subvention globale accordée à la FFQ.
Nombre de pages: entre 2 et 8.
Années d'existence: 1 (auparavant , revue traitant de différents sujets d'actualité féministe depuis 1968)
Équipe permanente: 3 employées issues du Comité des communications de la FFQ.
Rémunérée: non, sauf pour la personne qui assure le graphisme.
Collaboration: bienvenue et bénévole.
Siège social: 506, Sainte-Catherine Est, Montréal H2L 2C7 (514) 844-7049.
Personne contact: Louise Dandurand.



COMMUNIQU'ELLES

Revue publiée en version anglaise (20 %) et en version française (80 %), traitant d'actualité et d'information féministes.

Fréquence de parution: bimestrielle.
Tirage: 12 000.
Distribution: par abonnement ou sur demande seulement.
Coût: gratuit au Québec pour toutes celles (incluant les institutions) qui sont incapables de payer. Autrement: 12 $ l'abonnement/an (institutions: 18 $).
Financement: par subventions surtout, quoiqu'on espère augmenter les revenus d'abonnement et de publicité.
Nombre de pages: 44.
Années d'existence: 5 (auparavant: bulletin du Centre d'information et de références des femmes de Montréal pendant 7 ans).
Équipe permanente: aucune
Rémunérée: seulement par le biais de projets gouvernementaux accordés au Centre.
Collaboration: bienvenue et bénévole.
Siège social: 3585, rue Saint-Urbain, Montréal H2X 2N6, (514) 844-1761.
Personne contact: Susan de Rosa.

L'UNE À L'AUTRE

Revue traitant de périnatalité et, de plus en plus, de sujets concernant la santé des femmes en général.

Fréquence de parution: trimestrielle.
Tirage: 2 000 exemplaires.
Distribution: par abonnement surtout, et par 18 kiosques à Montréal.
Coût: 2,50 $ l'unité, 10 $ l'abonnement/an (15 $: groupes, 25 $: institutions).
Financement: Subventions d'abord, abonnements ensuite.
Nombre de pages: 24.
Années d'existence: 3.
Équipe permanente: assurée par le biais de Naissance-Renaissance, groupe de pression pour l'humanisation de la naissance.
Rémunération: aux contractuelles (une rédactrice en chef, une graphiste, une rechercheuse et une coordinatrice) réengagées pour chaque numéro.
Collaboration: bienvenue et rémunérée.
Siège social: C.P. 249, Succ. E, Montréal, H2T 3A7 (514) 525-5895.
Personne contact: Francine Dubreuil.

LA REVUE DU RAIF*

Revue d'information féministe.

Fréquence de parution: bimestrielle.
Tirage: environ 1 000 exemplaires.
Distribution: par abonnement surtout, en plus de quelques kiosques.
Coût: environ 3 $.
Financement: abonnements et ventes.
Nombre de pages: entre 40 et 100.
Années d'existence: 10.
Équipe permanente: 7 employées.
Rémunérée: non.
Collaboration: exceptionnellement.
Siège social: C.P. 5, Sillery, G1T 2P7, (418) 658-1973.
Personne contact: Marcelle Dolment.

* *Réseau d'action et d'information des femmes*

Grandeurs et misères

par Paula Sypnowich

Proportionnellement plus nombreux qu'aux États-Unis, les périodiques féministes canadiens se cognent régulièrement à un problème majeur. Pas le libre-échange, l'argent.

La liberté de la presse appartient à ceux et celles qui possèdent la presse. Personne n'est mieux au courant de cette situation que les féministes et c'est pourquoi elles ont fondé leur propre presse. En plus des maisons d'édition, des librairies et des innombrables bulletins d'organisations et de centres, on compte près de 50 périodiques féministes au Canada, dont 38 publiés hors-Québec. Ils vont du petit tabloïd régional au magazine spécialisé sur papier lustré, reflétant les activités, les idées, les buts et l'état de santé général du féminisme.

Même s'ils partagent la même perspective politique générale, *le* périodique féministe moyen est aussi peu tangible que la Canadienne moyenne. Certains, comme le trimestriel *Canadian Journal of Women and the Law*, d'Ottawa, se préoccupent d'un thème spécifique. D'autres analysent le féminisme à l'intérieur d'un certain cadre: *Cayenne*, de Toronto, par exemple, est un périodique féministe socialiste; *The Open Door*, de Terrace, en Colombie-Britannique, est publié par et pour les lesbiennes. Il existe aussi des différences régionales. À l'encontre de la majorité des revues, les magazines et journaux féministes s'adressent à un public local: *The Optimist*, de Whitehorse, au Yukon, s'intéresse souvent à des questions régionales qui n'auraient pas beaucoup de signification pour les lectrices de *Common Ground*, de Charlottetown, sur l'Île-du-Prince-Édouard.

Même les périodiques qui traitent de sujets communs et partagent le même public potentiel sont rarement redondants. *Room of One's Own*, de Vancouver, et *Fireweed*, de Toronto, sont deux revues littéraires distribuées à travers le Canada. *Atlantis*, de Halifax, et *Canadian Women Studies/Les Cahiers de la femme*, de Toronto, sont des publications académiques qui ont aussi une perspective nationale. Cependant, étant donné le caractère distinct de chacun, ils coexistent sans se menacer mutuellement.

C'est vrai aussi des publications qui ont le même bassin de lectrices. Il y a 17 périodiques féministes en Ontario, dont neuf sont produits à Toronto (les centres urbains ont l'avantage d'avoir un public plus large et souvent plus politisé; Toronto, qui cumule près de 25 % des périodiques féministes canadiens, en excluant le Québec, a aussi une population relativement plus riche). Néanmoins, chacune de ces parutions a sa propre interprétation du féminisme, ses propres intentions et son propre style, complétant les autres plutôt que de les concurrencer.

En plus des publications proprement féministes, il existe des périodiques politiques comme *Rites*, un tabloïd lesbien et gai, et *Fuse*, un magazine d'actualité culturelle, deux mensuels de Toronto. Même si la couverture qu'ils assurent n'est pas uniquement dirigée vers les femmes, ils comptent parmi les périodiques canadiens d'allégeance résolument féministe.

Prolifique...

En dépit des rumeurs malfaisantes voulant que le mouvement féministe soit mort, ou au mieux en phase terminale, (peut-être *à cause* de ces rumeurs?), le nombre de périodiques féministes au Canada ne cesse d'augmenter et les disparités régionales sont en voie d'être comblées. L'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, n'étaient desservies par aucune publication féministe pendant un certain temps; maintenant, il y en a deux à Edmonton, *Webspinner* et *The Newsmagazine for Alberta Women*, et une, *Common Ground*, à Charlottetown. Cette croissance est dûe en partie à une certaine réduction des coûts de production – particulièrement de l'impression et de la composition – résultant des progrès technologiques.

Toutefois, les facteurs économiques n'expliquent pas à eux seuls pourquoi il y a maintenant deux fois plus de périodiques féministes au Canada qu'il y a quatre ans. Eleanor Wachtel, du collectif *Room of One's Own*, dans un rapport sur les périodiques féministes rédigé en 1982 et remis à jour en 1985, explique que les femmes sont incitées à produire leurs propres périodiques à cause de leur exclusion des médias traditionnels et de la couverture navrante donnée par la presse commerciale aux affaires des femmes. Wachtel soutient que cette couverture est passée par cinq étapes: l'inexistence, le sensationnalisme, la banalisation, la mise à l'écart et, parce que les féministes n'ont pas eu la politesse de disparaître, la réaction. Nous en serions maintenant à la sixième étape, celle de l'institutionnalisation du féminisme et des femmes «qui ont réussi». Même si le mot *féminisme* apparaît aujourd'hui dans les pages de la presse commerciale, la couverture d'événements tel le colloque *Women and Words*, à Vancouver en 1983 (dont les médias n'ont rapporté que le fait qu'il était réservé aux femmes!!!) prouve que les véritables questions ne sont pas encore traitées.

La croissance des périodiques féministes au Canada est aussi dûe à l'élargissement de ce qui est considéré comme sujets féminis-

tes. La plupart des revues et journaux féministes s'intéressent maintenant à des questions souvent ignorées au début du mouvement des femmes; quelques-unes des publications récentes sont même très spécialisées et se concentrent sur ces nouvelles questions. *Maternal Health News*, de Vancouver (que l'on peut comparer à *L'Une à l'Autre*, de Montréal), n'aurait pas pu survivre au début des années 70: la grossesse et la naissance étaient des thèmes alors écartés pour mieux débattre de l'égalité des droits et de la violence faite aux femmes.

... mais affamée

Même très vivante, la presse féministe au Canada n'est pas en parfaite santé. Les périodiques féministes sont presque tous des collectifs d'un genre ou d'un autre et ces collectifs affrontent des problèmes et des obstacles aussi semblables que leurs produits sont diversifiés. Les exigences tant pratiques que politiques de la production d'un magazine féministe sont énormes: l'investissement d'incalculables sommes de travail, d'énergie et de persévérance est essentiel à la survie de l'entreprise et même à ces conditions, la survie n'est pas assurée. Bien sûr, l'obstacle majeur est l'argent. Presque tous les périodiques féministes du Canada opèrent avec un budget ridicule, la majorité d'entre eux n'ont pas de locaux, pas d'employées rémunérées et tirent à moins de 2 500 exemplaires. Très peu peuvent s'offrir de la couleur à l'intérieur de leurs pages et la plupart ne peuvent pas payer leurs collaboratrices. Les sources de financement, dont aucune ne promet une bonne santé, sont la publicité, les abonnements, les ventes en kiosque et les subventions gouvernementales.

Claposis:

Peu de publications ont le personnel nécessaire pour vendre des espaces publicitaires: leur énergie et leur temps sont ailleurs. Et féministes et annonceurs ont trop souvent

Maritimes

Les filles d'Évangéline

Les Maritimes se réveillent doucement. Deux nouveaux journaux de femmes viennent de sortir des eaux de l'Atlantique, *Réseau* au Nouveau-Brunswick et *Pandora* en Nouvelle-Écosse. Le vent qui souffle si fort ici va-t-il les encourager à continuer, même si le féminisme semble plutôt à la baisse en ce moment? En tout cas, les projets sont grandioses: *Réseau* ne veut rien de moins que regrouper l'ensemble des Néo-Brunswickoises, Acadiennes, anglophones et autochtones sous un même «parapluie, où chacun des groupes pourra déterminer ses propres priorités ainsi que les moyens à prendre pour atteindre ses objectifs», souligne Murielle Young, la coordinatrice provinciale du réseau, établi à Frédéricton. *Pandora* propose «de fournir aux femmes une alternative aux médias dominants, de retracer l'histoire et la culture des femmes des Maritimes, si souvent omises ou bafouées. Le journal n'a pas une seule voix; il n'y a pas d'opinion collective, de position éditorialiste. Chaque article reflète le point de vue des femmes qui écrivent», explique Betty-Ann Lloyd, coordinatrice de ce journal de Halifax.

Pandora était connue dans la mythologie grecque comme une femme qui, mécontente, avait ouvert une boîte fatidique et laissé s'échapper tous les esprits malins du monde. Pendant 24 pages, en noir et blanc, les petits malins ressemblent à l'exploitation des femmes reporters, aux femmes noires et à la paix, aux femmes qui pêchent, aux Nicaraguayennes, etc.

Pandora est trimestriel et s'adresse aux femmes de tous âges et de tous bords. Il veut privilégier les femmes «qui n'ont pas d'expérience dans l'écriture, et qui n'ont aucun accès aux médias». Ce journal est financé par les abonnements et les dons, mais on y découvre aussi de temps en temps un peu de publicité. Espérons que les petites malignes seront plus fortes que les malins!

Réseau est plus qu'un journal, c'est aussi un regroupement de femmes de langues et de cultures différentes, qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer et de travailler ensemble. Chaque groupe ethnique dispose d'un conseil qui fonctionne indépendamment des autres; deux membres de chaque conseil sont élues pour un an et déléguées au comité de liaison du réseau. Pour la première fois, «les femmes auront réussi à relever le défi de partager leurs expériences, d'entreprendre des démarches en commun et de s'entraider pour mieux servir leurs causes de femmes néo-brunswickoises», explique Murielle Young. Le réseau existe officiellement depuis un an et demi et le journal, un trimestriel, en est encore au stade de bulletin de liaison. Il est financé par ses membres, 21 000 en un an, et par des subventions du programme promotion de la femme du Secrétariat d'État et de Canada au travail. Si le «parapluie» ne se referme pas dès la prochaine tempête, il aura des chances de devenir plus professionnel et, pourquoi pas, le premier journal féministe au Nouveau-Brunswick.

MYRIAME EL YAMANI

... au Canada et aux Etats-Unis

des intérêts divergeants. L'imagerie sexiste qui domine habituellement dans la publicité adressée aux femmes correspond difficilement aux objectifs d'une publication féministe. De leur côté, les annonceurs investissent dans des publications à fort tirage (ce qui inclue très peu de périodiques féministes) ou dans un public plus restreint mais financièrement plus aisé (ce qui exclue la majorité des femmes). Il n'y a pas assez de librairies et de cafés progressistes, même à Toronto, pour fournir à *Broadside* un revenu publicitaire suffisant. Alors, imaginez ce qu'il en est pour *Tapestry*, de Vernon, dans le sud-est de la Colombie-Britannique!

En moyenne, moins de la moitié des coûts totaux d'opération des publications sont couverts par les abonnements et les ventes en kiosques. Les éditrices se trouvent dans la situation étrange (et souvent inconfortable) de devoir concilier leur idéologie politique avec les besoins du marché. Peu d'entre elles acceptent de modifier leurs convictions – leur raison même de publier – pour les rendre plus rentables.

Le problème, c'est que les femmes qui achèteraient volontiers un magazine féministe ne le trouvent pas, à moins de fréquenter assidûment la librairie féministe locale, quand il y en a une. *La Vie en rose* peut être achetée au dépanneur du coin, mais il s'agit d'une heureuse exception. La majorité des périodiques féministes ont une distribution très limitée qu'ils n'ont pas les moyens d'améliorer, et dépendent presque exclusivement des abonnements. De plus, l'achat de publicité qui saurait attirer l'attention sur eux est trop coûteux et la publicité gratuite est difficile à dénicher. Or, comment les femmes peuvent-elles s'abonner au périodique féministe de leur localité si elles en ignorent même l'existence?

Les périodiques féministes ne peuvent certainement pas espérer être couverts par les grands médias. Deux semaines après la publication par *Broadside* d'une entrevue avec la première femme médecin à la clinique du docteur Morgentaler, à Toronto, le *Toronto Star* a poursuivi le sujet en affirmant qu'il était le premier média à en traiter.

Les subventions gouvernementales attribuées aux périodiques féministes sont difficiles à obtenir. Les magazines et journaux féministes, qui ont une idéologie explicite, peuvent difficilement compter sur les subventions comme source sûre de revenus; plus la publication est «radicale», moins le gouvernement y est sympathique. Les revues académiques ou littéraires, moins ouvertement politiques et se classant dans la catégorie des arts et de l'éducation, ont quelque accès aux fonds de l'État (ce qui leur permet de survivre sans ou avec peu de publicité). Environ la moitié de tous les périodiques féministes canadiens ne reçoivent aucune aide du gouvernement.

Inévitablement, les difficultés financières provoquent d'autres problèmes. Plusieurs éditrices se «brûlent» à force de travailler de longues heures pour peu de gratifications. Le reportage national, le journalisme d'enquête et même la précision de la nouvelle constituent souvent des luxes inabordables. À l'encontre de la presse commerciale, la majorité des périodiques féministes ne peuvent s'assurer un budget de déplacement, se

payer des appels interurbains ou engager des vérificatrices pour garantir l'exactitude des faits publiés. Même si le design, lui, peut être amélioré sans augmentation des dépenses, l'argent est pour beaucoup dans l'allure d'un magazine: après quinze ans de parution, *Kinesis*, de Vancouver, est encore fait au traitement de texte, plutôt que photocomposé, et imprimé sur papier journal. Par contre, *Herizons*, de Winnipeg, est la contrepartie canadienne de *Ms*, le «newsmagazine» féministe et national des États-Unis, quoique beaucoup plus mince, beaucoup moins connu, avec un tirage de loin inférieur à *Ms* (ceci dit, le débat reste ouvert: le succès de *Ms* justifie-t-il la publicité et les articles qu'on y publie?).

Ironiquement, nous, les lectrices, attendons beaucoup plus des périodiques féministes que de la presse commerciale. Malgré leurs ressources limitées, nous exigeons d'eux qu'ils analysent *toutes* les questions qui concernent les femmes, qu'ils couvrent *toutes* les activités féministes, et qu'en plus ils le fassent selon *notre* perspective politique. Les publications traditionnelles ne semblent devoir rendre de comptes à personne (sauf peut-être à leurs publicitaires); les éditrices de périodiques féministes, elles, ont à satisfaire les membres d'un mouvement très diversifié et exigeant.

Les belles américaines

Aux États-Unis, les périodiques féministes ont quelques avantages sur leurs parallèles canadiens. Bien que leur nombre absolu soit plus élevé (l'édition de 1986 de l'*Index/Directory of Women's Media* en compte 331), ils sont proportionnellement plus rares, compte tenu de la population. Leur nombre suit une courbe ascendante, mais plus lente qu'au Canada. Un article du *New York Times*, au début du mois de mars, attribuait cette croissance au désillusionnement des féministes devant la défaite au Congrès de l'amendement sur l'égalité des droits (ERA). Une couverture déficiente (encore une fois) dans les médias traditionnels, comme le besoin de mettre leur énergie dans une activité nécessaire et plus continue, conduit plusieurs femmes à lancer leurs propres publications.

Les périodiques féministes américains ont l'avantage d'avoir accès à un marché plus vaste et souvent plus concentré. Même si plusieurs accusent les mêmes difficultés financières que les journaux canadiens *(Off our backs*, de Washington, D.C., légèrement plus ancien que *Kinesis*, est lui aussi fait au traitement de texte et imprimé sur papier journal), quelques-uns sont encore plus spécialisés et plusieurs ont les budgets nécessaires pour s'assurer des recherches approfondies, des collaboratrices réputées, un design professionnel, un plus grand tirage et un personnel salarié. Il n'y a pas d'équivalent canadien, par exemple, au *Women's Art Journal*, un magnifique périodique produit au Tennessee, ou à *Heresies*, un imposant journal new-yorkais sur les arts et la politique. Ceux-ci paraissent seulement deux fois l'an, mais leurs articles sont exceptionnellement bien documentés, leurs collaboratrices sont expertes dans les domaines traités, la qualité du papier et de la reliure se rapproche de celle d'un livre de qualité et ils sont distribués à la grandeur du pays. Le chemin sera long avant de produire des publications similaires au Canada.

En dépit des obstacles et des frustrations qu'entraîne la production d'un périodique féministe au Canada, en dépit de l'abnégation et de la persévérance que cela exige, la presse féministe canadienne continuera sans doute à se développer. Quelques publications mourront certainement, mais d'autres, plus nombreuses, les remplaceront. Pourquoi? Parce que les femmes ont besoin d'une voie d'expression et que personne ne parlera à leur place

Paula Sypnowich, étudiante et membre du Comité-femmes de l'UQAM, collabore aux Archives lesbiennes et à d'autres magazines ou journaux.

Paumée, comme un camembert sénile...

par Jocelyne Richer

Elle n'en finit plus de crever. Paumée, tarée, elle empeste le vieux camembert et fait fuir toute la France. C'est clair, on ne veut plus d'elle. Alors, sur papier glacé ou papier mat, la p'tite pépée agonise tout doucement entre l'éternel féminin et la haute finance. Exit, la presse féministe française...

Depuis le temps que les jeunes filles en fleur lui faisaient des pieds de nez, que les ménagères-épouses-et-mères l'ignoraient savamment, que les travailleuses «branchées» s'en méfiaient et que les jeunes-cadres-dynamiques haussaient les épaules, elle a fini par se faire une raison et accepter de foutre le camp.

«La presse féministe? C'est dans les archives qu'on la trouve désormais», résume laconiquement Françoise Pasquier, du CRIF (Centre de réflexion et d'information féministe) à Paris. En France, après les Tempiers, la monarchie et Brigitte Bardot, voilà que la presse féministe fait maintenant partie des *has been*.

Dans la mère patrie, on ne compte plus les périodiques d'information féministe qui ont rendu l'âme au cours des dix dernières années, après, le plus souvent, une existence bien brève: *Histoire d'Elles*, *Questions féministes*, *Femmes en mouvement*, *La Revue d'en face*, *Le torchon brûle*, *F Magazine*... Tombés comme des mouches, tous, faute d'argent, d'énergie et, sourtout, de lectrices.

Sans compter, non plus, les «cahiers femmes» - de tendance franchement féministe - des grands magazines, tels *Marie-Claire* et *Elle*. Disparus les uns après les autres. Tout comme, d'ailleurs, les chroniques régulières sur la condition féminine dans les grands quotidiens de Paris (*Libération*, *Le Monde*, *Le Matin*...). Pfffffffuitttt! Noyées dans la Seine.

Que se passe-t-il donc en France? L'écrivaine Benoîte Groult interprète la vague d'antiféminisme qui s'abat présentement sur son pays comme un réflexe de défense de la part des femmes (et de la société en général) devant l'espèce de mutation, de révolution

causée par le féminisme dans les années 70. Étourdies par le remous féministe, les Françaises auraient maintenant besoin d'une pause, le temps de jeter un coup d'oeil nostalgique dans le rétroviseur. «Beaucoup de femmes font elles-mêmes de l'antiféminisme et je trouve cela extrêmement triste. Tous les ans, cinq ou six livres paraissent - les hommes se jettent dessus - disant: "Nous sommes allées trop loin, les hommes ont peur de nous. Soyons plus soumises et ils reviendront." L'Amérique a fait naître cette grande peur de la solitude», déplore l'auteure d'*Ainsi soit-elle*, rencontrée dans son bel appartement situé dans les parages de la tour Eiffel.

Les pancartes, les soutiens-gorge en guise de drapeaux, les «États généraux de la femme» parus dans *Elle*, le manifeste des 343, les marches et les discours, les Françaises en ont ras le bol. «De nos jours, à Paris, un groupe féministe, ça signifie une femme avec deux ou trois personnes autour», calcule Sylvia Niollet, du mouvement Choisir.

L'ère du militantisme terminée, vive le «Moi d'abord!».«Le seul mot "féminisme" fait peur, soutien Benoîte Groult. Tout le monde se croit maintenant obligé de dire: "Je ne suis pas féministe".»

Pourquoi ce désaveu, cette gifle aux luttes menées par les féministes sur les barricades? «On a nié le fait que les femmes avaient aussi envie de tricoter, explique le plus sérieusement du monde Martine Grapas, rédactrice en chef du magazine féminin le plus lu en France. J'ai des amies féministe qui, à un moment donné, se sentaient coupables de tricoter. Dans les mouvements féministes, on continue de penser que s'occuper de cuisine et de mode, c'est ramener la femme à un objet et la rétrograder. La presse féministe, elle, prêchait pour des convaincues. Avec leur langage inaccessible, leurs discussions qui n'intéressaient qu'une certaine élite, les chefs de file de cette presse ont exclu elles-mêmes la majorité des femmes qui pouvaient faire quelque chose pour le mouvement féministe.» Et vlan!

Femme actuelle: ainsi grandit-elle...

Martine Grapas, elle, tricote un magazine qui colle aux préoccupations féminines de style «rétroviseur» et qui, bien sûr, n'exclut personne. Et la Française se jette dessus, comme un macho haletant sur une revue *hardcore*.

Après seulement un an d'existence, son «bébé» est câliné chaque semaine par 12 % des Françaises, c'est-à-dire (tenez-vous bien!) plus de deux millions et demi de lectrices (33 fois plus que LVR...), dans un marché où les titres sont nombreux et la compétition féroce. Les féministes pleurent, les autres magazines féminins en bavent d'envie, mais ses promoteurs, on s'en doute, sont morts de rire. Son nom: *Femme actuelle*.

Un succès monstre, phénoménal dans les annales de la presse périodique féminine française, pour une formule toute simple: une centaine de pages, 200 sujets par numéro, 250 photos. Un magazine vidéo-clip. Les sujets? Mode, beauté, cuisine, bricolage, décoration, horoscope...Aux grands dossiers sur l'avortement, le chômage des femmes ou le viol, qui ont fait les beaux jours des magazines féminins des années 70, *Femme actuelle* rétorque avec un «dossier spécial éclairage».

On s'ennuie de *F Magazine*...

F Magazine: ainsi périt-elle...

Seul véritable organe français d'information féministe qui ait été à la fois de masse et de luxe (présentation soignée, beaucoup de photos, grands reportages à travers le monde, budget d'opération confortable), *F Magazine* n'aura vécu que quatre ans.

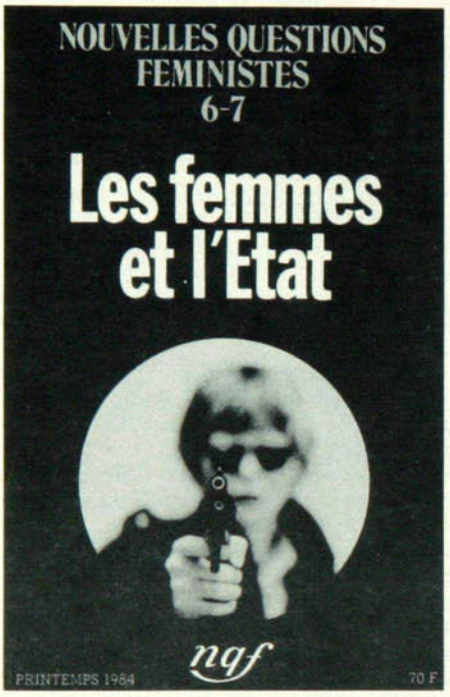
Quatre années durant lesquelles le magazine créé par Benoîte Groult en 1978 a compté jusqu'à 200 000 lectrices (ce qui est à la fois beaucoup et peu pour un pays où on dénombre 20 millions de femmes de 15 ans et plus). Pourquoi a-t-il cessé de paraître?

Petit à petit, les publicitaires ont entrepris de boycotter *F Magazine*, n'en pouvant plus de se faire taper sur les doigts et de se faire reprocher leurs «pubs sexistes». Les grands pourvoyeurs du magazine (Jean-Jacques Servan-Schreiber en tête), eux, se sont graduellement désintéressés du magazine, considérant que le tirage avait plafonné.

En 1982, sentant la soupe chauffer et ne voulant pas céder au chantage des publicitaires et des financiers, sept des dix rédactrices de *F* démissionnent avec fracas. Le magazine est vendu peu après et devient le *Nouveau F* ramenant, tirage oblige, les déboires de Sheila et les amours en déroute de Sylvie Vartan...

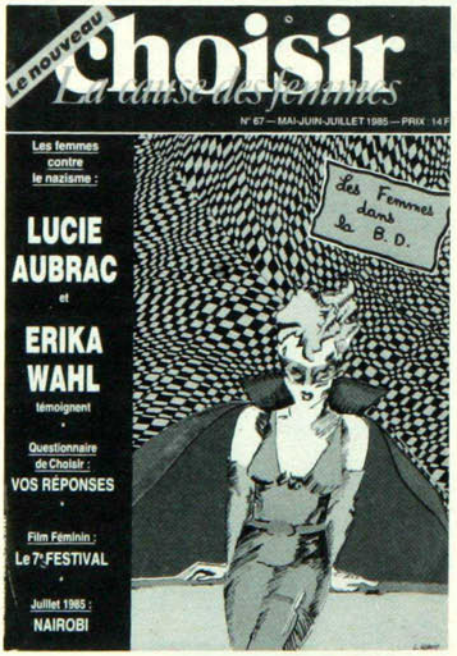
«Ce sont les compagnies de yogourt qui décident de ce qui sera publié», grince Françoise Pasquier, déplorant l'immense pouvoir des publicitaires (tous des hommes, bien entendu) sur la presse. Mais si notre gueule de féministe ne plaît pas aux publicitaires des fabricants de yogourt, de protège-slips, de cosmétiques ou de soutiens-gorge, on peut toujours leur tourner le dos et façonner à la mitaine, avec les moyens du bord, le petit bulletin militant distribué le soir près des stations de métro...

C'est plus ou moins ce que quelques poignées de féministes ont tenté de faire, de diverses façons, et avec plus ou moins de bonheur...



Pour initiées, intellectuelles ou militantes

Car depuis la mort de *F Magazine*, les aspirations des femmes, leurs analyses, leurs émotions, leurs chlamydias et leurs accouchements sans douleur, leur double tâche et leur salaire égal, leurs épanchements solidaires et leurs joies solitaires ne s'expriment plus qu'à l'intérieur de petits bulletins militants, marginaux, à tirage famélique, ou dans quelques périodiques savants pour initiées ou intellos.



Parmi celles qui n'ont pas encore rendu l'âme, voici quelques publications féministes françaises:

Tiré à 350 exemplaires, *Paris féministe*, de tendance lutte de classes et proche des groupes lesbiens, est brodé par une poignée de militantes bénévoles de la Maison des femmes (regroupement de groupuscules féministes et, dit-on, le seul lieu à Paris «où il se passe quelque chose») et paraît toutes les deux semaines. C'est avant tout un bulletin d'opinions et de témoignages avant d'être un magazine d'information.

Nouvelles Questions féministes a jailli, tel un phénix, des cendres de *Questions féministes* (après de bouillantes querelles idéologiques). En lieu et place des dossiers sur l'éclairage ou sur l'art-de-bien-utiliser-les-pinceaux-dans-le-maquillage de *Femme actuelle*, *Nouvelle Questions féministes* traite du «rôle des femmes dans l'insurrection du sud de la Martinique en septembre 1870». Tirée à 1500 exemplaires, publiée deux ou trois fois par année, la revue vivote grâce à des subventions. Le but visé par ses artisanes: «proposer des analyses de fond sur la compréhension entre les sexes». Démarrée en 1977, NQF n'est pas assurée de lendemains joyeux: «Nous avons absolument besoin d'argent frais, sinon dans quatre numéros nous disparaissons», prévoyait à l'automne Arlette Gauthier, historienne, sociologue et membre du comité de rédaction.

Organe d'information du mouvement Choisir, créé par Gisèle Halimi, le magazine *Choisir* paraît tous les trois mois. Tiré à 5 000 exemplaires expédiés aux abonnées, le magazine survit grâce à la témérité, encore une fois, d'une poignée de militantes bénévoles «qui y consacrent tous leurs temps libres», dira Sylvia Niollet. Vingt-six pages d'informations internationales, de dossiers (femme et nazisme, femme et politique, etc.) et, partout, la griffe ou la photo de Gisèle Halimi, omniprésente.

Après huit ans d'existence, l'Agence femmes information (AFI) cherche encore à être reconnue. Sa directrice, Claire Poinsignon, en est rendue à se demander s'il n'est pas suicidaire de continuer à s'entêter. L'Agence publie chaque semaine un bulletin d'information (calendrier des principales manifestations et conférences faites par ou sur les femmes, statistiques, reportages, nouvelles brèves, etc.) distribué aux médias et institutions abonnés à l'AFI. L'idée à la base de l'AFI est séduisante: fournir aux médias des textes qu'ils retransmettront par la suite, élargissant la place accordée aux informations sur les femmes dans les médias de masse. «Nous voulions être une passerelle entre le mouvement des femmes et les médias», raconte Mme Poinsignon. Sauf que les médias n'ont pas mordu à l'hameçon. Boycottées par à peu près tous les grands médias (presse, radio, T.V.), les informations produites par l'AFI sont tout de même lues par 5 000 à 10 000 personnes dans les publications féminines ou celles de quelques syndicats et institutions.

«C'est un échec», résume la directrice et fondatrice de l'AFI, en parlant du blocage des médias vis-à-vis du sujet «femmes». «On ne peut pas s'étendre sur ces choses-là», lui a-t-on répété sur tous les tons dans les médias où elle allait offrir ses services. «Pourtant, demande-t-elle un peu amère, les autres agences spécialisées réussissent à vivre, pourquoi pas nous?»

Les pires ennemies?

Pourquoi «ces choses-là» n'intéressent-elles personne et ne trouvent-elles pas preneurs? Car tout le monde s'accorde pour dire que s'il n'y a pas en France de presse féministe, au sens journalistique du terme, il n'y a pas, non plus, de place faite au sujet «Femme» dans la presse en général. «Ils ne viennent même plus à nos conférences de presse», déplorent en choeur les groupes de femmes. La cause des femmes, les activités à caractère féministe, la condition féminine n'ont jamais eu autant mauvaise presse. Ou on en parle en mal ou, le plus souvent, on n'en parle pas du tout.

L'an dernier, raconte Claire Poinsignon, lors de la conférence internationale sur les femmes à Nairobi (où étaient réunies 14 000 femmes du monde entier), la ministre déléguée aux Droits de la femme, Mme Yvette Roudy, craignait tellement que l'événement ne soit pas couvert par les médias nationaux qu'elle a défrayé le voyage afin que les grands quotidiens daignent s'y rendre. «Pour eux, 14 000 femmes réunies, çà n'est pas un événement», en conclut la directrice de l'AFI.

Et les femmes journalistes, dans tout ça, se laissent-elles bâillonner? Ne nourrissent-elles pas un préjugé favorable envers les femmes? «Si on veut durer, il faut être féministe sans le dire, sans le montrer», constate avec lucidité Florence Montreynaud, de l'Association des femmes journalistes, qui ne regroupe qu'une cinquantaine de membres. «Les femmes journalistes sont les pires ennemies du mouvement», renchérit tout de go Françoise Pasquier, déplorant l'incroyable autocensure des journalistes féministes. Peur de perdre son emploi, peur que son contrat ne soit pas renouvelé (la compétition est féroce et le nombre de femmes pigistes va croissant), peur d'être associée au mouvement féministe (ce qui est très mal vu pour faire carrière)... il n'en faut pas plus pour que les représentantes de la presse trempent leur plume dans le système d'intérêt en place. La conjoncture ne semble pas leur offrir d'alternative.

Sénilité précoce et subversion

Et l'avenir, comment s'annonce-t-il?

Atteinte de sénilité précoce («une fois les grandes théories énoncées, le discours des féministes devenait répétitif»), la presse féministe française radotait, s'accorde-t-on à dire dans les milieux féministes de Paris, telle une vieille dame qui n'arrive pas à se mettre au goût du jour. Et comme on fait avec les vieilles dames, on l'a abandonnée...

Mais tout n'est pas perdu; la lutte, certifie Benoîte Groult, n'a pas été vaine. «Au moins, la presse féministe a mis les problèmes scandaleux au grand jour. Je trouve cela énorme, parce que l'information, c'est subversif en soi. Je crois qu'un jour on aura un écoeurement de tous ces journaux féminins qui sont une sorte d'exaltation d'une féminité ridicule. J'ai l'impression qu'on aura un ras-le-bol. Car même si elles jouent les jarretelles, les femmes ne supportent plus d'être mises en tutelle.»

C'est déjà cela de pris.

À propos, la presse féministe québécoise risque-t-elle un jour de rencontrer, elle aussi, son Waterloo? A-t-on pris soin de l'immuniser *in extenso* contre la sénilité précoce?

Jocelyne Richer est journaliste au quotidien *Le Droit*, d'Ottawa. Elle a bénéficié l'automne dernier d'une bourse de l'Office franco-québécois pour la jeunesse afin de faire à Paris un reportage sur la presse féministe française.

canadian woman studies
les cahiers de la femme

- Une source de références.
- Un lieu de réflexion sur la condition des femmes.
- Un thème nouveau abordé à chaque numéro.

Les cahiers de la femme
revue trimestrielle et bilingue

En vente dans toutes les bonnes librairies
5,00 $

ABONNEZ-VOUS

Les cahiers de la femme:
2170 Bishop, Montréal, Québec, H3G 2E9

DION
COMMUNICATION
CONSEIL INC.

Si on faisait des affaires ensemble?

Vous êtes en affaires? Moi aussi.
Vous voulez «pousser la machine», faire avancer l'affaire? Moi aussi.
Vous n'avez pas toujours le temps de tout faire?
Je suis là pour ça.

Dion Communication-conseil inc. est un bureau de coordination de projet qui s'occupe tout spécialement de communication pour la P.M.E. Pour votre plan de publicité, de relations publiques, vos activités de promotion... donnez-nous un coup de fil.

560, boul. Henri-Bourassa Ouest
Bureau 312
Montréal, Québec H3L 1P4

334-0650

Prospère et surtout berlinoise

par Myriame El Yamani

C'est à Berlin que semblent se concentrer les activités des féministes allemandes, après 15 ans de tumulte et d'organisation. En fer de lance depuis 1977, le magazine mensuel Emma.

C'est en Allemagne, le dimanche 8 mars 1914, que la Journée internationale des femmes aurait eu lieu pour la première fois... un 8 mars. Depuis, la confédération générale des syndicats de la RFA (DGB) l'a reconnue officiellement. Ce n'est pas peu dire: cette confédération regroupait en 1981 huit millions de syndiqué-e-s. Pourtant, l'égalité dans le monde du travail entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée, et l'autonomie des femmes encore incomplète. Comme dans la plupart des pays européens, les féministes allemandes doivent faire face à une vague de conservatisme, et quels que soient les partis, CDU (Union chrétienne-démocrate) ou SDP (Parti social-démocrate), on recommence à prôner les joies de la maternité et le retour de la femme au foyer.

La République fédérale d'Allemagne est un drôle de pays, très contrasté, mais aussi très passionné. Le conflit des générations persiste, entre celles qui ont vécu la guerre et ont participé à la reconstruction du pays, et les plus jeunes qui refusent de se culpabiliser avec les horreurs de l'hitlérisme et qui proposent des alternatives pour la reconnaissance de leurs droits. C'est qu'il a fallu attendre 1969 pour que le gouvernement fédéral allemand supprime définitivement la discrimination faite aux femmes, considérées pendant la guerre comme les gardiennes de l'empire du Reich et des Aryens.

Depuis, les Allemandes ont fait du chemin. En 1972 se tenait à Francfort le premier congrès national de femmes. «Droit à l'avortement et autodétermination des femmes»: autour de ce mot d'ordre se rassemblaient près de 450 féministes. Pourtant, le vote sur l'avortement, en 1976, a été beaucoup moins libéral que ne l'auraient souhaité les féministes.

L'avortement n'est toléré que lorsque la vie et la santé de la mère sont en danger, lorsque l'enfant risque de naître infirme, lorsque la mère se trouve enceinte à la suite d'un viol ou quand elle est dans une situation sociale difficile. En 1983, la moitié des avortements étaient encore clandestins!

Ce premier congrès des femmes aura surtout permis au mouvement allemand de s'organiser. La recherche d'une contre-culture féministe, l'intérêt porté au corps féminin, «la nouvelle maternité», autant de leitmotive qui suscitent des prises de position et des tensions au sein du mouvement des femmes allemand. «Actuellement, on peut nommer trois stratégies pour le mouvement: la stratégie de l'égalité, qui exige la même place pour les femmes que les hommes dans tous les domaines; celle du développement d'une culture de femmes comme mode de vie alternatif, qui permet l'élaboration de projets féministes à l'intérieur de la société patriarcale; enfin, la stratégie d'un changement individuel, avec le mouvement des femmes comme groupe de référence[1]», expliquait en 1983 l'écrivaine Herrad Schenk, dans une analyse du «défi féministe» en Allemagne. C'est d'ailleurs pourquoi les mouvements féministes autonomes se sont séparés des autres groupes de femmes existants.

Le mouvement des femmes en RFA ne fonctionne pas de manière linéaire. Entre Alice Schwarzer, qui en 1975 avait osé mettre sur la place publique la sexualité féminine avec son livre *La Petite Différence et ses Grandes Conséquences*, et la sociologue Monika Jaeckel, qui prône «les centres pour les mères» avec toutes les commodités voulues pour vivre pleinement sa maternité, le fossé se creuse et le débat est loin d'être achevé. C'est autour de la famille, du mariage, de la maternité que s'organise encore l'essentiel de la vie des Allemandes, même si depuis

1979 le gouvernement fédéral autorise une travailleuse à prendre quatre mois de congé supplémentaires à l'occasion de sa maternité, sans pour autant perdre son emploi. Les

pères et les parents adoptifs sont encore exclus de cette nouvelle loi. La tendance serait-elle de confirmer une fois de plus les femmes dans leur rôle de mère?

Toutefois, de plus en plus de femmes remettent en cause cette «nouvelle maternité», semblent déçues par le mariage: deux tiers des divorces sont demandés par les femmes, surtout depuis que le divorce par consentement mutuel a été accordé, en 1977. Maintenant, une femme mariée peut garder son nom, mais en général elle et ses enfants prennent encore celui de l'homme. Les mentalités évoluent sans doute moins vite que les lois, et le clivage entre le nord et le sud de l'Allemagne, bastion du conservatisme, demeure une des caractéristiques de ce pays. Reste Berlin, iceberg occidental au milieu de la RDA (République démocratique allemande), où tout semble plus facile, plus libre, plus avancé.

Même si vous avez l'impression de vous cogner continuellement à ce mur aux barbelés évocateurs, tout est fait pour vous encourager à rester, comme si les Allemand-e-s voulaient oublier que leur pays est coupé en deux. Les néons brillent, le Kudamm (la rue principale de Berlin Ouest) est toujours surpeuplé et en effervescence, les cafés pullulent. C'est à Berlin qu'a débuté Nina Hagen, c'est ici que la mode punk a eu le plus d'influence.

Je me souviens de ce petit café, le Blocksberg, «gemutlich[2]» comme diraient les Allemandes, où les femmes se retrouvaient pour «manger, boire, danser, jouer au flipper ou aux «sorcières». Créé en 1975, ce café, point de rencontre des féministes berlinoises, est vite devenu le lieu privilégié de toutes les féministes allemandes mais aussi le point de mire de l'État. En 1977, une véritable chasse aux sorcières fut orchestrée par les forces policières, pendant ce qu'on a appelé l'«automne allemand». C'était l'époque où une grande vague de répression s'abattait sur le pays, suite à l'assassinat de l'industriel Schleyer à Stuttgart. L'amalgame entre féministes et terroristes ou sympathisantes ne s'était pas fait attendre.

Quelques mois plus tôt, au printemps 1977, des milliers de femmes étaient descendues dans la rue pour revendiquer le droit de sortir la nuit sans se faire agresser, et pour combattre le viol ou la violence faite aux femmes. Depuis, un centre d'urgence pour femmes violées a vu le jour à Berlin et une cinquantaine de maisons pour femmes battues se sont ouvertes dans toute l'Allemagne. Il s'agit dans presque tous les cas de réalisations autogestionnaires. Il faut dire qu'une femme est violée tous les quarts d'heure en RFA et que, sur 7 000 viols dénoncés, 700 violeurs seulement sont condamnés.

C'est aussi à Berlin que les femmes ont commencé à se préoccuper d'elles-mêmes et de leur santé. Le premier centre de santé pour les femmes s'est ouvert en octobre 1977, on a expérimenté de nouvelles thérapies et *Clio*, le journal sur la santé des femmes, continue de divulguer ces tentatives.

Partout, en ville ou à la campagne, plus d'une centaine de centres de femmes, lieux de rencontres et d'échanges, ont été ouverts. Il existe plus d'une trentaine de librairies de femmes, dont trois pour la seule ville de Berlin. On dénombre actuellement «83 groupes de femmes pour la paix, 77 projets dans le domaine de l'édition et des journaux, 56 projets dans le domaine culturel (pièces de théâtre, littérature, arts, film, vidéo...), 33 projets liés à la recherche féministe et 18 maisons de vacances pour les femmes[3]». C'est encore à Berlin qu'on retrouve le Centre de recherche, de formation et d'information féministes. Depuis 1976, les Berlinoises ont organisé des universités d'été pour les femmes, et chaque année les féministes allemandes travaillent sur un nouveau thème.

Courage disparaît, *Emma* continue

L'Allemagne fédérale peut se vanter avec *Emma*[4] d'avoir son *Ms:* un tirage mensuel de 100 000 exemplaires dès 1981, une audience nationale et Alice Schwarzer à sa tête. *Emma* se veut professionnelle et représente le courant radical du féminisme allemand, refusant catégoriquement, par exemple, «la maternité naturelle». L'apparition de ce journal ne s'est pourtant pas faite sans grincements de dents. *Courage*, un autre journal féministe installé à Berlin depuis 1976 (un an avant *Emma)*, lui reprocha sa concurrence. *La Bottine noire*, journal théorique sur le féminisme, lança carrément un boycott contre *Emma*, en l'accusant «d'être une entreprise commerciale» permettant à Alice Schwarzer «d'utiliser le mouvement des femmes pour ses propres projets». La presse lesbienne berlinoise encouragea le boycott, en soulignant qu'«*Emma* voulait stabiliser l'hétérosexualité et la petite famille patriarcale».

Courage, qui tirait en 1981 à 60 000 exemplaires, s'est éteint un beau jour de juin 1983 avec ces quelques mots: «Nous vendons le *Courage*... au mouvement des femmes»! Même si la controverse autour d'*Emma* est loin d'être close, il ne faut pas oublier que c'est grâce à ce journal que le débat sur la pornographie et l'image de la femme comme objet sexuel s'est engagé dès 1977.

Pour la première fois, un journal féministe allemand a osé porter plainte contre l'un des plus grands périodiques de RFA, *Stern*, qui avait mis en première page la photo d'une femme nue. *Emma* a perdu son procès: le Conseil de presse allemand lui a répondu qu'il s'agissait en fait «d'une affaire de goût». Mais le débat, enfin public, aura au moins suscité de vives réactions chez les Allemandes.

À côté de ces deux grands périodiques, une panoplie de petits journaux féministes, vendus seulement dans les librairies de femmes ou les cafés, s'est développée: des journaux locaux comme *Le Forum des femmes* à Munich, *Contravox* à Freiburg ou *Klara* à Essen, des journaux par et pour les lesbiennes comme *UKZ* («notre petit journal») à Berlin ou *Partenaire* d'Hélène Richter. D'autres journaux féministes se sont spécialisés dans un domaine, comme *Troubadoura* pour la musique, *Kassandra* pour les arts visuels de Berlin et Zurich, *Femmes et film* pour le cinéma... Je ne pourrais les citer tous, tellement il y en a. En tout cas, ils sont là, ces journaux, pour montrer que la presse féministe allemande se porte bien et qu'elle aime aussi l'humour, comme *Tango feminista* à Berlin.

Autre bonne nouvelle: à Munster, trois femmes ont monté une agence de presse. Depuis octobre 1983, elles envoient des nouvelles sur les femmes à plus de la moitié des quotidiens allemands, dans tout le pays.

Les initiatives des Allemandes pour faire avancer la condition féminine en RFA ne manquent pas, même si l'argent se fait de plus en plus rare. Les soutiens de l'État s'amenuisent: surtout depuis 1980, date d'entrée au pouvoir des chrétiens-démocrates d'Helmut Kohl, on a sabré les projets de recherche féministes et les expériences pilotes. Il n'empêche qu'en 1986, les Allemands et les Allemandes prennent de plus en plus conscience des inégalités entre les sexes, et, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, on peut se fier à la résistance et à la solidarité des Allemandes pour transformer un peu les choses de leur vie.

Myriame El Yamani habite au Nouveau-Brunswick; elle est journaliste au journal mensuel *Ven'd'est*, pigiste au *Réseau*, à *Femmes d'action*, etc. Depuis 1977, elle a vécu à plusieurs reprises en Allemagne, à Berlin ou Tübingen.

1/ Citée dans le livre *Femmes en RFA* de Carole Pust, Petra Reichert, Anne Wenzel, ..., 1983, pp. 183-184.
2/ Agréable, confortable, sympathique.
3/ Chiffres extraits du livre *Femmes en RFA*, p. 186.
4/ Ce nom serait une parodie de la pseudo-progressive Nora (du nom de la femme de Freud...), en solidarité avec la bonne vieille Emma, et non pas une allusion à l'*em(m)anzipation* des femmes.

France

Les marcheuses de l'antiracisme

Peu après que Le Pen et ses supporters racistes aient gagné 10 % des voix aux élections législatives en France, le Québec formait, début mai, son propre comité SOS Racisme. Après «Touche pas à mon pote!», «Touche pas à mon-ma chum!»? Lancé en France, le mouvement SOS Racisme est en train de s'étendre en Europe, porté, beaucoup plus qu'on ne le croit, par de jeunes femmes comme Ryma Sellami.

Par Hélène Sarrasin

De passage au Québec: au premier plan à gauche, Ryma Sellami, à l'arrière-plan à droite, Harlem Désir.

Non, les Françaises et les Français ne peuvent plus se faire d'illusions. Aux élections du 16 mars dernier, le Front national, le parti d'extrême droite de Jean-Marie Le Pen, raflait 10 % des voix, confirmant ainsi un courant minoritaire mais réel au sein de l'opinion publique: le refus de l'autre, l'intolérance.

Parallèlement à la montée de cette formation politique, pour qui la France a importé ses problème en ouvrant ses frontières, s'est développé un mouvement qui, après un an seulement, présente des lettres de noblesse assez impressionnantes. SOS Racisme, un mouvement de masse comme on n'en avait pas vu depuis 1968, fait la une des journaux français et voit son porte-parole Harlem Désir reçu à l'Élysée. Son exemple fait tache d'huile dans plusieurs pays occidentaux et même au Québec où l'on assiste ces jours-ci au lancement d'un comité SOS[1].

Comment la France, longtemps reconnue comme terre d'asile, et aujourd'hui très divisée, s'orientera-t-elle? Par ailleurs, l'exemple français démontre qu'aucune société n'est à l'abri du racisme.

C'est dans cette optique que se tient à Montréal, les 2,3 et 4 mai, le Forum organisé par l'Union française et l'Association démocratique des Français-es à l'étranger. La communauté française veut alerter ses membres face à la situation tant en France qu'ici. En collaboration avec le Mouvement québécois pour combattre le racisme et SOS Racisme Canada, les associations françaises s'intéressent donc à l'immigration et au racisme au Québec. Après avoir examiné autant les politiques d'immigration que le vécu de groupes spécifiques (femmes, jeunes, autochtones) dans différents milieux (écoles, travail), on devrait pouvoir élaborer des recommandations et des lignes de conduite. Au nombre des groupes participants, il y a le Collectif des femmes immigrantes. Et parmi les personnes dont l'apport au Forum sera précieux, on note Mme Juanita Westmoreland-Traoré, présidente du Conseil québécois des communautés culturelles et de l'immigration et Harlem Désir, un des fondateurs de SOS Racisme France[2].

L'automne dernier, une délégation de SOS Racisme France était de passage à Montréal, dont faisait partie Ryma Sellami, responsable de la Commission jeunesse de l'association. C'était l'occasion idéale d'en savoir plus sur l'organisme et sur la situation particulière des filles d'immigré-e-s en France. Âgée d'à peine 20 ans, Ryma est maghrébine comme la plupart des filles impliquées dans SOS Racisme.

D'un succès à l'autre

L'association a été fondée en 1984 par un petit groupe de copains et de copines qui voulaient réagir à ce qu'ils et elles considéraient comme une «banalisation» du racisme dans leur pays. La montée du Front national, qui désigne les immigré-e-s comme responsables de la crise économique et qui alimente les campagnes de haine contre les communautés issues de l'immigration, les a aussi incité-e-s à tirer la sonnette d'alarme. Car, dit Ryma, «la jeunesse vivait quelque chose de différent».

L'objectif était de créer une organisation de masse et de trouver un moyen par lequel toutes et tous se sentiraient impliqué-e-s. Une fille a lancé l'idée d'un macaron. C'est le maintenant célèbre «Touche pas à mon pote!», qui signifie, au fond: «Attention! Celui-ci n'est pas un étranger, c'est quelqu'un qui ne m'est pas indifférent, c'est mon ami-e que tu touches.» Pas moins de deux millions de macarons ont été vendus jusqu'à maintenant.

Parallèlement, des comités SOS Racisme sont nés partout en France: on en compte 300 dans tout l'Hexagone. La Hollande, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, le Danemark, la Suède et l'Italie ont emboîté le pas en créant leurs propres comités. Suite à des attentats racistes, SOS a aussi lancé des mots d'ordre et appelé à des manifestations: «Arabes à Menton, juifs à Paris, c'est toujours nos potes qu'on assassine.» Chaque fois, les foules ont été nombreuses.

Portée par cet enthousiasme, l'idée d'organiser une immense fête s'est mise à germer. *Une nuit blanche en couleurs*, Place de la Concorde, le 15 juin 1985, a réuni 24 artistes (dont trois femmes seulement), toutes nationalités confondues, qui ont chanté gratuitement leur espoir en un monde de tolérance. Durant 12 heures, plus de 400 000 personnes se sont pressées pour les entendre sans qu'on rapporte le moindre incident.

Après la fête, on craignait une retombée. L'ascension de SOS semblait si rapide, comment maintenir un tel rythme? Mais SOS a continué sur sa lancée. Des jeunes, appelé-e-s les «voyageurs de l'égalité», sont parti-e-s dans différents pays européens. Leur mission: aller voir comment se déroulaient l'intégration, les rapports entre les différentes communautés, et comment se débrouillaient les comités SOS locaux.

Au retour des messagèr-e-s, l'automne dernier, SOS organisait une marche un peu spéciale. Deux colonnes de scooters devaient sillonner la France durant 45 jours avant de revenir sur Paris pour un immense rassemblement à la Bastille. Au long du trajet, les participant-e-s des colonnes ont rencontré les comités locaux et ont fait signer une charte par laquelle les signataires (on a sollicité prioritairement les élu-e-s, les fonctionnaires de police et les magistrats) s'engageaient à faire respecter les cinq principes suivants: le droit d'aimer et d'exister librement, le droit de circuler librement et d'être traité-e avec équité par la police et par la justice, le droit de choisir librement son lieu de résidence, le droit de s'exprimer librement, c'est-à-dire de voter, le droit au travail et à la dignité. La marche est arrivée à Paris comme prévu le dimanche 8 décembre. Un autre succès. Cet hiver, SOS s'attaquait à un autre dossier, l'apartheid sud-africain, et organisait un sommet en mars, à Paris.

La faute aux médias

Ryma était à la 1ère réunion de SOS Racisme mais je n'ai jamais entendu parler d'elle. Quelle est la place des femmes à SOS? «Elles sont partout, me dit Ryma: elles sont trésorière, secrétaire, s'occupent du journal (sous l'oeil attentif d'un directeur), voient aux relations avec l'extérieur, son attachées de presse du président Harlem Désir.» C'est vrai, concède mon interlocutrice, ces postes sont de moindre visibilité. Mais ce n'est pas une question de sexisme à l'intérieur de l'organisation. «Si les garçons s'expriment davantage en public, c'est qu'ils en ont plus l'habitude et n'hésitent pas à s'imposer. Ce n'est pas notre cas.» (Tiens, tiens.)

Ryma m'explique qu'au début SOS a bien essayé de nommer d'autres porte-parole que Harlem Désir et, parmi eux, des femmes. Afin de montrer que SOS était un groupe et non le fait d'une personne, aussi extraordinaire soit-elle. Mais les gens, la presse en particulier, ont été vexés de ne pas pouvoir s'adresser directement à Harlem. Fatima, Ryma, Tima se sont donc lassées. De toute façon, pour elles, l'important était que l'on parle du travail réalisé par SOS, pas que l'on parle d'elles. Les garçons placés dans la même situation se sont davantage imposés (tiens, tiens). Pour Ryma, le problème vient surtout des médias et de leur culte du héros.

Touche pas à ma copine

Les initiateurs-trices, les dépositaires et les signataires de la charte de SOS Racisme ont fait le serment de rendre publique et de dénoncer chaque expression directe ou indirecte, chaque manifestation raciste, antisémite, sexiste, xénophobe, antihomosexuelle et discriminatoire, d'agir et de soutenir toute action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pourtant, SOS a un macaron uniquement masculin. En France, le «Touche pas à mon pote» a été distribué dans toutes les couleurs. Je fais remarquer à Ryma qu'ici, au Québec, on aurait probablement fait deux versions: «Touche pas à mon pote» et «Touche pas à ma copine». Ryma hoche la tête: «Je sais qu'ici, dans les articles, on écrit: chacun, chacune et qu'on parle de travailleuses et travailleurs. On est malheureusement beaucoup moins sensibles à cela en France. Quand on a décidé de faire le badge, on a seulement pensé à l'aspect marketing. Mon pote, ça correspondait à quelque chose dans l'imaginaire.»

SOS travaille-t-il sur la question des femmes? «Oui. On a trop peu de moyens, cependant, pour faire toute la recherche qu'on voudrait. Mais on est en liaison avec les groupes de femmes. On est de tous les colloques, les meetings. J'étais à Nairobi cet été.» J'ai pourtant peu entendu des problèmes spécifiques des filles face au racisme. «Il faut bien voir, m'explique Ryma, que SOS est une association composée de jeunes, souvent même très jeunes. Et le vécu des jeunes, c'est qu'on n'enseigne pas ta langue maternelle à l'école, que ce soit l'arabe ou le portugais, et que ton jeune frère Mohamed risque d'être assassiné comme le petit Saïd. SOS a donc réagi davantage sur des points comme ceux-là. À la limite, poursuit Ryma, je dirais que les filles sont moins touchées par le racisme.»

Selon elle, en effet, la situation n'est ex-

trêmement difficile que pour les femmes plus âgées: «Déjà, quand on est étranger, trouver un boulot n'est pas facile. Alors quand on est femme en plus, souvent analphabète...Mais c'est différent pour les jeunes filles. Pour les Maghrébines, par exemple, ce qui est vraiment dur c'est d'avoir à se battre contre les traditions familiales: en tant que femmes, elles n'ont pas le droit à la parole, elles sont soumises au père, au frère, au cousin et sont seules responsables des travaux ménagers. Mais cette lutte qu'elles mènent dès l'enfance dans leur milieu les pousse à s'affirmer davantage et à s'accrocher à leurs études...»

On remarque que les garçons, à 20 ans, ont abandonné la classe avant elles et sont aussi plus désespérés. Dépositaires, comme toutes les femmes, de la culture et des traditions, ces filles ont le défi de réaliser une jonction entre les deux mondes qu'elles côtoient. Le monde de leurs parents avec sa culture et sa religion, et le monde dans lequel elles aimeraient s'intégrer mais qui se ferme à elles justement parce qu'elles appartiennent à cette communauté qui ne veut pas disparaître.

Des pieds et des oreilles

Ce qui caractérise SOS Racisme, c'est son style, que certain-e-s ont qualifié de pragmatique plutôt qu'idéologique. Contrairement à des associations comme la Ligue des droits de l'Homme, qui défend des grands principes et se prononce sur plusieurs sujets, SOS réagit au jour le jour sur des dossiers limités, toujours dans la perspective d'interpeller l'opinion publique. Ainsi, le jour où un Arabe se fait tuer, SOS se mobilise. C'est dans cette optique que l'association tient à avoir des comités locaux partout. «Une organisation qui n'a pas de pieds, pas d'oreilles, pas de correspondants, ne peut rien faire si ce n'est des actions générales qui tombent dans l'oubli dès le lendemain», m'explique Ryma.

On sait qu'en France, au fond d'appartements où l'on étouffe leurs cris, des petites

Ryma Sellami

filles d'origine africaine sont victimes de mutilations sexuelles. Ces actes ne sont pas racistes à proprement parler, mais ce sont des actes discriminatoires (de torture, en fait) à l'égard du sexe féminin. J'ai donc demandé à Ryma si SOS pensait intervenir là-dessus. «Assurément, on condamne les mutilations sexuelles. Mais la spécificité de SOS est de ne pas dénoncer en général. Et le problème des mutilations, c'est qu'elles sont cachées. Les filles mutilées n'iront jamais en parler.»

J'insiste: «Mais si une mère se présente chez vous en disant que la famille a décidé d'exciser sa petite fille le dimanche suivant?» La réponse ne se fait pas attendre: «On réagira». Une telle position de SOS aurait sûrement, en France, un impact énorme.

La vie devant elles

Chez les jeunes, les garçons sont donc plus ouvertement victimes de racisme que les filles. Leurs frères sont assassinés, pas elles. Ils abandonnent leurs études, pas elles. Ils se découragent, pas elles. En fait, c'est par le sexisme qu'elles sont davantage menacées. Un sexisme latent qui, même quand elles réussissent à faire des études, les menace toujours. Si elles ont la chance d'être aguerries, car elles se battent depuis l'enfance pour leurs droits, sont-elles assurées pour autant de l'avenir dont elles rêvent? Sur le marché du travail, comment les recevra-t-on? Quelles relations établiront-elles avec leurs compagnons, fils d'immigré-e-s ou non?

Une chose est certaine: les «beurettes[3]» ne sont pas prêtes à se laisser faire. L'automne dernier par exemple, les filles de SOS réagissaient à un dossier sensationnaliste sur la fécondité des immigré-e-s paru dans le *Figaro Magazine*[4]. Elles fondaient une commission féministe et déclaraient: «Nous aurons des enfants quand nous les voudrons.» Avec une annexe bien maghrébine: «Nous ne sommes pas des lapines[5].»

Comme dirait Émile Ajar, elles ont «la vie devant elles», les beurettes.

1/ SOS Racisme Canada était lancé à Montréal le 2 mai. SOS *Québec* aurait peut-être été plus approprié pour un comité qui travaillera essentiellement dans la communauté québécoise. Plus d'informations au 274-2812.

2/ Plus d'informations concernant le Forum sur le racisme auprès de l'Union française: (514) 845-5195.

3/ «Beurettes»: on appelle «beurs» ou «beurettes» les enfants d'immigré-e-s arabes qui ont la citoyenneté française.

4/ En novembre 1985.

5/ À lire, pour le plaisir de voir magnifiquement décrite une bande de jeunes comme Ryma, *Bastienne*, de Victoria Thérame (Éd. Flammarion, Paris, 1986). Dans une banlieue parisienne pauvre et fortement peuplée d'immigré-e-s, des jeunes s'organisent pour défendre leurs copines et copains, arabes ou non, molesté-e-s et violé-e-s par une bande de voyous fascistes bien français. Ça rappelle *Printemps au parking*, de Christiane Rochefort; c'est plein d'adolescentes courageuses et féministes, et c'est brûlant d'actualité.

L'ÉTÉ AVANT LA MORT

France Daigle et Hélène Harbec

«Avant de retourner au lit, elle écrit sur un bout de papier interligné: il y a toujours un été avant la mort. Pendant un moment, elle a trouvé inconvenant de mourir à la fin de l'été.» Hélène Harbec

«Elle dit ne pas tout à fait comprendre cette idée de mort qui d'une part la séduit et qui d'autre part lui fait peur et mal et jusque dans le plus profond de son corps.» France Daigle

Collection CONNIVENCES
80 pages, 8,95 $, ISBN 2 89091 061 X

distribution en librairie DIFFUSION DIMEDIA
EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

les éditions du remue-ménage

Philippines

Les femmes de la présidente

Bourgeoises, professionnelles, pauvres ou militantes, les Filipinas se sont rangées en masse derrière Corazon Aquino, la première femme présidente des Philippines. Ont-elles posé des conditions? Seront-elles déçues ou satisfaites? Carole Beaulieu était à Manille au lendemain de la victoire. **par Carole Beaulieu**

Manille, mars 1986. Corazon Aquino n'a encore rien dit sur les femmes – outre qu'elle est fière d'en être une – mais les femmes sont avec elle. Aux abords du palais présidentiel, les vendeuses de t-shirts et de parasols jaunes ne jurent que par «Cory», la petite dame en jaune qui est sortie de la cuisine où voulait la reléguer le dictateur Ferdinand Marcos. Dans les couloirs de Malacanang, de riches banlieusardes aux robes dignes des meilleurs magasins de Manille font visiter le palais aux plus pauvres des bidonvilles. Elles font ça, disent-elles, pour «aider Cory». Dans les bureaux de l'édifice voisin, d'autres femmes en robes de soie taillent des petits cartons jaunes pour les transformer en cartes de presse. Elles cherchent des chaises, installent des téléphones, désespèrent de ne pas trouver de colle. «Cory a besoin de nous», déclare l'une d'elle, convenant que la campagne électorale et la prise du pouvoir lui ont fourni son premier travail hors de la maison depuis son mariage.

Mais pourquoi tant de femmes de conditions si diverses, bourgeoises et paysannes mêlées, donnent-elles leur confiance et leur appui à Corazon Aquino? «Évidemment, elle n'est pas représentative de la moyenne des Filipinas», explique à *La Vie en rose* une porte-parole de *Gabriela*, la vaste coalition nationale regroupant certains des organismes de femmes les plus militants des Philippines. «Mais elle a été victime d'injustice. Elle est un symbole de l'oppression. En cela elle représente bien les femmes des Philippines.»

Gabriela confirmait le 13 mars, lors de son Congrès national, son appui au gouvernement Aquino, cet étrange amalgame où coexistent aujourd'hui conservateurs, libéraux, gauche non communiste et ex-alliés de Marcos. «Non, ça ne veut pas dire que nous allons mettre un terme à nos manifestations, précise Nélia Wode, chargée d'affaires extérieures pour *Gabriela*. Mme Aquino a encouragé le peuple à s'organiser et à faire entendre ses revendications. Ce sera maintenant plus facile pour nous de faire de la sensibilisation dans tous les milieux. Cette victoire a ouvert de nouveaux espaces démocratiques.»

La coalition, dont une des priorités est la lutte contre l'industrie dite «de l'hospitalité», s'est réjouie de l'avertissement lancé au début de mars par le ministre du Tourisme, José Antonio Gonzales. Le Gouvernement, a-t-il dit, «sévira durement contre les promoteurs qui utiliseront la prostitution comme attrait touristique des Philippines». «Sur ces questions, nous sommes prêtes à travailler avec le Gouvernement», confirme Mme Wode.

Double manif

Le rouge des bannières de *Gabriela* et le jaune des t-shirts d'Aquino semblent donc vouloir s'unir, même s'il a fallu deux manifestations pour marquer la Journée internationale des femmes. «Non, nous ne sommes pas formalisées de l'absence d'Aquino à notre manifestation de samedi. Celle de dimanche était une fête en l'honneur des femmes qui se sont battu avec elle. Nous avons été invitées à nous joindre à cette manifestation et certains de nos groupes membres l'on fait», précise Mme Wode.

Le 9 mars, sur l'herbe du Parc de la liberté, derrière les grilles du palais présidentiel, Corazon Aquino célébrait le Pagdiriwang ng Kababaihan, la Journée internationale des femmes. Aux professionnelles bien maquillées se mêlaient des musulmanes venues de leur lointaine île de Mindanao, des femmes igorots descendues des montagnes du Nord, des «Girl guides» en uniforme, des religieuses qui hier encore défiaient des tanks devant le quartier général de la police. «Women power», clamaient leurs pancartes. Les vendeurs de t-shirts et de liqueurs douces faisaient des affaires d'or. Les bannières jaunes célébraient la victoire sur la dictature. Des adolescentes se bousculaient pour toucher Corazon Aquino ou décrocher un autographe de sa plus jeune fille, Kris.

Corazon Aquino, née Maria Corazon Cojuangco, se tenait bien droite sur le podium, encadrée de Kris et de sa nouvelle ministre des Services sociaux. «Je suis fière d'être filipina, a-t-elle dit. Mais je suis encore plus fière d'être une femme. Les femmes ne m'ont pas harcelée pour obtenir une place au gouvernement... elles ont lutté sans le confort des illusions et sans l'espoir d'une récompense.»

La veille, le 8 mars, près d'un millier de femmes avaient descendu l'avenue Epifanio de Los Santos pour se rendre au grand parc de la Luneta, célébrer la Journée internationale des femmes. Il n'y avait pas de vendeurs, pas de t-shirts. Les bannières roses et rouges demandaient la fermeture de la centrale nucléaire, l'amélioration des conditions de vie des femmes, clamaient le «Women Power». Au milieu des fumées de diesel d'un samedi étouffant de la capitale, le poing levé de Gabriela Silang, héroïne de la lutte des

Photo: Canapresse

Philippin-e-s contre l'envahisseur espagnol, flottait bien haut dans le ciel.

«Il est trop tôt encore pour parler des questions de femmes, me dit Mme Mita Pardo de Tavera, aussi de *Gabriela*, tentant d'expliquer le silence d'Aquino. Les problèmes de la nation sont tellement grands! Mais Cory a particulièrement à coeur des programmes d'immunisation pour tous les enfants du pays, des programmes de creusage de puits artésiens qui réduiraient le nombre d'heures de travail des femmes. Elle n'a pas changé. Elle est toujours une femme très pratique.»

Les croisées de Cory

Corazon Aquino, mère de cinq enfants, fille de grands propriétaires terriens, fervente catholique... croit en Dieu et en la démocratie. Elle a déjà demandé à ses ministres d'adopter un style de vie sobre et austère. Elle a aussi dit, plus récemment, qu'elle ne pouvait plus «être trop humble». Certes, la veuve de Benigno Aquino, le sénateur assassiné, ne serait peut-être pas aujourd'hui présidente des Philippines si la rébellion de deux vieux roublards de la Défense et de l'armée, Enrile et Ramos, n'avait pas accéléré la chute de Ferdinand Marcos.

Mais les vieux roublards seraient peut-être morts aujourd'hui si le peuple n'était pas venu à leur secours. Et le peuple, tout le monde le sait maintenant, est avec Cory. «Mon objectif n'est pas de plaire à tout le monde, disait récemment Mme Aquino à un magazine philippin. Je veux faire ce qui est juste.»

Quelle que soit l'issue de la «révolution pacifique» amorcée le 22 février dernier à Manille, la place des femmes sur l'échiquier philippin ne sera plus jamais la même. Des milliers d'adolescentes ont participé à des *rallies* politiques qui ont consacré la victoire d'une femme. Les petites robes à cols sages de Corazon Aquino, ses souliers plats, ses airs de couventine contrastent allègrement avec les images de tombeuses et de séductrices que le cinéma philippin a popularisées.

Les centaines de «croisées de Cory», ces dames en jaune qui ont délaissé leurs emplois de professionnelles ou leurs maisons bien entretenues pour travailler bénévolement à la campagne électorale de Mme Aquino, ont pris goût au pouvoir. Bing Roxas, Ching Escaler, Marissa Reys, Ting Ting Conjuango, Fritzi Aragon, Mely Nicolas ne sont que quelques-unes des femmes avec lesquelles les Philippines devront bientôt compter et dont les journalistes philippins dénoncent aujourd'hui l'intransigeance à protéger «Madame la présidente» des importuns.

«Même si elle est devenue présidente, nous ne craignons pas de lui dire la vérité, déclare Mely Nicolas; c'est ce dont elle a besoin.» Au moment où bon nombre de Philippin-e-s se plaisent à dire que les Philippines peuvent bien avoir leur «Cory» après que l'Inde ait eu son Indira et la Grande-Bretagne sa «Maggie», plusieurs femmes insistent pour rappeler que, contrairement à Mme Thatcher ou Mme Gandhi, Cory Aquino n'a jamais été formée au pouvoir et n'y a jamais vraiment aspiré. «C'est son plus grand atout, soutient une femme de *Gabriela:* sa sincérité, son intégrité.»

À la fin de mars, trois semaines après la rébellion qui a accéléré la chute du dictateur, les femmes de *Gabriela* reprenaient à peine leur souffle. Au beau milieu d'une révolution, aussi pacifique soit-elle, ces championnes de l'organisation ont réussi à tenir une Conférence internationale (bouleversée par la fermeture de l'aéroport), à organiser un 8 mars et à tenir leur Congrès national (dont tous les documents ont dû être refaits à la dernière minute pour tenir compte du changement de régime). Dans un pays où les transports sont chaotiques, ou deux téléphones sur trois fonctionnent mal, l'exploit témoigne bien de la capacité de mobilisation du mouvement des femmes philippin.

Elles ont peut-être lutté hier «sans le confort des illusions et sans l'espoir d'une récompense»... mais l'ère Aquino ne fait que commencer.

Photo: Panapresse

La Vie en rose en Chine rouge

Les temps modernes

Le 19 septembre 1985, 25 ans jour pour jour après Pierre-Elliott Trudeau et Jacques Hébert, cinq fausses innocentes à la solde de La Vie en rose *entraient dans une Chine de moins en moins rouge[1]. À la recherche des Chinoises de la modernisation, qui voient leurs conditions de travail et de vie modifiées par les politiques économiques de Deng Xiaoping. Entre le journalisme d'enquête et le tourisme de choc, l'expérience se révélerait pleine de contradictions.*

par Françoise Guénette

«Canton is quite like Hong Kong, but the rest, you'll see, is a real shock!» Le grand Texan revient de l'intérieur du pays avec sa femme et une cinquantaine d'autres touristes «organisés». Asséné dans l'ascenseur du chic hôtel White Swan, dont les quelque 30 étages dominent la boueuse Rivière des perles et le vieux Guangzhou, son avertissement nous fera sourire tout le mois, d'un «real shock» à un autre.

Un mois pendant lequel nous irons, en train première classe ou en avion, dans un confort qui nous agace un peu, de Guangzhou (Canton) à Hangzhou, Shanghai, Beijing (Pékin) et Guilin, accompagnées de madame Dai Yuzhang, l'interprète et intermédiaire fournie par l'Association des journalistes chinois, dont nous sommes les «invitées» (voir encart *Qui et Comment?*).

Dans ce cadre officiel, nous interrogerons des dizaines de femmes, selon un scénario implacable qui ne semble pas avoir beaucoup changé depuis l'époque des premières délégations d'étrangers invitées en Chine communiste. Comme pour Trudeau et Hébert en 1960, il y aura toujours une grande salle de réunion, des fauteuils recouverts de dentelles, des tasses de thé vert fumant devant nous, un «bref exposé» des réalisations de l'organisme ou des chiffres de production (toujours en hausse faramineuse) de l'entreprise, enfin une visite des lieux.

Nos questions, techniques ou spontanées, se heurteront souvent à un discours positif, d'un unanimisme pour nous inhabituel. Là où des Québécoises auraient des réponses sensiblement différentes ou complémentaires, nos vis-à-vis chinoises nous offriront souvent la même version des choses, rarement critique du régime, jamais discordante. Ceci en toute courtoisie, avec une gentillesse souriante, malgré l'expérience et la chaleur communicative de madame Dai.

Nous devrons donc, pour nous faire une idée des effets de la modernisation sur les femmes, confronter ce que nous entendons à ce que nous voyons, à ce que nous avons lu et lirons.

En déclenchant en 1978 le programme dit des Quatre modernisations, l'homme fort du régime chinois, Deng Xiaoping, tournait carrément le dos aux 30 années précédentes, pendant lesquelles la Chine, fermée sur elle-même, avait suivi Mao Tse-tung sur la voie révolutionnaire. De la Libération (1949) au Grand Bond en avant (1956-58) à la Révolution culturelle (1965-75), cette recherche d'abord politique d'une société complètement différente avait conduit le pays, déjà pauvre et arriéré, à un sous-développement et à une surpopulation également affolants.

«Mao avait poursuivi l'objectif sacrilège, raconte le journaliste Tiziano Terzani, de "créer un homme nouveau". Deng, témoin des souffrances provoquées par cette quête, rendit l'homme chinois à sa nature et à ses instincts. Mao avait placé les objectifs moraux au-dessus des incitations matérielles. Deng le pragmatique parla «d'élever le niveau de vie du peuple[2].»

À la vision politique succédèrent les priorités économiques. À la campagne, où vivent 80% des Chinois-es, le Gouvernement démantela les communes agricoles et instaura un système de responsabilité individuelle, tout en permettant aux fermiers de vendre au marché libre leurs surplus de production. Il s'ensuivit une hausse de la productivité et un enrichissement fabuleux d'une partie des paysans. Il encouragea la reprise d'une économie privée interdite par Mao, c'est-à-dire la multiplication de petites et moyennes entreprises privées dans les services (restaurants, hôtels, coiffeurs, tailleurs, etc.), dans

le commerce, dans l'industrie légère ou les transports. Enfin, il transforma certaines villes du Sud, comme Shenzhen, en expériences limitées de capitalisme, pour y attirer les investisseurs de Hong Kong et d'ailleurs. Toutes ces expériences s'effectuant cependant à l'intérieur du Plan national, car l'économie chinoise, pour Deng Xiaoping, doit demeurer socialiste et sous l'égide du Parti tout-puissant.

La Chine millénaire avait toujours su se protéger des influences extérieures, bien avant la construction de sa Grande Muraille anti-nomades, et avait vécu repliée sur elle-même et sa culture. Deng «ouvrit» la Chine, ce gigantesque marché de 1 300 000 000 d'individu-e-s, au commerce international, aux capitaux étrangers et aux *joint ventures*, au tourisme de masse et à la technologie occidentale dont l'économie avait besoin.

Mais «quand on ouvre les fenêtres, les mouches entrent avec l'air nouveau...» Deng et son gouvernement ne veulent rien savoir des mouches, c'est-à-dire de l'idéologie et des valeurs (individualisme, liberté sexuelle, liberté d'expression, religion, etc.) qui viennent avec les capitaux, avec le cinéma américain (**Rambo** a tenu l'affiche trois mois à Pékin en 1985), les couturiers français, les discothèques et même avec les féministes aux cheveux roses (en voyant passer ma tête colorée, dans un train, une cadre a désavoué ce «très mauvais exemple pour la jeunesse!»). Ne parlons pas des pires formes de «pollution spirituelle» que sont la pornographie et la prostitution, reparues et violemment combattues.

Jusqu'à maintenant, on a beaucoup vanté les succès de la réforme engagée par Deng, dans la presse chinoise comme occidentale. On a peu insisté sur les nouvelles disparités ainsi créées. Avec la disparition progressive du «bol de fer» (le revenu assuré par l'État), on augmente certes la productivité, mais on crée de nouvelles classes, on continue de rendre les membres du Parti communiste plus «égaux» que les autres, on encourage le système de «la porte arrière» (corruption et népotisme) et le syndrome «des yeux rouges» (l'envie).

Les femmes chinoises, particulièrement, perdront-elles avec la modernisation ce que la Libération leur a apporté?

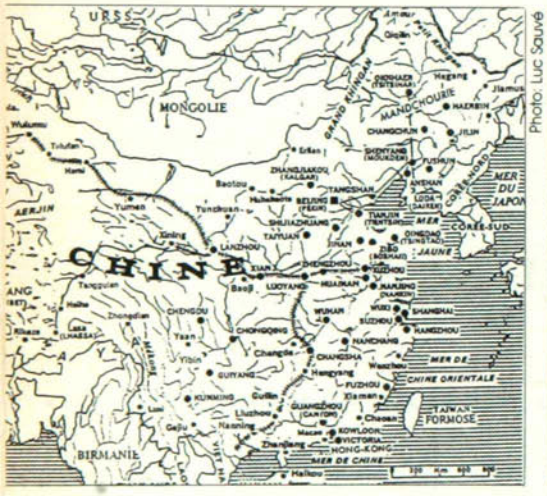


Photo: Luc Sauvé

35 ans après la libération

Photo: Ponopresse

Paysannes: gagnantes du premier round?

Dans **The Good Earth,** Pearl Buck décrit en Olu une paysanne chinoise assez typique jusqu'au début du siècle: enfant, Olu est vendue comme esclave à une famille riche. À l'adolescence, n'ayant échappé au bandage des pieds et au viol que parce qu'elle est trop laide, elle est revendue, comme épouse, à un paysan frustre, pauvre mais ambitieux. Elle lui fera quelques fils et, en période de famine, elle noiera elle-même le bébé fille superflu. Après qu'elle ait travaillé pour lui toute sa vie comme une bête de somme, son mari lui imposera une concubine jeune et oisive. Et elle mourra servante, déchirée par une longue maladie.

Jusqu'en 1949, les Olu n'étaient pas rares dans ces campagnes chinoises où l'on déplore encore aujourd'hui des «relents de féodalisme». Avec la Longue Marche des forces révolutionnaires de Mao Tse-tung d'abord, la Libération du pays des griffes du Kuomintang ensuite, les femmes accédaient en 1949 à une égalité juridique vite reconnue dans la constitution de la République. Malgré ces lois impeccables, malgré l'égalitarisme forcené des années 50, malgré tous les discours de Mao sur la nécessaire participation de l'autre moitié du ciel aux forces de production, et bien que leur condition ait radicalement changé depuis 1949, les Chinoises n'ont évidemment pas atteint en 35 ans de socialisme l'égalité promise par la révolution (et que les Occidentales attendent encore après des siècles de démocratie capitaliste!).

Mais leurs acquis sont énormes. D'abord, elles ont de quoi manger et se loger, ce qui n'était pas évident pour une population soumise depuis toujours aux épidémies et famines cycliques. Des changements législatifs leur ont donné accès à l'éducation, au travail salarié et aux institutions politiques; le spectre de leurs emplois et rôles économiques s'est considérablement élargi; et enfin, elles ont pour défendre leurs intérêts une organisation puissante et décentralisée, au membership quinze fois plus grand que le Parti communiste lui-même: la Fédération des femmes chinoises – dont les 650 millions de Chinoises sont membres d'office.

En 1978, à son 4e Congrès national, cette Fédération endossa le programme économique de Deng, prévoyant qu'il conduirait à la complète émancipation des Chinoises: «Quand la modernisation socialiste sera réalisée, les femmes maîtriseront des techniques professionnelles et modernes et seront libérées du travail physique épuisant. À ce moment-là, la Chine aura une base matérielle solide, ses ressources collectives seront multipliées et les femmes se verront déchargées des corvées domestiques[3].»

Sept, huit ans plus tard, ces prédictions optimistes sont-elles réalisées ou en voie de l'être? Les mesures économiques adoptées pour achever les Quatre modernisations (de l'agriculture, de l'industrie, de la défense, des sciences et technologies) ont-elles fait avancer politiquement et économiquement les Chinoises? Comment les travailleuses intellectuelles ou agricoles, cadres ou ouvrières, voient-elles évoluer leur situation? Se font-elles offrir une formation professionnelle plus rentable, axée vers les nouveaux services, l'informatique, l'industrie?

Politiquement sous-représentées à la fois au gouvernement et au comité central du Parti communiste, cherchent-elles ces années-ci à gagner plus de pouvoir? Quelles sont les priorités de leur puissante Fédération?

Voilà les questions que nous nous posions à la veille de notre périple chinois. Malheureusement, elles ne vont pas toujours avec les réponses que vous lirez maintenant, ce long préambule terminé! Car nous revoici à Canton-Guangzhou le soir du 19 septembre 1985, sortant de l'ascenseur infesté de touristes blancs, pour aller déguster notre premier banquet chinois dans une des cinq salles à manger climatisées du chic White Swan, au décor typiquement Howard Johnson's.

Plus tard, nous irons nous promener dans les rues tièdes où des multitudes, encore, avalent dehors, aux tables des binneries cantonnaises, leur bol de nouilles à cinq maos (25¢). Mais pas très longtemps car nous découvrons vite que si la Chine s'ouvre, c'est... jusqu'à 9 heures, 9 heures et demie du soir!

Le Texan avait raison: Guangzhou ressemble à Hong Kong. Les rues sont pleines de taxis aux jeunes chauffeurs aussi bien vêtus, dressés et modernes que les réceptionnistes du White Swan, maquillées, habillées et formées à l'occidentale.

Avant de rencontrer Huang Qing Yin, nous traversons à pied le vaste marché, aussi discrètes avec nos bras pâles et nos appareils photo que le Bonhomme Carnaval sur une plage portoricaine. Nous suivons madame Dai à travers les ruelles pleines d'épices, d'herbes médicinales, glands, racines, tabac, fruits... et animaux vivants: poissons, chats, chiens, hiboux, pigeons, serpents... Les Cantonnais-es sont gourmands et mangent de tout. Les hommes sont en camisole, les femmes vêtues de ces ensembles de cotonnade imprimée, chemises courtes et pantalons, fréquents à Hong Kong.

Seuls les jeunes diffèrent: eux et elles suivent la mode occidentale, cheveux longs, jeans serrés et grands cotons ouatés.

À 65 ans, Huang Qing Yin est une intellectuelle choyée par le régime. Écrivaine reconnue, auteure de livres pour enfants traduits en plusieurs langues, elle est depuis 1979 vice-présidente élue de l'Association des écrivains du Guandong, qui regroupe 700 membres (dont 56 femmes). Membre du Parti communiste depuis 1981, «parce qu'une personne doit adhérer à un idéal et

Usine Dujinsheng, Hangzhou

La moitié des médecins sont des femmes

Beaucoup de chemises *Arrow*

que le PC en a un», elle gagne 200 yuans par mois (environ 100 dollars), auxquels s'ajoutent de substantiels droits d'auteur. Elle habite, ici à Canton, un quatre pièces avec sa 4e fille, enseignante, qui, à 26 ans, hésite entre partir en Grande-Bretagne étudier la biologie et... se marier.

Mais toutes les intellectuelles ne sont pas aussi bien payées. Madame Dai, notre interprète, a été plus de 20 ans rédactrice et traductrice à l'agence de presse nationale Xinhua, ou Chine nouvelle, avant d'arriver en 1980 à l'Association des journalistes.

Dans le train qui va de Guangzhou à Hangzhou, au sud de Shanghai (36 heures!), traversant des rizières aux contours irréguliers, des villages de crépi rouge, des collines quasi tropicales, entre des remblais noirs du charbon omniprésent en Chine, madame Dai nous donne son avis.

«La Chine arrive, dit-elle, au véritable égalitarisme. À chacun selon la qualité de sa production. Fini l'entretien des paresseux. On peut désormais renvoyer les incompétents et donner des primes aux ouvriers méritoires. Mais pauvres cadres, pauvres intellectuel-le-s! Notre salaire à nous, à 70 yuans par mois en moyenne, ne peut pas être amélioré par des primes à la production, comme celui des ouvriers, ou par la vente des surplus aux quotas, comme celui des fermiers. Mais vous avez vu? On mène une campagne actuellement pour réhabiliter les enseignante-s. Et nous, on nous a promis d'augmenter bientôt nos salaires.»

Cette femme de 48 ans gagne 85 yuans par mois. Son mari, cadre d'un service de renseignements scientifiques, en fait 100. Mais leur fille universitaire leur en coûte presque 50 par mois en frais divers.

Pendant les années de ferveur ultra-révolutionnaire de la Révolution culturelle, et sous la menée de la fameuse Bande des quatre (comme disent les Chinois en montrant leurs cinq doigts... tellement Mao y consentait), le pays a persécuté ses cadres, intellectuel-le-s, artistes. Madame Dai, comme Huang Qing Yin et des milliers d'autres, a alors été envoyée à la campagne un an, en alternance avec son mari, pour «travailler dans les porcheries, nettoyer les toilettes, planter du riz les jambes dans la boue...» Même si elle n'était que de la neuvième catégorie de «salauds» à rééduquer, après les révisionnistes bourgeois, les membres du PC en voie de capitalisme, les droitistes, etc. Pourtant Mao, pour elle comme pour tou-te-s les Chinois-es à qui nous en parlerons, demeure un grand homme, malgré les erreurs de la fin de sa vie, alors qu'il était «mal conseillé par sa femme Jiang Qing et les trois autres de la Bande».

Aujourd'hui, dit-elle, tout a changé. A disparu, entre autres, le néfaste culte de la personnalité qui entourait Mao. Ni Li Xiannian (le président de la République), ni Zhao Ziyang (le premier ministre), ni Hu Yaobang (le président du Parti communiste), ni Deng Xiaoping, le vrai leader, ne sont des vedettes populaires et la direction du pays est vraiment collégiale.

Pour elle, les objectifs de Deng sont clairs: hausser la production et le niveau de vie des gens. «Mais le retour aux incitations directes et individuelles ne change rien au principe officiel du socialisme: la propriété des terres est toujours collective, par exemple. Les communes populaires, qui cumulaient auparavant production et administration, se sont divisées en compagnies de production et canton administratif. Il y a aussi plus de coopératives. C'est pourquoi les fermiers s'enrichissent, ce sont les nouveaux riches de la Chine, avec des revenus de plus de 200, 300 yuans par mois.» Et dire qu'elle est encore bloquée à 85 yuans, alors que sa propre nièce, employée au chic White Swan, va chercher 100 yuans juste en primes!

Décidément, madame Dai ne digère pas le statut encore mal reconnu des intellectuels dont elle fait partie. Pourtant, elle appuie tout à fait le gouvernement actuel. Parce qu'il apporte au peuple une relative prospérité? Ou est-ce que, comme le prétend Terziano Terzani, «le régime de Deng Xiaoping demeure populaire parce que les gens savent que les seules alternatives possibles seraient ou bien un retour à l'idéologie radicale du maoisme (peut-être sous la forme d'une dictature militaro-policière) ou bien, pire encore, le chaos[4].»

Hangzhou est fameux pour son Lac de l'Ouest, traversé d'une jolie digue et envahi de fleurs de lotus. Mais aussi pour ses soieries.

L'usine de tissage de soie Dujinsheng, fondée en 1922, emploie 3 000 ouvriers, dont 60 % de femmes, et fabrique des pièces de soie et de brocart. Depuis 1978, explique le directeur-adjoint, monsieur Gao King Mao, l'usine, plus autonome, gère toutes les étapes, de la conception des modèles à la mise en marché. Elle exporte 70 % de sa production, qui est passée de 3 à 4 millions de mètres entre 1979 et 1985, à cause d'une hausse de productivité dûe à la liberté laissée à la direction de recruter directement son personnel et d'ajouter au salaire de base, 75 yuans par mois, une prime allant de 10 à 40 yuans...

Nous interrompons la tirade de monsieur Gao: les femmes profitent-elles particulièrement de ce nouveau régime? «Bien sûr, répond-il, puisque les conditions de vie se sont améliorées avec la hausse de la production: il y a maintenant deux cantines, une crèche, un jardin d'enfants, un dispensaire, etc..» Mais, s'il y a 60 % d'ouvrières, pourquoi pas plus de 20 % de femmes aux postes de direction? «Parce qu'on choisit les responsables selon leur rendement, leur comportement politique et leur niveau d'instruction.» Et l'action positive? «On essaie de former plus de femmes cadres, avoue-t-il. Par exemple, le syndicat a une vice-présidente...»

En fait, l'usine Dujinsheng, comme tout

bon *danwei*, s'occupe de tous les aspects, professionnels, familiaux et même intimes de la vie de ses employé-e-s. Un *danwei*, en passant, c'est l'unité de travail ou de vie (village, université, usine, association, etc.) à laquelle appartient chaque Chinois-e. Le *danwei* a un pouvoir énorme. C'est lui «qui détermine qui sera critiqué et qui sera promu, et qui sera autorisé à loger dans les immeubles d'habitation de l'usine. Sans son accord il est difficile, parfois impossible, de se marier, de divorcer, d'avoir un enfant ou de se faire muter dans une autre unité[5].» Il y a donc des moments où le gentil grand frère se transforme en Big Brother plus orwellien.

À notre demande, on fait venir la vice-présidente du syndicat et la responsable du planning familial. Quels sont les principaux griefs des ouvrières?, demandons-nous à la première. «Être tranquilles pour les études et le travail. Avoir de l'aide pour les problèmes familiaux, comme la garde ou les vacances des enfants, coudre les vêtements ouatés pour l'hiver. Améliorer ou trouver un logement, construire une crèche plus grande», énumère-t-elle. Dans la crèche «temporaire» que nous visiterons, une vingtaine d'enfants dorment sur des nattes colorées. En Chine, la plupart des entreprises ont des garderies sur place, mais au total, contrairement à ce que l'on croit, les ressources sont très insuffisantes.

Le syndicat joue aussi le rôle d'entremetteur en organisant des «soirées des usines» pour faire se rencontrer les célibataires de plus de 26 ans.

Car on encourage les ouvrièr-e-s à se marier tardivement, ne serait-ce que pour faciliter l'application de la fameuse politique de l'enfant unique, en cours depuis 1979. «Alors si les femmes se marient à 20 ans (âge minimal selon la loi), elles ont trois jours de congé. À 23 ans, elles ont 15 jours!», explique la responsable du planning, qui dit travailler par la persuasion. «Après, on publicise la politique de l'enfant unique. En s'engageant à n'avoir qu'un enfant, le couple reçoit 50 yuans par mois, et les frais médicaux seront gratuits pour l'enfant (défrayés à 60 % seulement pour les enfants «multiples»). Pour l'instant, deux tiers des mères de l'usine n'ont qu'un enfant.»

Chaque année, 16 millions de nouveaux petits Chinois-es viennent s'ajouter au milliard actuel. À moins de limiter radicalement cette croissance de la population, les Quatre modernisations sont vouées à l'échec: tous les gains économiques seront grignotés à mesure par les arrivant-e-s. De là l'adoption d'une rigoureuse politique de planning qui «consiste à permettre à chaque couple de n'avoir qu'un seul enfant, à limiter rigoureusement les naissances d'un deuxième et à empêcher résolument la procréation d'un troisième[6].» Assez réussie dans les villes, l'application de cette politique prioritaire se heurte encore dans les campagnes (80 % du pays) à des résistances farouches, allant jusqu'aux infanticides de bébés filles largement rapportés dans la presse américaine. Il est aussi arrivé, souvent, que ses responsables aient été trop zélés: coercition, avortements forcés, ostracisme envers les contrevenantes, etc.

Le *danwei* étant responsable de cette politique, on retrouve parmi les fonctions du comité de planning de l'usine Dujinsheng, la contraception et l'éducation sexuelle. Ici, on recommande d'abord les piqûres mensuelles d'hormones... pour les hommes (une méthode expérimentale limitée à la province du Zhejiang); ensuite, dans l'ordre, la pilule, le condom et le stérilet. Peu de ligatures des trompes. Dans les pharmacies de la ville, les contraceptifs sont gratuits. Mais on en fournit aussi à la «salle de lavage» de l'usine. Pour assister aux séances d'information comme pour demander des boîtes de condoms, il faut cependant montrer la carte jaune de personne mariée! Autrement dit, la contraception est interdite aux célibataires.

Cette «salle de lavage», dont nous entendons parler pour la première fois, joue un grand rôle dans le contrôle par le *danwei*, donc l'État, de la fécondité ouvrière. Toutes les femmes doivent s'y présenter au moment de leurs règles, pour y recevoir le «papier d'hygiène». Alors si une femme n'est pas venue depuis 50 jours, on s'inquiète, on s'informe...

Et si elle est enceinte? «Si c'est le premier et que c'est son tour, par ordre d'ancienneté (l'usine a un quota annuel de naissances à ne pas dépasser), ça va. Si c'est un accident de la veille, comme un condom percé, on lui donne une pilule pour "récupérer". Si c'est un oubli, on la fait avorter à l'hôpital, en 5 à 6 minutes, sans anesthésie, par la méthode d'aspiration.»

Mais si c'est le deuxième et qu'elle veut le garder? «On fait surtout le travail idéologique et si elle persiste, on la laisse faire... (en fait, la pression doit être assez forte). Mais maintenant la conception de la naissance a changé, poursuit la responsable. Avant, les femmes voulaient beaucoup d'enfants; maintenant, un leur suffit.» Fille ou garçon? «Ça aussi est changé. Dans les villes on préfère les filles, parce qu'elles auront le même travail, le même salaire; il n'y a aucun avantage supplémentaire à avoir un garçon. Puis les filles sont plus douces, affectueuses, près des parents, faciles à décorer...»

Y a-t-il des femmes à ne pas vouloir d'enfant? Peu, aucune, nous dit-on. Aussi rarissimes que les femmes qui ne veulent pas se marier? En fait, les Chinoises n'ont pas encore le choix, tellement le modèle mariage-enfant domine.

L'usine Dujinsheng était un exemple assez typique d'une entreprise chinoise moyenne; nous verrons à Ma Chiao des ouvrières aux conditions de travail comparables.

À une heure au sud-ouest de Shanghai, le canton de Ma Chiao («pont du cheval»), ex-commune populaire, illustre bien les nouvelles tendances de l'économie. La production agricole occupe 10 000 de ses 22 000 travailleurs-euses (35 % de femmes). Ses 102 petites usines emploient 9 000 personnes, des femmes à 65 %. Mais, à ces occupations traditionnelles s'est ajouté un 3e secteur: les «occupations secondaires». Qui vont du petit commerce à l'élevage de porcs, poulets, canards, vaches, lapins, à la culture de champignons, à la fabrication de produits artisanaux. Ces occupations sont essentiellement assumées par les femmes, *en sus* de leurs heures de travail dans les champs ou les manufactures.

Sur les pas de monsieur Chen Chuan Liang, directeur des relations publiques du canton, et de son adjoint (les relations publiques semblent réservées aux hommes!), nous visitons une de ces usines: 650 femmes y fabriquent, chaque jour, 6 000 chemises quadrillées de marque... *Arrow!* Leur salaire de base: 42 yuans par mois, peu. Mais elles vont se chercher jusqu'à 130 yuans en pri-

Le directeur de l'usine de cosmétiques, fier de son produit

Beaucoup de «nouveaux pères», en Chine

mes «à la pièce», nous assure monsieur Chen. L'usine est assez neuve, éclairée. Et le rythme de travail semble assez calme: la plupart des ouvrières sont jeunes et elles s'arrêtent carrément de coudre leurs étiquettes ou collets pour regarder ces xièmes «amies étrangères». Elles ont l'habitude d'être visitées.

Notre arrivée à Nanjing, le 28 septembre, coïncide avec les préparatifs de la Fête de la lune, le Noël chinois, la fête de famille et de retrouvailles. C'est donc par une immense bannière calligraphiée, «Vive l'amitié entre le Canada et la Chine», que nous sommes accueillies à l'usine des produits de beauté.

Cette PME créée en 1955 loge ses 300 travailleurs (200 femmes) dans un vieil immeuble vétuste, le nouveau n'étant pas tout à fait terminé. Elle fabrique des produits pour la peau et les cheveux et, de plus en plus, des cosmétiques (rouge à lèvres, poudre) parce que la demande chinoise augmente...

Photo: Camille Gagnon

Nous n'avons pas vu, pourtant, beaucoup de femmes maquillées. «Les femmes plus vieilles se maquillent pour les fêtes, pour se promener... Mais les jeunes, c'est tous les jours!», répond l'une des quatre femmes entourant le directeur. Qu'est-ce que les hommes en pensent? «Les femmes sont très autoritaires, en Chine, alors les hommes suivent!», blague le secrétaire administratif, plutôt joli garçon: «D'ailleurs les hommes veulent s'embellir aussi, nous leur vendons beaucoup de produits pour les cheveux et des lotions d'après-rasage.»

Nous en sommes aux questions concernant les ouvrières quand les caméras de la télévision régionale se pointent pour filmer «la délégation des journalistes féministes canadiennes». Ce soir-là, les 60 millions d'habitant-e-s du Jiangsu nous verront aux nouvelles!

Dans l'usine, les femmes remplissent à la main des petits pots de crème à base de perles d'eau douce, à la chaîne. Leur salaire moyen: 64 yuans par mois, plus, toujours, les primes. De 1978 à 1985, la production est passée de 3 à 10 millions de yuans, explique le directeur, monsieur Li Pi Jin, et sans augmenter pourtant le nombre d'employé-e-s. Avec les primes, les ouvrièr-e-s sont plus enthousiastes et productif-ive-s.

Quand nous parlons des problèmes de santé au travail causés, au Québec par exemple, par le système des primes au rendement, et des critiques des syndicats, monsieur Li tombe des nues. «Ici aussi, le syndicat doit protéger la santé des travailleurs, mais il n'y a pas de problèmes de stress ou de fatigue. On ne travaille que huit heures par jour, et six heures l'été, à cause de la chaleur...» Et effectivement, la cadence, augmentée récemment, semble très supportable.

Nous quittons l'usine de cosmétiques de Nanjing les bras pleins de petits gâteaux de la lune, et de petits pots de crème à l'huile de vison.

Commune de Machao

Les 5 innocentes à Shanghai avec Mme Dai et un collègue

Nous entrons à Beijing le 30 septembre, à la veille de la Fête nationale célébrant la Libération de 1949, par une belle matinée ensoleillée. Mais avant de courir à la Grande Muraille ou à la Cité interdite, nous allons passer quelques heures avec des journalistes de la presse féministe chinoise, issue de la puissante Fédération des femmes.

Nous pensions en trouver trois ou quatre, elles – et ils – sont 13! Il y a là Wang Xiu Ling, rédactrice en chef du quotidien *Femmes chinoises,* Zhu Yiyun, rédactrice en chef de *Women of China,* des journalistes de *Femmes chinoises,* mensuel en chinois, et même la vice-présidente de la Fédération des femmes de Mongolie.

Notre première question, «Les trois médias incarnent-ils toujours les positions de la FFC?», les fait rire: «Oui, bien sûr! Et celles de la moitié du ciel! De toutes les femmes chinoises.» Alors peuvent-ils critiquer le gouvernement à l'occasion, quand ses politiques ne vont pas tout à fait dans le sens des femmes? «Oui, par exemple, on a dénoncé un gouvernement local pour ses inégalités dans le recrutement... Nos journaux sont là pour défendre les intérêts des femmes puisque, malgré la constitution, il reste des phénomènes d'inégalité et de féodalisme.»

La Fédération des femmes est-elle pour autant un groupe de pression auprès de l'État? Il est vrai que l'un des premiers mandats de cette organisation fondée dès 1949 est de «protéger et d'éduquer la femme et l'enfant et de représenter leurs droits et intérêts légitimes». Mais, et le 5e Congrès des femmes chinoises, en 1983, l'a répété: «La Fédération est placée sous la direction du Parti communiste chinois et lui sert de trait d'union avec les masses féminines[7].» Conflit d'intérêts?

Ces dernières années, raconte la Britannique Elisabeth Croll, sociologue féministe auteure de plusieurs ouvrages sur les femmes chinoises, la FFC n'a pas eu le choix. Elle a dû défendre le droit au travail des femmes, menacé par le chômage, et répondre à l'augmentation de la violence envers les femmes, perpétrée par les hommes et les membres de leurs familles. «Plus de cas de viols ont été rapportés, de même qu'une hausse de la prostitution organisée. Des femmes ont été vendues en mariage... Et, à cause de la

SOCIÉTÉ CANADA-CHINE

Pour comprendre la Chine, s'en rapprocher et la vivre

- Cours de Cuisine et de Langue chinoises
- Tai-Chi
- Séminaires
- Centre de Documentation
- Librairie
- Et des VOYAGES...

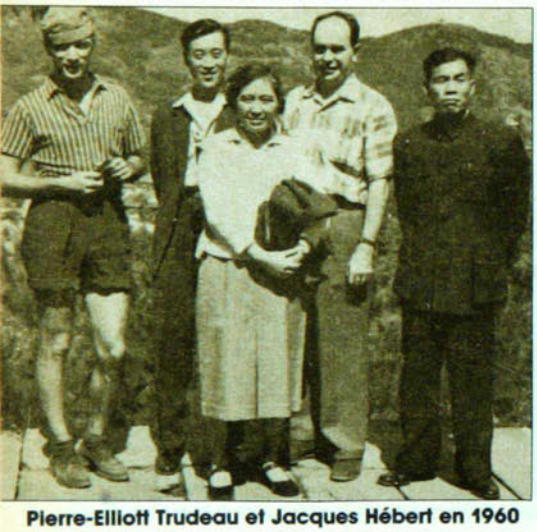
Venez nous rencontrer
1072 St-Laurent, 3ème étage 866-4119

politique de l'enfant unique, il y eut une augmentation de la violence envers les filles et les mères de fille, une résurgence des infanticides de bébés et de mauvais traitements envers les mères[8].»

Bref, après les avoir supportées, la FFC a dû reconnaître que les politiques de Deng causaient quelques problèmes nouveaux. Et, là, utiliser sa position politique très élevée pour réagir.

Les femmes profitent-elles de la politique d'ouverture économique?, demandons-nous aux femmes journalistes de la FFC? «Surtout les paysannes et les commerçantes, répond l'une; avec l'entreprise individuelle, les commerçantes les plus enthousiastes sont favorisées par l'État. Quant aux paysannes, comme elles font maintenant des occupations secondaires (élevage, tissage, etc.) en plus des travaux des champs, leur revenu est plus important.»

Alez Folkoff, conseillère au programme Femme et développement de l'ACDI, à Pékin, travaille de concert avec la FFC. Elle considère aussi que les paysannes sortent vainqueures du premier round de la moder-



Pierre-Elliott Trudeau et Jacques Hébert en 1960

nisation: «Grâce à leurs nouvelles productions, elles font quelquefois plus d'argent que leurs maris demeurés manoeuvres, ce qui provoque quelques divorces... Mais dans les usines, c'est moins brillant. Avec une gestion plus rationnelle, on coupe des postes et c'est d'abord des femmes qu'on met à pied. Et il y a de gros problèmes de chômage. J'ai deux collègues chinoises qui, pour ne pas risquer leur emploi, ont envoyé leurs bébés à la campagne, chez les grands-parents, après leurs trois mois de congé de maternité. Elles ne trouvaient pas, ici même à Beijing, de place en garderies...»

Quand nous demandons aux 13 femmes de la FFC: «Est-il possible et souhaitable qu'une femme soit nommée un jour à la tête du Parti communiste chinois?», elles éclatent de rire. «Notre souci principal est que les femmes participent à l'édification du pays. Que ce soit un homme ou une femme, c'est pareil; il n'y a pas de contradiction. Un homme peut aussi bien défendre les intérêts des femmes.»

Nous référant à un article de *Women of China* d'octobre 1984, nous voulons savoir si le chômage des jeunes, des femmes à 60 %, est une des priorités de la FFC. «Ah! mais depuis un an, le problème est résolu. On a créé dans les provinces et municipalités touchées, à Shanghai par exemple, d'autres secteurs d'activité... Celles qui chôment, c'est qu'elles choisissent trop.»

Est-il vrai qu'on ait fortement préconisé, dans la presse entre autres, le retour au foyer des femmes mariées comme une solution au chômage des hommes? «Oui, admettent-elles, c'était un gros débat il y a deux ans. Une partie de l'opinion soutenait cela, à cause de la condition économique et des moeurs féodales. Mais la Fédération a exprimé très fort son refus et, aux femmes prêtes à retourner à la maison, elle a répété que la libération des femmes passe par la participation à la production. Mais tous les problèmes ne sont pas résolus...» Lesquels persistent? «Il y a encore discrimination dans le recrutement des ouvrières, des cadres, des étudiantes (à l'Université de Nanjing, nous n'avions trouvé que 20 % de femmes, concentrées en lettres et langues). Il n'y a que 21 % de femmes à l'Assemblée nationale populaire et, dans les entreprises, moins de 50 % de femmes cadres.

La 5ème innocente, à Berjing

Les Chinoises sont-elles confrontées à de nouveaux problèmes? «Surtout auprès des jeunes, la politique d'ouverture amène des influences néfastes, comme la pornographie sur vidéos et cassettes...» Et puis, analysé en large dans tous les journaux, il y a ce problème «d'indiscipline» des enfants uniques. Les «petits soleils» et «petites lunes» sont gâté-e-s par leurs parents et grands-parents, consommateurs, irrespectueux: «Comment deviendront-ils de dignes successeurs du mouvement révolutionnaire?» Alors les psychologues étudient la question, les professeurs et la FFC se concertent, on distribue aux parents des dépliants pour les conseiller sur «le sage amour des mères».

Pour en savoir plus sur les priorités de la FFC, en termes de formation des femmes, j'ai voulu rencontrer Zhou Su, responsable de l'information au département international. «L'une des tâches prioritaires de la FFC, dit-elle, est de découvrir ou former des femmes capables et de les proposer comme responsables. Au gouvernement, il y a actuellement une femme très haut placée, Chen Muchao, trois ministres, huit vice-ministres. Sur plus de 200 hommes. Nationalement, sur 6 millions de cadres, il y a 28 % de femmes.»

On nous a dit que les hommes, dans les villes, et surtout dans les couples d'intellectuels, de cadres, d'ouvriers spécialisés, partagent les tâches domestiques. «Sur 200 couples de Beijing interrogés il y a peu par la FFC, dit Zhou Su, 68 % des couples le faisaient à deux, contre 28 % des cas, où c'était les femmes... À la campagne, c'est différent: les hommes y sont plus machos...»

Madame Dai nous l'avait bien dit: «Les femmes chinoises sont très libérées, puisque ce sont elles qui mènent à la maison. Je suis le "boss" chez moi. Je critique et je commande mon mari. Parfois je lui dis: Que vous êtes bête! Mais il me répond: Vous qui êtes si intelligente, pourquoi gagnez-vous moins que moi?» Et elle avait éclaté de rire, comme à toutes les deux phrases. Elle avait reconnu vite que son mari faisait la cuisine, le lavage et les autres tâches ménagères, qu'il cousait (lui), qu'il n'avait jamais nui à son travail et à ses nombreux déplacements... et qu'il n'était pas jaloux!

Nous aurons à Beijing une dernière rencontre intéressante, avec trois femmes, l'une journaliste au *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple), l'autre écrivaine pour enfants et membre de la Conférence populaire chinoise, la dernière poète. Intéressante parce que, pour la première fois, nos vis-à-vis nous demandent ce que serait notre première critique des Chinois-es. «Qu'un milliard d'individu-e-s semblent penser la même chose! Voilà ce qui nous surprend le plus.»

Après avoir beaucoup rigolé, elles nous expliquent que même s'il y a plus de liberté

de pensée depuis 1978, les Chinois-es ont gardé l'habitude de présenter une idéologie unifiée, de mettre l'accent sur les améliorations des gros problèmes, d'être prudent-e-s, surtout face aux étrangers, de se méfier des influences. Madame Ge renchérit sur madame Chen: «Et puis les Chinois aiment sauver la face, par patriotisme. Mais entre nous, nous nous critiquons beaucoup, tant les idées avancées que les vêtements!»

Intéressante aussi, leur vision du féminisme occidental: «Chez nous, dit la poète Li, il n'y a pas de mouvement féministe. C'est la Fédération des femmes qui guide les femmes moralement et juridiquement, et lutte contre la discrimination. Je ne comprends pas bien la raison d'être du féminisme chez vous. Aux États-Unis, par exemple, est-ce que c'est pour gagner l'égalité entre les hommes et les femmes? Alors, c'est une révolution qu'il faut!»

Vingt-cinq ans après leur voyage en Chine rouge, Jacques Hébert fait du camping dans l'antichambre du Sénat et Pierre Trudeau retourne en Chine pour la 6e fois, mais avec des hommes d'affaires et légèrement bedonnant.

Et moi, quelques mois après mon retour, je cherche d'autres images des Chinoises de la modernisation. Ces coiffeuses tibétaines gérant leur salon en coopérative et qui m'ont offert un thé au beurre rance, à Lhassa, pendant le 2e mois de mon voyage désormais solitaire? Ou cette classe du soir au fond du Sechouan, pleine de jeunes femmes apprenant l'anglais? Ces adolescentes ouïgoures, à Urumqi, dans le Nord-Ouest, pratiquant leur anglais sur moi dans la rue? Ou plutôt, dans le train qui me ramenait d'Urumqi, ces trois enseignantes du Gansu retournant chez elles après un stage de perfectionnement? Assises, bavardes et moqueuses, sur la banquette de bois, aucunement dérangées par les hymnes révolutionnaires éructés des haut-parleurs; l'une tricotait, l'autre résolvait des problèmes d'algèbre, pendant que la troisième lisait un manuel d'initiation à l'informatique.

1/ Allusion à *Deux innocents en Chine rouge*, de Jacques Hébert et Pierre-Elliott Trudeau, Éditions de l'Homme, Montréal, 1961. Un best-seller de la Révolution tranquille.

2/ *The Forbidden Door*, Tiziano Terzani, Éditions Asia 2000, Hong Kong, 1985, p. 15. Correspondant à Pékin du *Der Spiegel* allemand, maoïste devenu très critique du dengisme, T.T. était expulsé de Chine en 1984.

3/ Cité dans *Chinese Women since Mao*, Elisabeth Croll, Éditions Zed Books, Londres, 1983, p. 21. Un essai excellent des politiques chinoises par rapport aux femmes.

4/ Terzani, op. cit., p. 19.

5/ *La Chine hors des sentiers battus*, Brian M. Schwartz, guide Artou, Genève, 1983, p. 49.

6/ *La Chine aujourd'hui: le planning familial*, dépliant, Éditions en langues étrangères, Beijing, 1983.

7/ *Le Ve Congrès des femmes chinoises*, sept. 1983, brochure de la FFC.

8/ Croll, op. cit., p. 122.

Qui et Comment?

De qui se composait, d'abord, ce *nous* parfois abusif? De cinq Québécoises copines et féministes (bien sûr!), dont quatre travailleuses en communications: Francine Tremblay, recherchiste à *Présent*, Radio-Canada; Camille Gagnon, relationniste à la Ville de Longueuil; Ariane Émond et Françoise Guénette, administratrice et journaliste à **La Vie en rose**. Plus Christiane Gagnon, professeure de psychologie au cégep de Jonquière.

Ce reportage a été rendu possible, comme on dit dans tout bon générique, grâce à une bourse offerte à F.G. par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) dans le cadre de son programme Nord-Sud; grâce à la collaboration de M. Duan Jin, premier secrétaire de l'Ambassade de Chine à Ottawa; grâce aux services en Chine de l'Association des journalistes chinois, et particulièrement de madame Dai Yuzhang; et beaucoup grâce à l'amitié et à l'accueil à Beijing de Jean-François Lépine. Grâce aux renseignements à Montréal de Claude Saint-Laurent, Patricia Alexander, Diane Beaudry, Jean-Pierre Bélisle et Li, les femmes de la Société Canada-Chine. Grâce à la disponibilité à Pékin de Gabriella Pambianchi.

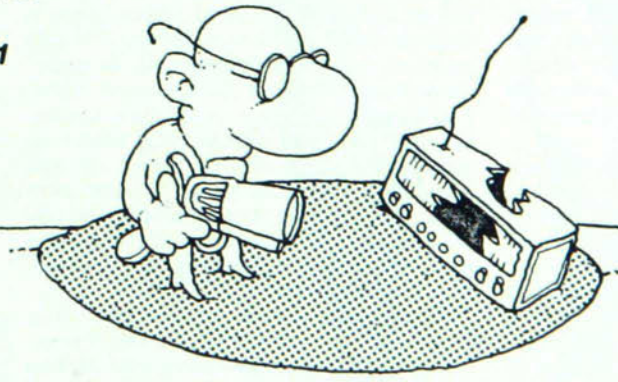
100 heures de radio libre et folle!

CIBL. 104,5 FM

du 26 mai au 1er juin

consultez l'horaire complet de la programmation "SPÉCIALE RADIOTHON 6ième ANNIVERSAIRE", dans la revue de CIBL FM

information: 526-2581



ROSSINI

cibl fm 104,5

Être fille et le rester

par Danielle Kimm

Mardi

Je viens de terminer mon texte sur les filles-louves. Comment dire à quel point il me colle à la peau? Il y a quelque chose de plus que le texte dans ce texte: une idée, une théorie, je ne sais pas. Il y a l'idée d'être une fille. C'est de plus en plus clair pour moi. De plus en plus inévitable en tout cas. *Je ne serais pas une femme, je serais une fille.* Et ça n'aurait rien à voir avec l'âge ou le fait que je n'aie pas d'enfant. Je veux dire que ça ne changera pas nécessairement avec l'âge ou un enfant. *Mais comment expliquer, comment prouver cela?* Dire que je suis une fille ne veut pas dire que je suis une poupée, une femme-enfant, une fleur ou je ne sais trop quoi. *Comment (oser) parler de cela?*

Encore un cours de danse-contact exceptionnel hier. Les sensations ouvertes, toutes, exacerbées. Je suis prête à tout, je ne sais plus alors qui je suis ni quoi. Joie de la danse, de l'improvisation. Joie de soulever mes partenaires de terre, de sentir ma force, mon énergie (ma violence?). Joie de m'imposer aussi, de demander, d'en demander beaucoup et d'avoir des réponses. Je ferme les yeux, je perds la carte. Un corps qui danse avec un autre corps. La chaleur, la forme précise du corps, nos os, nos muscles collés, noués, nos forces qui s'affrontent ou se suivent. Tant de sensualité, tant de puissance, tant de jouissance. J'en mourrais parfois.

Mercredi

Brosse mémorable avec M. On a commencé à boire vers six heures et puis on a continué comme ça jusqu'à la fermeture des bars. M., ma belle grande chum, ma préférée. On ne se voit pas souvent mais on se pense souvent. J'ai besoin de savoir qu'elle existe. Forte, libre, belle, brûlante. *Elle aussi, une insoumise et ensemble on est des «prêtes-à-tout».* Ensemble on philosophe et c'est irrésistible et nos corps sont irrésistiblement attirés. On philosophe physique quoi!

Deux filles vraiment. Nos rires, nos bouches, nos dents se touchent. *Deux filles folles l'une de l'autre.* On se fout de la terre entière, n'importe où n'importe quand. On n'en peut plus l'une de l'autre. Ta main se glisse sous ma blouse et tu me chuchotes que ma jupe est donc accrochante. Moi je tiens ta tête entre mes mains pour mieux te regarder. Combien de bières on a calées? Combien de trente sous on a mis dans ce foutu Pac Man? Combien de personnes nous ont regardées de travers? Combien de fois on s'est plongé dans les yeux? Je ne sais pas, ni non plus quand on reprendra ça. C'est comme quand je danse: avec toi je perds la carte. Une ville avide. Je ne te le dis pas toujours mais des fois... je te mangerais tellement je t'aime.

Jeudi

Passé la journée à la bibliothèque. Ça n'avance pas le diable, mon affaire. La vie est beaucoup trop vivante autour de moi. Incapable de résister: tout m'intéresse. Quel malheur! Je m'éparpille comme on dit. Je perds un temps fou à écrire des lettres, à dessiner pour mes amis, pour mes amies. La vie me déborde. Je n'arrive pas à choisir. Le jour ou la nuit. Je reste assise sans rien faire. Rien d'autre que penser. *Est-ce qu'une fille peut penser ainsi pendant des heures?* En tout cas, si je ne pense pas je fais tellement bien semblant.

Je m'asseois régulièrement devant la télévision pour écouter les nouvelles et régulièrement je pars dans la lune pour n'en revenir qu'aux prévisions de la météo. Qu'est-ce que j'ai retenu de l'actualité des dernières années? Des coups d'État? Des tremblements de terre? Des morts et des morts? Rien. Je ne retiens rien. Sauf peut-être ce fait: un jour deux humains décidèrent de jeter deux autres humains du pont Jacques-Cartier. Je ne saurais même pas dire si c'est sordide ou pas. Je sais seulement que j'y pense sans arrêt.

Autre «fait divers» sur lequel réfléchir: une femme, travailleuse dans une usine, porte plainte pour harcèlement sexuel. Elle voit alors son nom s'étaler, se graver, indélébile, sur les photos pornographiques qui tapissent les murs de l'usine. On la menace, on lui verse de l'eau sur la tête. Je pense à cette femme. Je l'imagine, je la vois. Un jour elle est là, à l'usine, avec les photos porno et son nom à elle écrit dessus. Devant, il y a les hommes, plusieurs hommes. Ils la regardent, elle et les photos. La femme est calme. Elle arrache une photo, en déchire un morceau, le porte à sa bouche. Elle mâche un morceau de photo *avec son nom à elle écrit dessus.* Elle l'avale, en prend un autre morceau. Elle mange la photo. Patiemment. Elle n'a pas peur. Ils sont en face d'elle, n'osent plus bouger. Eux ne sont pas calmes devant cette femme si calme.

Cette femme, comme je la vois alors, je ne saurais dire si c'est une fille ou une femme. *Une qui mange des photos porno avec son nom écrit dessus est-elle une fille ou une femme?*

Vendredi

Rouler à bicyclette en pestant contre les maudits gros camions qui font du bruit, se stationnent en double, vous obligent à vous coller à droite au risque de voir une portière s'ouvrir devant vous. Bordel de chriss! Je me sens vraiment comme une vieille fille enragée. *Peut-être que c'est ce que je suis finalement: une fille, une vieille fille. J'aurais bien l'âge qu'il faut.*

Depuis mon accident, il y a quelques semaines, j'ai souvent une vision horrible qui me traverse la tête. Celle de ma bicyclette écrasée sous les roues d'un camion. Et de voir ma bicyclette ainsi torturée, je ne le supporte pas. Et cela se confirme de plus en plus: je n'arrive pas à croire que les objets n'aient pas d'âme. Souvent je caresse les poteaux de téléphone, les lampadaires, les tables. Au cas où ils seraient tristes.

Plus tard, j'aurais envie de faire comme le Mr Ramsey de Virginia Woolf. Il avait écrit un traité philosophique à peu près sur ceci: imaginez une table de cuisine... lorsque vous n'y êtes pas. Je me verrais bien finir mes jours comme ça: une vieille fille enragée qui philosopherait sur des sujets auxquels personne ne croit.

Samedi

C'est toujours le samedi soir que je me sens étrangère. Le samedi soir, je ne veux voir personne, je ne veux aller nulle part. J'erre seule dans les rues. Comme la petite fille aux allumettes. Je suis l'Affamée qui regarde l'intérieur des maisons, les fenêtres illuminées comme des théâtres. L'Affamée imagine des histoires d'amour et d'amitié dans les maisons. Des mots sont dits, des gestes sont posés dont elle, l'Affamée, est exclue. C'est une fille sans famille. L'Affamée est triste et seule et tient à le rester. C'est comme ça, personne n'y peut rien. Parfois l'Affamée se décompose à vue d'oeil parce que parfois il est nécessaire de se décomposer. *Elle devient une fille flaque d'eau, une fille qui pleure comme parfois les filles pleurent: ça n'en finit plus.* Mais sachez-le: l'Affamée est confondue par sa propre faim, elle devient alors mortellement humble et totalement dépourvue d'orgueil. Elle marche de long en large dans son appartement, au comble du vertige et de la confusion, elle ouvre la bouche et coule, avide. Elle se cogne la tête sur les murs. Elle ne veut rien mais il lui faudrait tout. Pourtant tout lui semble intolérable. Elle ne supporte plus rien et encore moins le rien. *Elle n'aspire plus qu'à se détruire. Et elle se dit qu'elle est une fille qui sait exactement ce qu'elle fait quand elle se marche ainsi sur la tête.*

Dimanche

Marcher avec C. Comme toujours, nous marchons parallèlement à tout ce qui existe. Dans les ruelles, dans les terrains vagues, dans les cours de shops, sur les rails de chemin de fer. J'aime cette idée d'une ville dans une autre. Une autre sorte de Montréal, pleine de débris, des ruines, de déchets, de résidus, de fragments, de télévisions démantibulées, de vitres cassées, de murs torturés, cicatrisés, «graffitiés».

Depuis un mois, je cherche le mur nu, parfait, sur lequel je serai la première à écrire un graffiti, une lettre d'amour adressée à ton nom, un message secret, incantatoire, que tu devras lire sept fois sur place et puis durant sept jours redire sept fois par jour, les yeux fermés, la bouche dans ton coeur.

À un endroit précis, une odeur me fige, me fait figer. Une odeur qui avait déjà existé ailleurs, dans d'autres terrains vagues où j'allais jouer quand j'étais petite. Je ferme les yeux, immobile. Je fais la statue. Et je n'en reviens pas de me sentir aussi pareille à celle que j'étais dans ce temps-là. Une fille (figée?). *Mais peut-être que déjà quand j'étais petite j'étais grande. D'où ma confusion.*

Lundi

Tu marches à côté de moi et c'est la première neige. Le savais-tu? Je tombe toujours amoureuse de celui qui marche à côté de moi quand c'est la première neige. Sur le Mont-Royal, la ville, le soir, les lumières; ça m'a toujours fascinée. Ce que je pense alors c'est que je voudrais être réincarnée en grande ville, en grande ville le soir avec des lumières. Je te le dis. Tu me réponds que ça n'est pas rien. Tu ne dis pas quelle prétention. Moi je le pense. Quelle prétention que de vouloir être réincarnée en grande ville. *Quelle prétention que de revendiquer le fait d'être une fille. Mais qui serais-je donc pour avoir le choix? Dieu?*

Chose de plus en plus certaine, *une fille a l'obsession d'être nommée.* Peut-être que je t'aime parce que tu dis souvent mon nom. *Il n'y a donc pas d'héroïsme ici.* Être une héroïne, je serais capable de me nommer moi-même. Être une héroïne, je serais capable de cracher dans la vitrine du cinéma porno, chaque jour, chaque fois que je passe devant. Mais je ne crache pas bien, ça me coule toujours sur le menton. Une héroïne doit cracher précis.

Alors, si je ne suis pas une héroïne, si je ne suis pas Dieu, si je n'arrive pas à me faire femme, qu'est-ce que je suis? Une fille? Un chat? Un ange? Une princesse? Une sorcière? Une idée?

Danielle Kiimm, apprentie-écrivaine, travaille actuellement à un livre de fiction. Elle a publié des textes dans *Arcade, Moebius, Montréal Now.*

Illustration: Suzanne Côté

Tour du monde en 40 heures

En pleine basse-ville de Québec, la bibliothèque Gabrielle-Roy abritait, du 12 au 16 mars dernier, le 9e Festival annuel de Vidéo Femmes. Pour marquer la fin de la Décennie des femmes, les «filles des vues» offraient une programmation encore plus internationale que d'habitude.

par Albanie Morin

Le Festival de Vidéo Femmes, ce groupe de production et de distribution établi à Québec depuis maintenant 13 ans, est toujours une vue panoramique, un survol des films et vidéos produits d'une année à l'autre par des femmes de différents pays. Parmi ces productions à petits et moyens budgets, on trouve des fictions, des documentaires, des vidéos d'art, des films d'animation et des vidéo-clips. Dans la catégorie courts métrages, par exemple, j'ai découvert des petits bijoux d'humour (*The Riot Tapes*, d'Ilene Segalove, *Téléphone*, de Luce Roy, *On joue ou on joue pas*, de Stella Goulet et Daniel Guy, et *La Tirelire*, de Stella Goulet), des perles d'impertinence (*L'Usure*, de Jeanne Crépeau) et d'insoumission (*Comptines*, de Diane Poitras).

Mais, cette fois, le documentaire l'emportait sur la fiction. Dans une sorte de tour du monde axé sur la vie quotidienne des femmes, on a donc vu beaucoup de documentaires tournés au Québec, en Jamaïque, en Amérique latine, en Amérique du Sud, en Inde, en Chine et, pour clore le tout, *À propos de Nairobi*, sur la troisième conférence internationale des femmes, en été 85. Tous ces films révélaient des lieux de résistance et des moments de victoire sur un patriarcat militariste malheureusement universel.

L'une des grandes découvertes: *Cine Mujer*, un groupe de Colombiennes dynamiques, productrices de documents audiovisuels. Leur objectif est de montrer le potentiel créateur et l'esprit d'indépendance des femmes; elles tirent leurs exemples de femmes antillaises, latino et sud-américaines. En fiction ou en documentaire, elles présentent des images de femmes qui collent à la réalité et tournent en dérision celles que le cinéma commercial et la publicité proposent. Le rythme est vif. Le regard, humoristique. Notre image de la paysanne ou de la femme urbaine sud-américaine s'en trouve transformée. Fait à noter: certaines productions de Cine Mujer ont gagné des prix, ce qui leur a valu d'être diffusées dans les réseaux commerciaux de leur pays.

Avec *India Cabaret*, de Mira Nair, on entre dans le milieu marginal des danseuses de cabaret en Inde. Elles se débattent avec les normes indiennes de respectabilité même si leur travail leur procure une certaine indépendance et qu'elles soutiennent financièrement mieux leur famille par ce métier que par un autre.

Une visite en Belgique est l'occasion de sentir le ravage de la vieillesse. *Madame P.*, cette dame des toilettes d'un casino de Spa, porte avec dignité son corps raidi par l'âge; le rythme du film d'Ève Bonfanti est retenu, les images délavées, comme à travers le regard embué de la vieille femme. Dans un autre portrait, cette fois d'une femme d'âge moyen, l'Américaine Doris Chase, avec *Table for one*, nous fait habilement partager le monologue intérieur d'une femme attablée seule au restaurant, et qui trouve réconfort dans sa solitude et son travail créateur. Ce vidéo chasse un peu le spectre de l'âge aperçu plus tôt.

Avec *Small Happiness*, une Américaine, Carma Hinton, qui a vécu plusieurs années en Chine, nous fait traverser le voile diplomatique et rencontrer une jeune Chinoise du petit village de Long Bow. Exceptionnellement, elle a pu choisir son mari et elle appuie sa belle-mère quand celle-ci se révolte contre mari et fils, dans une scène particulièrement forte du film. Puis, nous découvrons les changements que revendiquent les travailleuses du village, les préjugés et les coutumes qu'elles vivent encore, même si elles ne souffrent plus, comme les vieilles, du supplice d'avoir les pieds bandés. Ce film inspire confiance: un jour, en Chine, la naissance d'une fille sera peut-

L'envers, c'est les autres

Les Rendez-vous du cinéma québécois affichaient cette année un nombre surprenant de films sur les non-Québécois-es ou les Québécois-es d'adoption. Il y eut bien sûr ce délicieux Caffè Italia, *de Paul Tana, gagnant du Prix de la critique, mais aussi d'autres films moins connus, souvent réalisés par des femmes, et parfaitement intéressants.*

par Diane Poitras

Les «autres», ce sont ceux et celles qui vivent ici depuis une ou deux générations, qui nous côtoient et que nous prenons pour acquis-es avec nos préjugés et/ou notre bonne conscience. Mais ce sont aussi ceux et celles qui habitent ici depuis toujours et dont on oublie si facilement l'existence, entre autres les Inuit. *Justice blanche*, de Françoise Wera et Morgane Laliberté, montre comment les problèmes de justice sont réglés, dans le Grand Nord, par une cour itinérante composée de Québécois, blancs et francophones. Les réalisatrices ont réussi un film informatif et captivant à partir de situations – et de personnes

«Justice Blanche»

être une source de grand plutôt que de petit bonheur (small happiness).

Une petite docu-fiction, *Qui est Alice Guy?*, de la Française Nicole-Lise Bernheim, se déguste comme un rafraîchissement. Saviez-vous qu'Alice Guy, cinéaste-pionnière, a tourné plus de 600 films en France et aux États-Unis? Que ces films, souvent sur les petites gens et les petits métiers, étaient projetés dans les foires et les fêtes populaires? Qu'ils ont presque tous disparu?

Une autre histoire de petites gens, plus actuelle celle-là, lancée le premier soir avec d'autres productions récentes de Vidéo Femmes: *Le Sourire d'une parfumeuse*, réalisé par Françoise Dugré et Johanne Fournier. C'est séduisant. Les chansons de Sylvie Tremblay nous emportent avec émotion au fil de la vie de Madeleine, parfumeuse la fin de semaine dans un bar chic.

Matière à réflexion

Le Festival se veut aussi un lieu d'échanges et de discussions. L'aménagement, cette année, d'un café-rencontre derrière la salle de projection favorisait certainement l'expression informelle de plus d'un commentaire. Les organisatrices invitaient aussi les spectatrices, après chaque programme, à livrer impressions et réactions aux cinéastes présentes. Mais, faute d'encadrement, ces discussions de groupe étaient souvent insatisfaisantes.

Deux débats ont cependant soulevé des interrogations intéressantes et actuelles. Après *Histoire à suivre*, de Diane Beaudry, on a repris mais laissé en suspens les questions: «Doit-on appuyer sans réserve les femmes qui aspirent au pouvoir et croire, avec confiance, qu'elles exerceront le pouvoir autrement?» Et inversement: «Sommes-nous trop exigeantes envers les femmes au pouvoir?[1]»

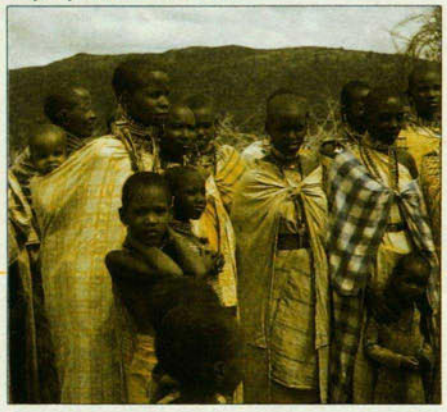
A la question posée en atelier, «La place et l'image de la femme en cinéma et en vidéo: y a-t-il un progrès illusoire ou réel?», toutes les panelistes ont répondu qu'il y avait progrès. Les femmes sont davantage présentes, leur accès au cinéma, et surtout à la vidéo, est plus facile – bien qu'il ne soit pas acquis. Comme en politique, elles doivent mieux maîtriser la technique. À Nairobi, par exemple, sur 13 équipes de tournage, il n'y en avait que deux entièrement féminines.

Pour Tina Horne, réalisatrice d'*À propos de Nairobi*, la présence des femmes se manifeste par une innovation dans le regard. Nicole-Lise Bernheim réclame, elle, que l'imaginaire des femmes explose davantage. Ceci dit, quand on reprend à son compte l'image des femmes à rouge à lèvres et talons hauts, est-ce vraiment un progrès?

La question est restée en plan. Mais on trouvait matière à réfléchir en se promenant au coeur de l'installation photographique de Joanne Tremblay, *Recto-Verso*. Ses autoportraits au torse nu, pris de dos comme de face, estompés ici et là à même le papier photographique, prenaient une troisième dimension parce que suspendus devant un miroir. Pendant que ces portraits se balançaient autour de moi, sur fond de musique électro-acoustique, je me suis prise à questionner cette autre image de la femme... Une discussion à poursuivre. Peut-être en mars 1987, au 10e Festival des «filles des vues»?

1/ Voir flash «De la politique», LVR mars 1986, no 34, p. 58.

«À propos de Nairobi»



– parfois très touchantes: Rita, par exemple, cette interprète qui, lors des procès, se trouve coincée entre deux cultures. Ou ce policier inuit qui a quitté son travail parce qu'il lui faisait perdre sa crédibilité et ses amis parmi les siens. Ou encore Adami, un jeune accusé de viol, malheureusement représentatif de ces hommes inuit qui cherchent souvent dans l'alcool et la violence un moyen d'échapper à leur malaise et à leur désoeuvrement.

On savait déjà que la société blanche a provoqué des changements désastreux dans le mode de vie inuit. En approfondissant la question, les réalisatrices ont découvert qu'au milieu de ces bouleversements, chose inattendue, les femmes s'en tirent mieux que les hommes. Elles trouvent plus facilement du travail comme caissières ou secrétaires et gagnent ainsi leur vie et celle de leur famille. Leurs maris et leurs fils, par contre, en plus de perdre le statut que leur conféraient les anciens modèles sexuels, deviennent chômeurs chroniques.

Alternant avec bonheur des cas précis et une analyse plus globale de la société inuit telle qu'elle est aujourd'hui, les réalisatrices ont donné à leur film une structure non linéaire et dynamique. L'information passe, l'intérêt est toujours soutenu [1].

Les films traitant des Néo-Québécois-es nous révèlent des réalités étrangères, mais nous renvoient aussi une image souvent surprenante du peuple québécois. Une image qui peut donner envie de sourire... comme de se cacher sous son fauteuil! *Haïti-Québec*, de Tahani Rached, s'appuie fortement sur l'émotion comme moyen d'information. La réalisatrice montre les effets du racisme et de l'isolement sur la vie quotidienne, sur la santé physique et sur l'équilibre émotif d'immigrant-e-s haïtienne-s à Montréal. «Depuis que je suis au Canada, dit une Haïtienne, personne ne me dit bonjour.» Une autre, malade et dépressive depuis qu'elle est allée en visite dans son pays, n'a plus qu'une idée en tête: y retourner. «Ça prend du courage pour vivre ici», de dire son mari. Et cette phrase prend tout son sens lorsqu'elle est confrontée au racisme insolent et tranquille des Québécois-es bien-pensant-e-s, entre autres chauffeurs de taxi [2].

Tahani Rached a le bonheur de savoir repérer de beaux personnages. On se souvient des immigrantes grecques dans *Les Voleurs de jobs*, de cette déchirante Libanaise dans *Beyrouth, à défaut d'être mort*. C'est ce qui fait la force de ses films, dont le discours est toujours riche d'expériences vécues. Les témoignages véhiculent une information et un point de vue qui se passent facilement de narration. «Je préfère laisser les gens s'exprimer plutôt que parler à leur place», dit la réalisatrice. Après la chute de Duvalier, elle a suivi le retour au pays d'un Haïtien exilé au Québec depuis plus de 21 ans. Si tout va bien, ce nouveau film sera prêt cet été. C'est donc une histoire à suivre.

Aussi sur l'exil, *La Familia latina*, de Gernan Gutierrez, s'intéresse à des Latino-Américain-e-s qui, pour la plupart, ont dû fuir leur pays d'origine. Je me souviens d'une mère divorcée qui discute avec ses adolescentes de sexualité et d'avortement: «Ce n'est pas une question de féminisme, dit-elle, c'est une question de dignité.» Et un peu plus loin, répondant à une question: «La solitude, on n'en parle pas, on la vit!» Une des qualités de ce film est la complicité entre le cinéaste et les personnes qu'il interviewe.

Quoique de facture très différente (c'est une fiction), *La Fuite*, de Robert Cornellier, aborde aussi la question de l'intolérance. C'est l'histoire de deux Allemands emprisonnés dans un camp de concentration en Abitibi (oui, vous avez bien lu!) pendant la dernière guerre. Un film que j'ai beaucoup aimé, en particulier pour l'excellente interprétation des deux comédiens.

Enfin, l'occasion est tout indiquée pour rappeler ici l'existence d'une maison de distribution spécialisée dans les films portant sur des questions internationales et sur les travailleurs-euses immigré-e-s au Québec. Il s'agit de Carrefour international, où l'on peut trouver entre autres *Les Voleurs de jobs*

1/ Les films cités dans le texte sont disponibles chez les distributeurs suivants: *Justice blanche*, à Parlimage, Montréal: (514) 526-4423. *Les voleurs de jobs*, à Carrefour international: (514) 527-6611. *Haïti-Québec*, *Beyrouth, à défaut d'être mort* et *La Familia latina*, à l'ONF: (514) 283-8229. *La Fuite*, chez Les Films du crépuscule: (514) 849-2477.

2/ *Haïti Québec* sera présenté les 10,14,15,24 et 25 mai au cinéma ONF, place Guy-Favreau, à Montréal. En juin, on montrera *La Familia latina*

Madeleine Gagnon

La solitude peuplée d'écriture

par Monique Roy

Il y a quelques semaines, Madeleine Gagnon publiait chez VLB Les Fleurs du catalpa, *suite poétique de textes écrits entre 1981 et 1985. Quel sort la critique réservera-t-elle à ce 13e ouvrage? Le boudera-t-elle comme son précédent,* La Lettre infinie *?*

«Je veux être douce, douce et tout dire»

Douce, elle l'est toujours. Et de blanc et de noir vêtue en cet après-midi gris et mouillé, devant une tranche d'ananas et un ballon de lait, chez elle. Son dernier livre, *La Lettre infinie*, s'est perdu dans un silence opaque et avec ça, elle a du mal.

«Je regrette l'échec de *La Lettre infinie* parce que je considère que ce livre va aussi loin, sinon plus, que *Lueur* qui avait, relativement, obtenu du succès. Quand on écrit, le silence se reçoit mal. Il y a un abus de pouvoir quand les critiques forment un barrage entre les lecteurs-trices et moi. Je ne dis pas qu'on devrait encenser, pas du tout, mais qu'on donne au moins l'information. Les hommes critiques n'osaient pas s'attaquer aux écrivaines – ou les ignorer – dans les années 70, parce que nous avions l'air d'être une armée dangereuse. Aujourd'hui, nous sommes perçues comme solitaires – alors que la solidarité, peut-être moins évidente, est à mon avis aussi forte – et tout ce qui s'appelle femme, féministe, et qui a l'air de toucher à ces questions, attention!»

«Je suis celle qui reprend sans jamais m'épuiser»

«Dans *La Lettre infinie*, moi, mère, femme, je parle des fils. Et des pères absents. C'est le noeud de mon livre. Par une dimension poétique, je suis arrivée à saisir intuitivement et à rendre de façon imaginaire et non théorique ce que j'ai senti du rapport d'une mère au fils, et donc au père, que je dis pour la plupart du temps absent. Et là où peut-être je choque, sans le vouloir, c'est dans la folie d'une mère pour son fils dans l'absence du père; quelle que soit la forme de cette absence, c'est le vertige de cet amour-là. Ce n'est pas un fils qui parle – comme le Godard de *Je vous salue Marie* – ni les amis du fils. C'est la mère qui dit, non pas la vérité, mais ce qu'elle appréhende de la vérité, de façon poétique. Une mère peut penser, une mère peut jouir. Ça, il semble qu'on ne veut pas l'entendre. La difficulté n'est pas dans ma langue, qui est claire et limpide, mais dans toutes les incertitudes. Il n'y a aucune recette, ni morale, ni slogan. Je ne parle pas uniquement pour moi et je ne parle peut-être même pas pour moi, mais ce discours est neuf et pas accrocheur.

«Je suis venue au fils parce que j'en ai deux. Charles, 21 ans, et Christophe, 16 ans. Il y a eu surtout des textes mères-filles, magnifiques, mais le fils a un peu été oublié dans les écrits de femmes et c'est important de comprendre ce qui se passe de ce côté.»

«Contribuer à libérer cette parole m'est désormais toute recherche»

«Je me sens pleinement dans le courant féministe, à la périphérie de tous les pouvoirs. C'est loin d'être fini, ça prend d'autres formes. Les porte-parole ne sont plus nécessairement les grandes vedettes, les écrivaines, et puis tant mieux! Chacune dans son milieu. Le procès de la phallocratie est un dossier toujours ouvert, même si des questionnements importants ont changé des choses fondamentales à tous les niveaux. Il y a dix ans, c'était un immense cri général qui a porté toutes les femmes et c'était merveilleux. Puis, sont venus les heurts inévitables parce qu'on croyait qu'on serait une et que, non, on était multiple. Des années exaltantes, épuisantes...»

Il est vrai que ces années, où l'on portait le mouvement comme il nous portait, sont révolues. Il est vrai qu'on a bougé. La génération des 40-50 ans vit aujourd'hui autre chose qui s'inscrit dans un continuum.

«Un certain féminisme, celui de la guerre, est dépassé. Trop de femmes ont été blessées comme on pouvait l'être dans des groupes politiques de gauche, brisées par les hiérarchies, les reconstructions de pouvoir. Moi, ce féminisme-là, je n'en ai jamais voulu et je n'ai pas envie de faire du pamphlet toutes les semaines, de dire: moi, Madeleine Gagnon, je suis féministe. C'est là. Je viens d'une famille de dix enfants et le groupe a toujours été au centre de ma vie.

«Aujourd'hui, je suis davantage seule, mais non isolée. Une solitude créatrice, productive, peuplée de rencontres avec des gens, des femmes surtout, hommes un peu, c'est plus difficile... Je ne veux pas parler pour les autres mais, à un moment, je me suis rendu compte que je n'étais pas faite pour l'action politique.

«Le flambeau a été passé à d'autres femmes en politique, en journalisme, comme *La Vie en rose*, au gouvernement, dans les syndicats. On n'a plus à se culpabiliser si on n'a pas choisi l'organisation politique ou la gestion. Il y a eu une époque où nous nous pensions toutes appelées à jouer tous les rôles, tout empêtrées dans la fameuse question du pouvoir. Je réfléchis et je travaille dans l'écriture et je ne crois plus – car je l'ai cru pendant un bon moment – que pour être responsable jusqu'au bout, je doive écrire du politique ou de l'économique.»

La psychanalyse, bien interprétée

Entre 1967 et 1972, Madeleine a vécu sa révolution: une psychanalyse.

«Entre parenthèses, et ça pourrait se dire sans, il circule des énormités dans le mouvement féministe – dans *La Vie en rose*, parfois – sur la psychanalyse. Certaines femmes ne savent absolument pas de quoi elles parlent. Avec un bon analyste, un homme, j'ai été ma propre analysante avec, bien sûr, le transfert. Or, quand un transfert est bien noué, bien dénoué, donc bien analysé, il y a toutes les chances du monde pour que la dépendance soit réglée. Une fois pour toutes. Ce qui n'exclut pas les difficultés, les régressions, mais on va s'en apercevoir drôlement plus vite et se ramasser.

«Si celles qui parlent en mal de la psychanalyse pouvaient comprendre cela... Moi, je témoigne et j'en connais d'autres qui pourraient le faire. La dépendance des femmes devenue presque organique tellement elle est séculaire, cette problématique dépendance, historiquement plus grave pour les femmes, ce n'est pas en faisant des petites thérapies à la sauvette qu'on va la régler.

«En plus, tout en dénonçant, on se réfère, quand ça fait l'affaire, à Luce Irigaray, Michèle Montrelay, Françoise Dolto, qui sont psychanalystes. Il ne faut pas oublier que les femmes psychanalystes françaises et québécoises ont joué un rôle important dans le mouvement féministe et que c'est beaucoup grâce à elles qu'on a enfin pu démonter l'histoire de la castration phallique, l'envie du pénis. Sans la démarche analytique, orthodoxe ou pas, on passe à côté, on «patche» le problème. Je ne suis pas non plus pour l'emprise psychanalytique, mais il ne faut pas tout confondre.»

Aussi la peinture

Toujours intervenante, l'écriture de Madeleine Gagnon s'adresse maintenant à des jeunes de 12 à 15 ans, par des nouvelles publiées dans *Vidéo-Presse*. «Non seulement ça ne m'éloigne pas de ma trajectoire, mais je continue à prendre ma responsabilité de femme en proposant aux jeunes des univers différents de ce qu'on leur offre. Je reste fidèle à mes 15 ans.»

À l'automne 1984, l'écrivaine, qui peint aussi depuis un certain temps, exposait ses toiles pour la première fois. «C'est une démarche subjective, individuelle; je n'ai jamais fait les Beaux-Arts, mais je vis le tableau comme une écriture.»

Une écriture qui persiste et qui continuera sans doute après ses *Fleurs du catalpa*. Le catalpa, cet arbre fleuri qui entoure le balcon de Madeleine tout en haut de cet escalier raide où se sont sans doute perdues quelques images d'elle.

Bibliographie

Les Morts-vivants, nouvelles, Éd. HMH, 1969.
Pour les femmes et tous les autres, poèmes, Éd. de l'Aurore, 1974.
Portraits du voyage, Amour parallèle, en collaboration avec Jean-Marc Piotte et Patrick Straram le Bison ravi, Éd. de l'Aurore, 1975.
Poélitique, poèmes, Éd. Les Herbes rouges, 1975.
La Venue à l'écriture, mon corps dans l'écriture, collection 10/18, 1977.
Retailles, avec Denise Boucher, Éd. l'Étincelle, 1977.
Antre, poésie, Éd. Les Herbes rouges, 1978.
Lueur, roman archéologique, Éd. VLB, 1979.
Au coeur de la lettre, poèmes, Éd. VLB, 1981.
Autographie I, Éd. VLB, 1982.
Pensées du poème, Éd. VLB, 1983.
La Lettre infinie, Éd. VLB, 1984.
Les Fleurs du catalpa, Éd. VLB, 1986.

Pour mieux articuler sa pratique

PERFECTIONNEMENT DES INTERVENANTES OU INTERVENANTS AUPRÈS DES FEMMES

Vous intervenez dans des secteurs tels la santé, les affaires sociales, l'éducation ou dans des groupes de femmes et vous souhaitez systématiser vos connaissances sur les femmes? L'Université de Montréal vous offre par le biais du programme ***P.I.A.F.*** l'occasion d'une réflexion articulée sur votre pratique dans le champ d'études relatives aux femmes.

Quelques cours offerts dans le cadre de ce programme:
- Anthropologie de la condition féminine
- Les relations hommes-femmes
- Condition féminine et service social

La date d'admission pour l'automne 1986 est le 1er juin 1986. Venez nous voir au 3335, ch. Queen Mary ou signalez: 343-6090.

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

MAÎTRESSES-CHEROKEES
un récit de Josée Yvon

Josée Yvon poursuit ici son exploration bien personnelle du milieu des «filles sans nom». Exploration intimiste, provocante, pour dire le «jamais vu». Une littérature différente, insolite, sans préciosité. Une expérience bouleversante.

136 pages – 11,95 $

JEUNESSES: DES ILLUSIONS TRANQUILLES
écrit par un collectif de 7 personnes

Des jeunes disent l'amour et l'amitié, l'espoir et le désespoir, le chômage, l'école. Un ouvrage bilan, qui se veut comme une sismographie des mouvements de jeunes au Québec. Et on se prend soudainement à rêver que peut-être quelque part, sous les pavés, il y a la plage...

234 pages – 12 $

vlb éditeur

Dena Davida

Le corps politique

Dena Davida, danseuse et chorégraphe, est l'animatrice de Tangente, ce «lieu de regroupement des tendances de la danse actuelle» qui existe depuis maintenant cinq ans. Du 12 avril au 14 mai, elle parcourt le Canada avec sa dernière Pièce de résistance.

par Anne Dandurand

«Il y a très longtemps que je voulais m'exprimer dans les pages de *La Vie en rose*, parce que je trouve qu'en danse, il n'y a pas beaucoup de réflexion, de contestation de l'image de la femme, ni de celle de l'homme. La plupart du temps, les stéréotypes les plus éculés sont véhiculés avec narcissisme et une morale puritaine. C'est ce que j'appelle de la joliesse et à la limite, ça m'enrage.» Vingt-trois heures vingt, je tiens enfin Dena Davida au bout de la ligne. Avec une voix très douce et un reste d'accent égratignant une diction impeccable, elle s'entretient avec moi pendant une heure, en s'informant de l'axe du reportage, en cherchant fébrilement un trou pour l'entrevue dans son horaire surchargé («Je suis une workaholic»), puis s'inquiétant de savoir si je trouverai toute la documentation nécessaire, en m'expliquant ensuite ses recherches récentes, et se plaignant enfin de ce que ses multiples réunions l'empêchent presque de poursuivre son entraînement. «Tu comprends, il faut que je m'entraîne, je suis une danseuse!»

En attendant de la rencontrer, je visionne la vidéo de son avant-dernière chorégraphie. Gros plans sur des visages d'hommes un peu anxieux, sur leurs mains moites. Devant eux, pieds nus, en pantalons amples, avec un sourire mi-ironique, mi-charmeur, une femme de 36 ans, plutôt frêle, les attend. Dans ses bras, ou sur son dos, ou sur ses épaules, Dena Davida transportera dix spectateurs d'un côté à l'autre de la scène. Le onzième, le plus grand, son partenaire Daniel Godbout, exécute ensuite, toujours porté par elle, une série de figures, des envols, avec les petits cris de joie que les enfants poussent quand ils sont agréablement surpris. *Chacun pour elle, pas de «douze» pour onze hommes et une femme* est une chorégraphie à la fois tendre et dérangeante.

«L'un des mythes de la danse, dont les danseurs et les danseuses se réclament toujours, c'est que nous sommes des athlètes idiots, capables de sentir et de bouger, mais pas de nous exprimer, de penser. Moi j'ai horreur des concepts obscurs, ou vides. Je veux communiquer quelque chose de précis. Je suis féministe, comme ma mère, et, il y a des années, j'ai quitté le théâtre pour justement me consacrer au corps, pour changer l'image du corps féminin dans la danse.»

Sa plus récente oeuvre, *Pièce de résistance*, ébranle avec humour les préjugés sur la force physique des femmes et s'attaque aux deux bastions de l'élégance féminine: les talons hauts et l'absence de poil. Dena et Louise Parent, sa «cocréatrice», commencent par leurs exercices de musculation, mais en s'utilisant l'une l'autre à la place de leurs poids et haltères. Elles se soulèvent, se tirent, se portent. Ensuite, en espadrilles, elles dansent comme deux félins, sensuellement, sinueusement. Dena disparaît, Louise enchaîne avec un solo très dur, demandant à la fois de la robustesse et de l'endurance. Dena revient, et pendant que Louise exécute la routine qui lui a permis de gagner le second prix du Québec en culturisme, Dena, en maillot très échancré et talons hauts, un sourire absent sur les lèvres, «traduit» sa camarade par des poses «... à la Marylin». «C'est très efficace, dit-elle, parce que ça résume le propos très clairement.» Puis elles reprennent le deuxième segment, mais cette fois en jupe droite et talons aiguilles. Les corps se déséquilibrent, les colonnes vertébrales se tordent. Là aussi l'effet est immédiat et parlant, sinon criant. «J'ai dû me raser pour cette pièce, ce que je n'avais pas fait depuis 18 ans. Le poil de la danseuse, c'est le tabou total: l'image enfantine, nubile de la femme n'est jamais même discutée. Moi, je suis ici parce que je veux secouer les valeurs traditionnelles, et dans la mesure du possible, changer la perception, même la vie de chacun et chacune qui vient voir mon spectacle.»

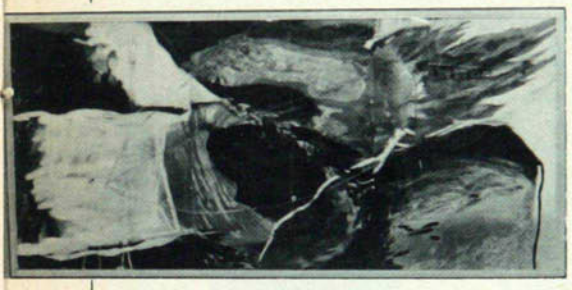
Et le futur? «Je vais continuer mon travail de directrice de la programmation pour Tangente parce que je ne peux pas faire autrement: j'ai besoin d'agir socialement sur mon milieu. Mais j'aimerais surtout me consacrer au travail de conservatrice, d'historienne de la danse. À l'automne je créerai *Touché*, une chorégraphie sur tous les aspects du toucher, sur la politique du corps, sur l'agression, mais aussi sur la sensualité.» Mais, comme elle le dit, son horloge biologique sonne, et elle voudrait aussi un enfant, et, enceinte, danser encore!

1/ La vidéo de cette oeuvre, réalisée par Paul Gauvin, est disponible pour location, en VHS ou Beta, au *Vidéographe*, 4550, rue Garnier, (514) 521-2116.

2/ *Tangente-Danse actuelle*, 3655, boul. Saint-Laurent, bureau 303, Montréal H2X 2V6, (514) 842-3532.

Photo: Ormsby K. Ford

L'art dans la ville



Une exposition de peintures dans le métro, un premier concours d'affiche, pour ne rien dire des graffiti qui pullulent... En envahissant la ville, l'art deviendra-t-il plus accessible?

par Line McMurray

Il y a plus d'une pratique artistique à apprivoiser en habitant la ville. On ne s'étonne plus, par exemple, de trouver des graffiti, des plus contestataires aux plus réactionnaires, sur les murs, les clôtures, les trottoirs. Qui, de plus, n'a pas été témoin d'une tentative d'extorsion de l'affiche non abimée du show de la veille? Que les artistes choisissent les murmures des petites surfaces ou la prise en otage des locaux désaffectés, l'*art life* de certaines performances ou encore le *body art* de certains tee-shirts signés de la main d'un-e peintre, l'art, de toute évidence, est de plus en plus «ambulant» et cherche à envahir la ville.

C'est dans cet esprit que 14 oeuvres ont récemment été exposées dans le métro de Montréal. Une initiative de l'Année internationale de la jeunesse: il s'agissait d'empiéter quelque peu sur l'espace ordinairement réservé à la publicité. Il s'agissait aussi de pratiquer l'art du déplacement: les artistes sont allé-e-s là où se trouve le public.

Ils étaient six en tout (trois hommes, trois femmes) à répandre leurs taches de couleurs dans la station Berri-de-Montigny: Carmen Audet, Lorraine Camiré, Élyse Mathieu, Réal Longpré, Gabriel Routhier et Reno Camiré. Audet et Camiré travaillent des formes abstraites, Audet en léchage et éraflures, Camiré en jouant sur des techniques de surimpression de motifs à couleurs souvent contrastantes. Mathieu, Routhier et Longpré présentent des oeuvres figuratives – un personnage pris dans une boîte postale, des fragments de corps sur une route, une grève – mélange de surréalisme et de cynisme à la BD.

L'exposition a duré un mois dans les trois corridors de sortie. Difficile d'échapper à l'inquiétante étrangeté de ces peintures côtoyant des panneaux publicitaires qu'on ne regarde même plus. Une façon intelligente d'intégrer l'imaginaire à la routine qui, paradoxalement, nous aide ici à mieux «recevoir» le message. Le fait de voir de loin, de s'approcher, puis de s'éloigner est une façon particulièrement efficace de regarder une oeuvre d'art. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ça produit un effet.

Mais puisqu'il s'agit ici d'un heureux hasard plutôt que d'une volonté politique d'intégrer l'art dans la ville (personne à la STCUM ne semblait même être au courant du projet lorsque j'ai voulu m'en informer davantage), quel avenir l'art «ambulant» aura-t-il à Montréal? On se souvient des problèmes qu'avait connus Corridart, il y a quelques années. Pour ma part, je me plais à imaginer le jour où nous circulerons à Montréal dans des corridors holographiques. La ville de New York s'offre déjà depuis plusieurs années des entrées d'édifices avec jeux de néons saisissants. Sans compter la beauté des graffiti qui ornent tous les wagons de métro et les camions de livraison. Parlant de graffiti, Boston met gracieusement à la disposition des graffitistes chevronné-e-s de grands murs blancs qui sont repeints tous les trois jours; un mode d'encouragement (ou de récupération) comme un autre.

En attendant une pareille ouverture, nous pouvons nous féliciter d'une autre heureuse initiative: le premier concours d'affiche de la Foire internationale de Montréal. Organisé le 3 mars dernier par la Société des graphistes du Québec et la Banque nationale du Canada, il s'agit de permettre à l'affiche de prendre (enfin) sa place dans le monde de l'art comme de la communication au Québec. Ainsi, 79 oeuvres ont été soumises au jury et 30 ont été exposées au public lors du Salon national de l'habitation, à la mi-mars. Le Grand Prix Banque nationale a été remporté par Michèle Petitclerc, qui a eu recours au symbole du déplacement par excellence: l'oiseau, ici illustré par des lignes très nettes et des couleurs vives.

Ce qui me rappelle une installation, intitulée *Snow Birds*, à l'exposition Aurora Borealis tenue à la Cité (quel nom prédestiné!) l'automne dernier. Pourquoi cette volée d'oiseaux (faits de bouteilles d'eau de Javel) n'aurait-elle pas surplombé l'avenue du Parc plutôt qu'un escalier quelconque dans un édifice plus quelconque encore? On dit pourtant que Montréal est une ville «chaude», plus osée que d'autres, notamment Toronto[1]. Avec l'arrivée probable du Rassemblement des citoyen-ne-s de Montréal (RCM) à l'Hôtel de Ville l'automne prochain, puissions-nous faire preuve de plus de folie et de chaleur encore!

1/ Un récent article de journal racontait que Toronto, une ville «frette», a refusé d'accueillir une sculpture passablement suggestive, *Les Amoureux*. La sculpture, qui a longtemps flanqué l'entrée du Musée des Beaux-Arts, sera rapatriée à Montréal.

Photo: Suzanne Girard

FEMMES PROFESSIONNELLES

Parizeau, De Lagrave et Croteau
Avocats & Procureurs
Barristers & Solicitors

François Parizeau
Carole De Lagrave
Nathalie Croteau

4017A, rue Notre-Dame ouest
Montréal (Québec) H4C 1R3
Tél. (514) 937-9326

PAULINE PROULX-TAILLEFER
assureur-vie

Montréal: 932-1419 **Laval: 687-0470**

MIRIAM GRASSBY
MARIETTE PILON
LINDA SOLOMON

AVOCATES

SUITE 921
1010 OUEST STE-CATHERINE
MONTREAL, QUEBEC H3B 3R7
(514) 879-1100

- Co-propriété indivise et locations d'immeubles
- Artistes pigistes
- Travailleurs (euses) indépendants (tes)
- Élaboration de système comptable
- Tenue de livres manuelle
- Informatique
- Vérification
- Groupes sans but lucratif
- P.M.E.

BERNADETTE JOBIN
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
4290 RUE LAVAL
MONTRÉAL H2W 2J5
849•2530

TEL. 934-0841

LOUISE ROLLAND
AVOCATE

UNTERBERG, LABELLE, JENNEAU, DESSUREAULT & ASSOCIÉS
1980 SHERBROOKE OUEST, SUITE 700, MONTRÉAL H3H 1E8

NOGESCO inc
Nouvelle Gestion du Travail et Consultation en Orientation

Gervaise Dessaivre
Conseillère en orientation

1500 Boul. de Maisonneuve ouest
Suite 404, Montréal (Québec)
H3G 1N1
(514) 933-5550

Stratégies de carrière pour femmes

---

dlc

HÉLÈNE BÉLANGER
DOCTEUR EN CHIROPRATIQUE

407, ST LAURENT, SUITE 110, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 2Y5 (métro Place d'Armes)
SUR RENDEZ VOUS (514) 871-8520

María Luisa Alejos
Psychologue
Individuel ○ Couple ○ Famille

Français
English
Español

Téléphone: (514) 273-8900

FEMMES PROFESSIONNELLES

(514) 688-1044

Luce Bertrand M.P.s.
PSYCHOLOGUE
«Une femme à l'écoute des femmes»

PEURS – DÉPENDANCES – CULPABILITÉ
HÉTÉROSEXUALITÉ – HOMOSEXUALITÉ
CROISSANCE – CHEMINEMENT

---

911 av Pratt
Outremont, H2V 2T9 bureau : 737-7699

Monique Panaccio
PSYCHOLOGUE

psychothérapie et psychanalyse

DANIÈLE TREMBLAY

Psychologue
Thérapie individuelle et de couple

Expertise psycho-légale :
agression sexuelle divorce

426 est, boulevard Saint-Joseph,
Montréal, H2J 1J5 **721-1806**

Psychothérapie individuelle
Problèmes liés à l'homosexualité

HÉLÈNE GOSSELIN
Psychologue

831, avenue Rockland, Outremont 651-9963

Marie-France Ouimet

- PSYCHOLOGUE
- PSYCHOTHÉRAPEUTE

4534, rue Earnscliffe
Montréal H3X 2P2 Tél.: 488-5473

---

(514) 522-3195

Diane Girard
Psychologue

1497, boul. Saint-Joseph est (coin Fabre)
Montréal, Québec H2J 1M6

Thérapie individuelle et de groupe

4581 Fabre H2J 3V7
Métro Mont-Royal
524-3289

marie cabana
psychologue

DENISE NOËL
PSYCHANALYSTE

5350 RUE WAVERLY
MONTRÉAL H2T 2X9

TÉL: (514) 495-3696

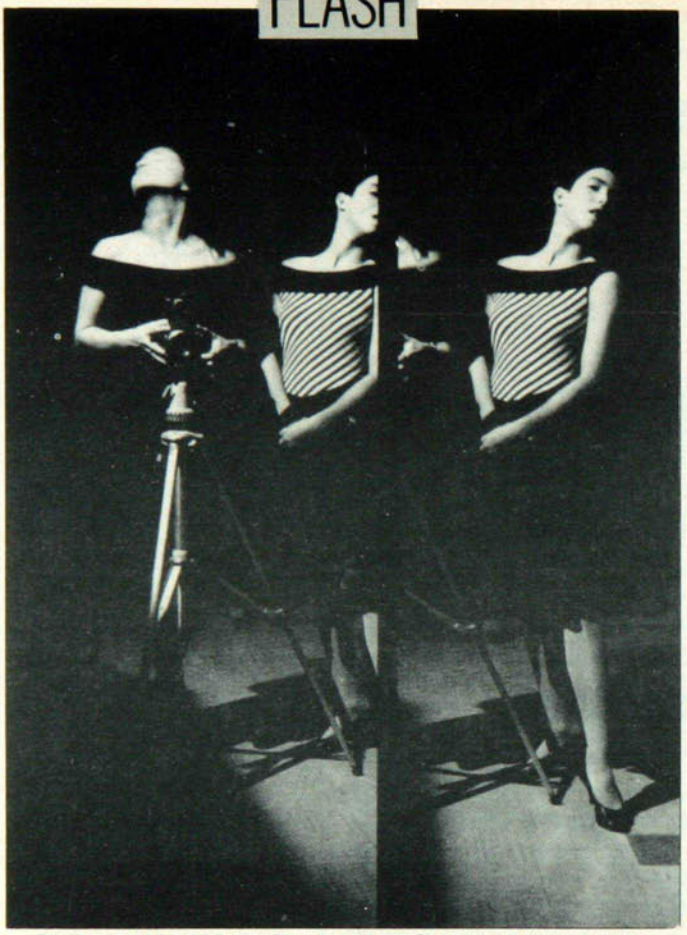
Livres

Un portrait flou

Les Femmes du Québec dans les années 80: un portrait, collectif, Éd. du Remue-ménage, Montréal, 1986, 156 photographies.

La page couverture est attrayante: d'un côté une magnifique photo mêlant la photographe à la photographiée et de l'autre, le titre, en français d'abord, puis traduit en onze langues. L'idée est originale, attirante. On s'attend à trouver un Québec féminin, ethnique, varié. On s'attend à tant de choses qu'on se précipite pour feuilleter; on lira plus tard, à tête reposée, pour bien scruter les images, les poses, les attitudes et avoir l'impression de faire de nouvelles connaissances ou de revoir des amies.

Vingt-quatre photographes ont remis des échantillons de leur travail à Annebet Zwartsenberg, une Hollandaise vivant à Montréal. «Nous, les femmes, formons nos réseaux.» Des réseaux qui sont culturels, prolétaires ou tout simplement humains. Nous sommes différentes et «la langue maternelle peut s'exprimer de plusieurs façons». D'où l'idée de présenter les textes dans la langue originale des femmes montrées: espagnol, grec, italien, anglais, yiddish, arabe, japonais, chinois, vietnamien et d'autres encore.



Photographie de Lyne Charlebois, tirée de: «Les femmes du Québec dans les années 80: un portrait.»

Il est très rare qu'une femme immigrante réussisse à percer les milieux culturels québécois. Bravo! Je trouve cependant dommage que l'on ait donné un titre tel que *Les Femmes du Québec dans les années 80: un portrait*. Quel portrait? Celui de qui? L'auteure se défend de rassembler *toutes* les femmes qui ont pu avoir une importance dans les dernières années; ce *n'est pas* un livre exhaustif, soit! Que l'on change le titre alors pour *Des femmes du Québec...* ce serait plus juste et n'entraînerait pas la lectrice sur de fausses pistes.

Car il y a dans cet album de famille des oublis et des manques impardonnables. Par exemple, pour une fois que l'on décide d'inclure une (mais une seule) personne handicapée, on aurait pu se permettre de montrer un peu plus son visage et un peu moins son fauteuil roulant...

Annebet Zwartsenberg a fait, avec ses photographes, un choix tout à fait personnel et émotif – mais non clairement justifié – d'images de femmes. L'intérêt du livre et sa qualité y perdent beaucoup. La force des photos, tant sur les plans technique que thématique, est très inégale. Le talent des photographes aussi. Des photos «illisibles» (l'impression pourtant est bonne) côtoient des images d'une pureté étonnante. L'esthétisme et le souci de la chose bien faite se trouvent trop près de brouillons dignes d'un appareil polaroïd.

Les Femmes du Québec... m'apparaît, enfin, comme une tentative, partie de bonne volonté, pour profiter d'un anniversaire – la Décennie internationale des femmes – et pour ajouter un livre de plus, une «anthologie de femmes» de plus aux centaines de livres, d'hommages et d'anthologies qui existent déjà.

ANNE-MARIE ALONZO

Photographie de Suzanne Girard, tirée de: «Les femmes du Québec dans les années 80: un portrait.»

TESSY
COIFFURE
CONSULTATION GRATUITE
3973, ST-DENIS, MONTRÉAL – 289-9384

CLERMONT
CHEVROLET · OLDSMOBILE INC
Carole Cardinal
5363, rue Saint-Denis, MONTRÉAL
(Québec), H2J 2M4 Tél.: (514) 279-6301

L'impossible absence

Retour des choses, Marie Denis, Éd. Tierce, Paris, 1985, 103 p.

Reine au jardin et *L'odeur du père*, deux courts textes de Marie Denis, sont réunis dans ce livre. Réflexion dense sur la mort, sur l'impossible et définitive absence. Celle du père et de la compagne de 30 ans de vie domestique et quotidienne, celle qu'on appelait *la bonne à tout faire*.

Deux femmes que tout sépare: la naissance, la hiérarchie sociale. Deux femmes que tout rapproche: le fil du quotidien de la vie que Marie Denis dit avec tant de persuasion et de lumière. Deux femmes dissemblables en apparences, mais infiniment proches l'une de l'autre, l'univers des hommes et des femmes semblant deux rails parallèles.

Monologue à deux voix, celles de la vivante et de la morte, où se profilent deux vies.

Une femme peut-elle oublier toutes ces années où le monde, pour une petite fille sans mère, tournait autour de l'odeur du père? Peut-elle continuer à vivre, ou à faire semblant, quand cet homme aux yeux trop clairs n'est plus que cendres et poussière? Quel est le sens de tout cela? Arrive-t-on à suffisamment de sagesse pour le saisir ou passe-t-on sa vie à le fuir? Mais le spectacle continue et il faut bien jouer. Sans duperie toutefois.

S'approchant le plus près possible de la mort, Marie Denis constate que celle-ci, mille fois imaginée, ne s'apparente en rien à celle qui vient tôt plutôt que tard. La mort du père – de la mère – est une douleur dont on ne peut prévoir l'intensité à la fois fulgurante et durable.

Toujours vient le moment où fidélité et oubli ont le même sens.

L'écriture de Marie Denis lui ressemble. Sans fracas, avec discrétion, elle est terriblement efficace. À lire. Pour mémoire.

MONIQUE ROY

Écrire d'exil

Lettres parisiennes, Leïla Sebbar et Nancy Huston, Éd. Bernard Barrault, Paris, 1986, 208 p.

Des chemins d'abord parallèles: l'une est née en Algérie et l'autre au Canada. Aujourd'hui, et depuis l'âge de vingt ans, elles vivent toutes deux à Paris. Au-delà de la dissemblance, une même réalité les rapproche: l'exil. Plus que l'amitié ou la distance physique, la correspondance qu'échangent Leïla Sebbar et Nancy Huston entre 1983 et 1985 aura pour prétexte cet exil. Chacune est ainsi amenée à témoigner de sa propre expérience d'exilée à travers l'écrit épistolaire qui, comme elles le souligneront, permet la mobilité, le désordre et la liberté nécessaires pour raconter leurs «histoires politiques et amoureuses».

Du rapport qu'elles entretiennent avec leur pays d'origine à celui qui les lie à Paris, ce lieu d'exil choisi, Sebbar et Huston explorent le réseau de connexions qui sous-tend cette réalité d'exilée. Tour à tour, elles évoquent des souvenirs d'enfance, parlent de leur vie de couple, explicitent leurs rapports à l'histoire, à la religion et à l'écriture, réfléchissent sur leur implication dans les mouvements et revues de femmes (*Histoires d'elles* et *Sorcières*) et échangent sur leurs héroïnes. Chacune découvre ainsi la cohérence interne de son vécu qui, en apparence, semblait disparate et disséminé. De plus, si l'écriture met en marche le processus de dévoilement, la forme épistolaire y ajoute un élément catalyseur essentiel en suscitant chez Sebbar et Huston une mise à nu réciproque.

Il y a beaucoup à dire de cette correspondance qui, contrairement à la plupart des écrits de ce genre, constitue un parcours qui trouve en quelque sorte son terme dans la dernière lettre qui «dénoue» la problématique de l'exil. Toutes les défenses qui subsistaient encore s'abaissent et Nancy Huston donne un sens aux structures existentielles révélées au fil de la correspondance, en avouant: «Je ne *subis* pas l'écart, je le *cherche*.» L'exil apparaît alors comme un aspect de la distanciation dont chacune exprimait son besoin pour fonctionner, cette «source d'énergie et d'émotion» qui permet de vivre et d'écrire. Dans leurs similitudes et leurs différences, les expériences des deux auteures se rejoignent en un seul et même geste, le plus important sans doute pour une écrivaine, celui d'écrire.

Dans ces *Lettres parisiennes*, jamais l'essentiel ne cède le pas aux banalités et anecdotes superflues que l'on rencontre souvent dans ce genre d'écrits. Pour l'authenticité et l'intensité de ce qui s'y exprime, il faut lire ces lettres, qui témoignent non seulement d'une réalité extérieure marquante, mais aussi de l'*exil intérieur* qui touche chacun-e de nous.

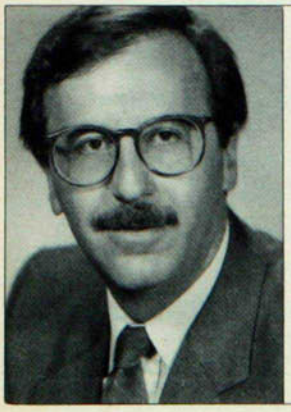
HÉLÈNE DORION

Trop glamour

Les Parachutes d'Icare, Erica Yong, Éd. Acropole, Paris, 1984.

Aux dernières nouvelles, Erica Yong vivait seule avec sa petite fille. Tout comme Isadora, la déesse fatiguée de son roman *Les Parachutes d'Icare*. Écrivaine célèbre et adulée, elle n'a pas réussi à faire rimer carrière et succès avec couple et famille. Jusqu'ici, rien de neuf sous le soleil. On nous a assez dit que les femmes en demandent trop!

Son mari Josh l'a quittée parce qu'il ne sait que faire de cette épouse trop «glamour», trop exigeante, à qui tout réussit, alors que lui n'arrive pas à s'affirmer comme écrivain. Quand les deux conjoints sont en com-



Avec les hommages de monsieur André Boulerice, Député de Saint-Jacques, porte-parole officiel de l'opposition en matière culturelle.

1889, rue Amherst,
Montréal, Qué. H2L 3L7
525-2501

École de Danse & Conditionnement Physique
THÉRÈSE CADRIN-PETIT
5125, Avenue du Parc
Montréal, Québec
H2V 4G3

Téléphone: (514) 274-3110 — 731-6521

Le 7 avril dernier, notre collaboratrice Anne-Marie Alonzo recevait le Prix Émile-Nelligan 1985, pour son 6e ouvrage, *Bleus de mine*, paru aux Éditions du Noroît. Elle est la première femme à remporter seule ce prix de poésie créé en 1979 (que Jocelyne Felx a déjà partagé avec Philippe Haeck). Bravo, AMA.

pétition sur le même terrain, gare à celle qui arrive la première! Donc, Isadora n'a pas réussi à faire taire les peurs du petit garçon qui se cachait sous la peau de son homme.

Nous la retrouvons au lendemain d'une rupture tumultueuse, qui la laisse démolie. Combative, elle essaie de recoller les morceaux de sa vie en s'accrochant à ce qu'il lui reste: son enfant, l'écriture... et sa passion pour les hommes. Elle se lance alors dans un train de mesures pour se sortir de la dépression et la solitude. Objectif numéro un: trouver un prince-rempart contre la misère affective et sexuelle. Surtout sexuelle. Et c'est comme ça qu'elle navigue d'un lit à l'autre. Celui du jeune fils cocaïnomane de sa psychanalyste, celui d'un rabbin bizarre et maniaque, et celui de plusieurs autres messieurs.

Avec l'impudeur qui a contribué à sa notoriété, Erica Yong ne nous épargne aucun détail de ces parties de jambes-en-l'air, qui laissent notre héroïne le corps lourd et le coeur vide. C'est ainsi que nous apprenons que l'impuissance des hommes est directement proportionnelle aux phantasmes que nous leur inspirons. Isadora, très belle, très sensuelle et cotée «écrivaine érotique», alimentait donc des phantasmes absolument délirants. C'est pourquoi la plupart de ses amants se dégonflent au lit...

Après cette amère constatation, la vie d'Isadora prend un nouveau tournant. Elle délaisse ses galants pour puiser en elle-même les ressources nécessaires à sa reconstruction. C'est le chemin le plus dur et le plus gratifiant.

Plus d'une se reconnaîtra dans les ambivalences et les contradictions de cette «successful american woman». Avoir un enfant ou un avortement? Une carrière ou un mari? La solitude ou le cul? L'ombre ou la proie?

Les Parachutes d'Icare est un livre intéressant et très actuel, mais qu'on prend parfois avec un grain de sel.

ROSELYNE LANDRY

Son coeur au shah

Dix-sept ans porte 57, Marie Lebey, Éd. Balland, Paris, 1986, 241 p.

En 1976, Marie Lebey a dix-sept ans et elle passe plusieurs mois en Iran, quasi-cloîtrée entre les murs de palais impériaux, à attendre les visites éclair de son amoureux. L'homme qu'elle aime a quarante ans de plus qu'elle, des complets gris, d'horribles cravates, beaucoup d'argent et des soucis politiques. Il est plus un confident et un complice qu'un amant ce qui, parfois, inquiète la jeune Française et, constamment, intrigue l'entourage de cet étrange couple. Avec elle, il écoute de la musique classique, joue au tric-trac ou aux dames, boit du champagne et redevient insouciant. Il est shah.

Cette histoire a presque l'air farfelu tant elle paraît tenir du conte de fée. Après tout, on ne tombe pas tous les jours amoureuse d'un shah. Surtout si, dans la vie, on aime d'abord le rock and roll, les vedettes de cinéma, les T-shirts légers et les longues conversations téléphoniques avec sa meilleure amie.

Photo: Denyse Coufu

L'Androgyne
LITTÉRATURE LESBIENNE ET FÉMINISTE

Une liste des nouvelles parutions est publiée trois fois l'an. Abonnement annuel gratuit.
3642, boul. Saint-Laurent, 2e étage
Montréal H2X 2V4. Tél. : 842-4765

Offrez-le en cadeau.

- Un outil de références.
- Un répertoire unique de ressources.
- Un guide pratique de services et produits.

3.50 $
(514) 845-4281
376, rue Sherbrooke Est, Montréal H2X 1E6

Les ATELIERS
ALPHA-SILHOUETTE SANTÉ enr.
Approche psycho-alimentaire

Perdre du poids sans restriction alimentaire c'est réussir à se détendre et manger dans un état d'esprit plus sain.

Rencontres de groupe à Montréal
Rencontres individuelles à St-Bruno

Lise Pelletier
C.P. 301, St-Bruno, Qué. J3V 5G8 (514) 653-7730

En fait, rien n'est banal dans ce récit qui, pourtant, aurait pu n'être que descriptions exotiques et potins à la *Paris-Match*. Tout, au contraire, y est étonnant, de l'histoire elle-même au style littéraire de l'auteure. On y découvre, entre autres, un shah qui, vu par les yeux de sa jeune amoureuse (et apolitique), correspond très peu à l'image qu'on se fait du dictateur qui précéda Khomeyni. Mais on découvre surtout une Vinaigrette (c'est le surnom donné par sa famille à l'auteure) attachante, drôle, d'un cynisme à toute épreuve. Et même le dénouement, prévisible à cent milles à l'heure, se produit dans des conditions tout à fait inattendues.

Dans cette histoire, donc, pas de préoccupations politiques, peu de réflexions profondes sur le sens de cette surprenante relation, mais pas non plus de complaisance. C'est avec légèreté et beaucoup d'humour que l'auteure parle de son amour pour le shah, mais aussi de ses rapports difficiles avec sa mère, de ses rêves d'adolescente, de son père mort trop tôt.

La pochette du livre annonce que Marie Lebey est comédienne. Le contenu, lui, montre clairement qu'elle sait manier les mots avec beaucoup d'adresse. Un livre à lire pour passer des heures heureuses où le sourire menace d'éclater au bas de chaque page.

CHRISTINE EDDIE

Une femme-ouragan

Le lumineux destin d'Alexandra David-Néel, Jean Chalon, Éd. Perrin, Paris, 1985, 497 p.

Avez-vous le goût de découvrir une femme-phénomène, une femme-ouragan, qui force l'admiration et l'envie? Sans vouloir être élitiste, quand on lit la biographie d'Alexandra David-Néel, on s'incline et on reconnaît qu'il existe effectivement sur la terre des êtres au destin supérieur.

J'avais entendu parler pour la première fois de cette femme globe-trotter en lisant un dossier de *La Vie en rose* sur les voyages («Quelle voyageuse êtes-vous?»). C'est pour cette raison que j'ai sauté sur *Le lumineux destin d'Alexandra David-Néel*, de Jean Chalon. Et je n'ai pas été déçue!

Alexandra au Népal

Plus qu'une voyageuse et une intellectuelle, Alexandra David-Néel était une exploratrice, une philosophe, une écrivaine et une féministe. Ses écrits ont porté surtout sur le bouddhisme et la philosophie orientale.

Née en France en 1868 dans un milieu bourgeois, cette femme a tout fait dans la vie. Cantatrice, journaliste et anarchiste, Alexandra s'est mariée sur le tard au milieu de la trentaine. Pauvre Alexandra! Elle n'était vraiment pas faite pour les contraintes de la vie conjugale!

Après son mariage, elle connaît donc toute une période de neurasthénie et se promène de médecin en médecin. Celle qui voyagea plus tard dans les conditions les plus difficiles et qui mourut centenaire n'avait pas encore découvert sa vraie vie, exploré ses vrais désirs.

20ième anniversaire

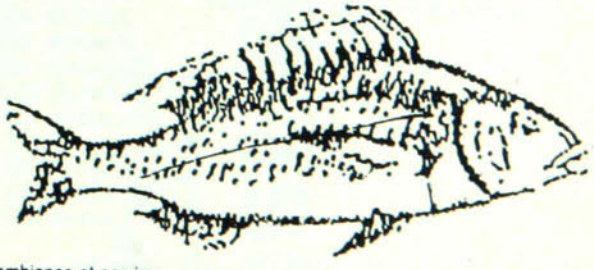
SE REGROUPER POUR MIEUX AGIR

Renseignements : 844-7049
Fédération des femmes du Québec

LA VIE DOUCE...
et le confort d'un futon de FUTONIA
3933A ST.DENIS — 220 LAURIER O. — 5860 ST.HUBERT
843 4739 270 8175 (mi-avril)

LES 4 ATOUTS DU SYMPOSIUM

VARIÉTÉ
la marée du jour à votre table FRAÎCHEUR



ambiance et service
CHALEUREUX

rapport qualité/prix
AVANTAGEUX

PYAROTAVERNA DU SYMPOSIUM

À VOUS DE JOUER!

4293 ST-DENIS
MONTRÉAL QUÉBEC
842-0867

Et puis, à 43 ans, elle fait le saut et plus rien ne l'arrête. Laissant son mari à la maison, Alexandra part à la découverte de l'Inde, du Tibet, de la Chine, du Népal et du Japon. Celle que Jean Chalon appelle l'amazone des «Himalayas» a notamment été la première Européenne à pénétrer à Lhassa, ville du Tibet interdite aux étrangers, en 1925. Sans relâche, elle a voyagé et écrit jusqu'à peu de temps avant sa mort en 1969.

J'ai suivi avec ravissement les périples d'Alexandra à travers le monde et ses luttes sans compromis contre le conformisme, la médiocrité et le confort intellectuel. Ceci dit, je dois reconnaître qu'Alexandra a certains côtés agaçants. J'en ai parlé avec une copine qui a souligné le tempérament extrêmement dominateur de notre héroïne, son arrogance et sa constante dépendance financière face à son mari resté douillettement au bercail pendant qu'elle découvrait le monde.

De plus, le livre est écrit sur un ton «vieille France», et Jean Chalon parle de son héroïne comme d'une sainte vénérée.

Quoi qu'il en soit, pour celles qui ont le goût de découvrir Alexandra David-Néel écrivaine, elle a écrit plus d'une vingtaine d'ouvrages, dont *Voyage d'une Parisienne à Lhassa*, *Le lama aux cinq sagesses* et *La puissance du néant*.

On est essouflée lorsqu'on quitte Alexandra, mais on n'oublie pas qu'elle disait toujours d'aller selon ses désirs et selon le regard de ses yeux. C'est une idée qui séduit... tout comme Alexandra.

ROSELYNE LANDRY

L'Autre Actualité

L'Autre Actualité, magazine trimestriel, parution du printemps 1986, disponible en kiosques.

Non, ce n'est pas la dernière des autres revues. C'est plutôt le nouveau nom de l'une d'elles qui, en ces années où l'emballage est toujours plus important, a décidé de se dépoussiérer, d'adopter un «new look» Québec 1986. Exit, donc, *Pour le socialisme* et nouveau départ avec *L'Autre Actualité*.

Pourquoi *L'Autre Actualité*? En référence, évidemment, à *L'Actualité*, dirigée par Jean Paré. Comme on l'explique, «nous nous situons sur le même terrain: celui du magazine d'information économique, politique et culturelle. Avec une perspective autre, cependant: pointer du doigt les alternatives présentes dans notre société... En deux mots, ce qui se dessine à l'horizon du changement social.»

À propos de revues comme *Possibles*, Jean-Paul L'Allier écrivait dans le *Devoir*: «À côté du discours officiel, budgétaire et néo-conservateur qu'amplifient les médias de tous les jours, l'effort de synthèse et de perspective autant que de prospective auquel nous invitent ces intellectuel-le-s qui se donnent la peine d'écrire pour être compris, est stimulant.» Le même type de raisonnement tient pour des revues comme *L'Autre Actualité*. Ainsi, dans ce numéro du printemps, on s'intéresse à différents sujets, on questionne autrement et on illustre les possibles. Exemple: le texte de Mado Bachand sur le désarmement nucléaire comme enjeu municipal. On y présente les différents aspects de la question, les résistances que les pacifistes rencontrent dans l'administration de Montréal, les appuis dont ils et elles bénéficient, ainsi que les précédents – dans d'autres villes – sur lesquels il est possible de s'appuyer.

L'Autre Actualité surveille la situation internationale tout comme les débats au coeur de la société québécoise. Les Philippines et Haïti font donc l'objet

CLUB VOYAGES DU PLATEAU
VOYAGES PIGEON
Partout au meilleur prix

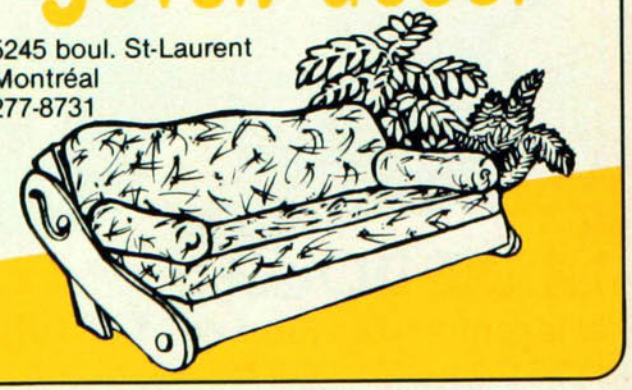
PARIS	vol sec	à partir de 349 $
avion + auto	3 sem. 2 pers.	à partir de 608 $
AMSTERDAM	vol sec	à partir de 388 $
LE CAIRE	vol sec	à partir de 899 $
LISBONNE	vol sec	à partir de 635 $
avion + auto + hôtels	13 nuits	à partir de 983 $
MADRID	vol sec	à partir de 599 $
CASABLANCA	vol sec	à partir de 668 $
ATHÈNES	vol sec	à partir de 769 $
ROME, MILAN	vol sec	à partir de 735 $
HONG KONG	vol sec	à partir de 1099 $
TOKYO	vol sec	à partir de 1099 $
BANGKOK	vol sec	à partir de 1300 $
DELHI	vol sec	à partir de 1337 $
LIMA	vol sec	à partir de 659 $
Circuit européen en autocar		à partir de 1395 $

Surveillez nos spéciaux «DERNIÈRE MINUTE» sur les Caraïbes et Paris.

PLANIFIEZ VOS VACANCES
AVEC NOUS
521-3320 / 526-2434

981, rue Duluth est,
(angle Parc Lafontaine)
Montréal

Richard Gagné
LAMINAGE
ENCADREMENT
AFFICHES DE FILM
POSTERS CARTES
ART D'OEUVRES
1481 est, Ste-Catherine. Montréal.
(514) 525-8693 (près Métro Beaudry)

Futon décor
5245 boul. St-Laurent
Montréal
277-8731


d'analyses au même titre que la guerre dans les CLSC sur la question de l'avortement et la riposte des groupes communautaires aux programmes de création d'emplois du gouvernement fédéral. Enfin, un morceau de taille qui nous concerne particulièrement: «*La Vie en rose:* ne débattez pas sans elle.» Il fallait du doigté pour aborder les controverses suscitées dans certains milieux par LVR et Martine D'Amours en a démontré. On sent qu'elle s'est approprié le sujet tout en gardant le recul nécessaire pour bien en rendre compte. Cela donne une entrevue habilement menée, où les choses sont enfin claires!

L'Autre Actualité offre donc un contenu intéressant. Il faudra cependant qu'elle travaille encore sa présentation parce que l'emballage, qu'on le veuille ou non, ça compte maintenant. Pour les «socialistes» et pour les autres.

HÉLÈNE SARRAZIN

«Les Rogers»: Robert Bellefeuille, Jean-Marc Dalpé et Robert Marinier.

Théâtre

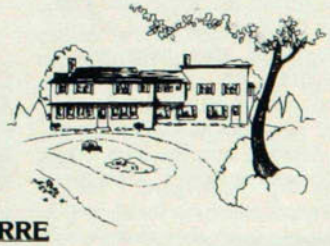
L'homme nouveau genre...

Dans la montée en flèche des réflexions sur la condition masculine faites par la gent masculine elle-même, *Les Rogers,* sans être d'un révolutionnaire bouleversant, marque quelques points.

Disons-le, la pièce est «crampante». Pour des jeux de mots, de langage. Pour le ridicule de la situation à trois, d'un vaudeville renouvelé où un célibataire récent, soutirant de force l'aide morale de ses deux amis, pique une crise de jalousie complètement hystérique parce que son ancienne amie s'est trouvé un nouveau chum. Faible comme histoire, mais cette faiblesse ouvre justement à plein de digressions, de retours sur les rapports hommes-femmes.

On ne sent pas la lourdeur de la nouvelle idéologie masculiniste, mais on ne sait pas très bien non plus sur quels acquis repose la pièce. *Les Rogers* fait sentir, du début jusqu'à la fin, le malaise de ces hommes dont les réactions affectives contredisent la modernité de leurs propos. Une scène est particulièrement révélatrice. Celle, très courte mais intense, où la folie du «cocu» entraîne les trois amis dans un «concours du plus macho»: de boutades cyniques en rires paranoïques, les accu-

The Highlands Inn



PETITE AUBERGE EN NOUVELLE-ANGLETERRE

À seulement 3 heures de route de Montréal, dans les montagnes blanches du New Hampshire, le HIGHLANDS INN vous offre tout le confort et le charme tranquille d'une gracieuse auberge de campagne. Vous attendent: des montagnes à perte de vue sillonnées de pistes de randonnée; cent acres de terrain privé avec piscine et bain tourbillon (terrains de golf et de tennis à proximité). Des chambres meublées d'antiquités, des pièces communes spacieuses avec foyer, bibliothèque et piano.

Cette année, prenez rendez-vous avec la montagne.

Aubergistes :
Judith Hall
Grace Newman

P.O. Box 118 U
Valley View Lane
Bethlehem, N H 03574
(603) 869-3978

L'art est vivant

Voyage dans le monde des choses
Travaux photographiques récents de **Raymonde April**
29 mars au 18 mai

Jean-Charles Blais/ Gérard Garouste
Peintures et dessins
29 mars au 18 mai

Expositions organisées par le Musée d'art contemporain de Montréal

MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL

Le Musée d'art contemporain est subventionné par le Ministère des Affaires culturelles du Québec et les Musées nationaux du Canada.

sations jaunes fusent. Petit règlement de comptes où l'ego de chacun montre ses faiblesses.

Somme toute, *Les Rogers* est une pantomime de ces hommes qui questionnent le désir dans l'absence même de ces femmes avec lesquelles ils construisent la scène imaginaire de leur vie de couple. Pantomime qui, encore à la manière des «gars», remplace le discours de la confidence.

Une coproduction du Théâtre du Nouvel-Ontario, du Théâtre d'la Vieille 17 et des Productions Jean-Claude Lespérance, cette pièce a été écrite et est interprétée par Robert Bellefeuille, Jean-Marc Dalpé et Robert Marinier. Elle sera peut-être en tournée à l'automne.

LINE MCMURRAY

Au Rendez-vous du cinéma québécois, les cinéastes Diane Létourneau et Luce Roy se sont mérité respectivement les prix du meilleur moyen métrage (pour *Une guerre dans mon jardin*) et du meilleur court métrage (pour *Téléphone*). Félicitations!

Celie (Woopi Goldberf) et Mr. (Danny Glover) dans «The color purple».

Cinéma

Alice à la guimauve

The Color Purple, de Steven Spielberg, d'après le roman d'Alice Walker, É.-U., 1986.

Alors qu'il produisait simultanément *Goonies*, *Back to the Future* et *Young Sherlock Holmes*, Steven Spielberg décida de réaliser lui-même *The Color Purple*. Le scénario est adapté d'un roman d'Alice Walker, cette écrivaine américaine dont Gloria Steinhem a dit qu'elle doit sans doute à la couleur de sa peau d'être si peu connue du public[1].

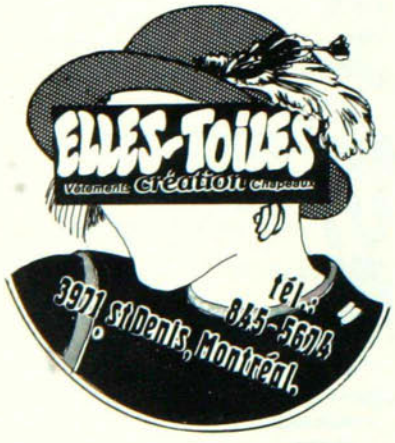
L'histoire est celle d'une femme noire qui résiste avec les moyens du bord à la domination du père, du mari, du pouvoir mâle dans la Georgie du début du siècle. Mais Spielberg a choisi de tourner en Caroline du Nord: «La Georgie, dit-il, nous offrait un décor plus vrai. Mais il n'était pas aussi *joli* que cette ferme que nous avions dénichée en Caroline du Nord[2].» Bien sûr, il est de pratique courante au cinéma de ne pas tourner sur les sites réels qu'on veut suggérer. Mais lorsque le choix se fait en fonction de la joliesse du décor, on peut s'attendre à un film... joli. Et c'est précisément ce qu'il est advenu de cette oeuvre forte et intelligente: une grande *vue* larmoyante, qui baigne un peu trop dans le sirop et les flonflons d'une musique à la guimauve. De ces beaux personnages lucides et indomptables, il ne reste plus que des caricatures, sympathiques certes, mais qui, entre le roman et le film, ont perdu la moitié de leur âme. La résistance patiente de Celie, par exemple, devient trop souvent mollasse et pleurnicharde.

Et quand le film essaie de nous distraire avec ses gags, gros comme des autobus, on s'ennuie de l'humour fin et subversif de Walker. Ceci étant dit, je m'en voudrais de vous décourager tout à fait d'y aller... ne serait-ce que pour voir Whoopi Goldberg qui, dans le rôle de Celie, fait une merveilleuse première apparition à l'écran. Et si vous percevez dans cette histoire une saveur invitante, courez vite acheter le livre! Votre plaisir y sera décuplé!

DIANE POITRAS

1/ Mais avec *The Color Purple*, Alice Walker a remporté le Prix Pulitzer!
2/ *American Cinematographer*, février 1986.

COLLECTION PRINTEMPS



NOUVELLE COLLECTION POUR HOMMES

cinéma libre

1976 – 1986
Dix ans déjà!

Serez-vous de la fête?

À la Cinémathèque québécoise
du 20 au 25 mai.

Distributeur de films et vidéos
4872 Papineau, Montréal, (Qc) 526-0473

aliments pour chiens, chats et oiseaux

l'heure manger enr.

4358 de la Roche
Montréal

521-9491
LIVRAISON GRATUITE

CALENDRIER

SPECTACLES

Joe Bocan sera au Spectrum les 16 et 17 mai prochains. Informations: 861-5851.

Le *Centre d'essai* de l'Université de Montréal présente du 19 au 31 mai «Most Modern», un groupe d'artistes qui tente de lier au mouvement l'expression orale. Les billets seront en vente au guichet du Centre d'essai. Pour réservations: 272-4238.

Chantal Beaupré présente son spectacles «Mères et filles» à la Maison de la culture du Plateau Mont-Royal (465, Mont-Royal Est) le 7 mai. Elle interprétera des textes de Michel Tremblay ainsi que ses propres compositions.

Élizabeth Le Normand, soprano, sera à la Maison de la culture Côte-des-Neiges le 21 mai à 20 h. L'entrée est libre.

Geneviève Paris sera à la Maison de la culture Maisonneuve le 12 mai. Le 26 du même mois, la Maison présente Marie-Claire Séguin. L'entrée est libre. Informations: 872-2200.

Joe Bocan

Photo: Pierre Gros D'Aillon

ÉVÉNEMENTS

L'*Université de Montréal* offre jusqu'à la fin mai un atelier de formation en photo couleur, ouvert à tous-toutes les amateur-e-s ayant une connaissance du laboratoire noir et blanc. Pour informations, Errol Duchaine au 343-6524.

La *Maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce* (3755, rue Botrel) propose du 7 au 25 mai «La reliure d'art: rencontre américano-canadienne». L'entrée est libre. Informations sur les heures d'ouverture: 872-5582.

EXPOSITIONS

La *Maison de la culture Maisonneuve* (4120, rue Ontario Est) présente du 9 mai au 1er juin les oeuvres de Gabrielle Potvin, peintre. À la *Maison de la culture Côte-des-neiges* (5290, Chemin de la Côte-des-Neiges), on peut voir du 24 mai au 15 juin, 35 à 40 sérigraphies d'artistes latino-américain-e-s. La *Maison de la culture Marie-Uguay* (6052, boul. Monk) présente jusqu'au 4 mai une exposition de dessins du Centre d'accueil pour personnes handicapées intitulée «Réadapt'art».

Interface III présente 22 oeuvres réalisées par des équipes de créateurs-trices en arts visuels sous le thème «Artiste Power». On peut voir cette exposition jusqu'au 11 mai, tous les jours (sauf le lundi), de 11 h à 22 h, au 645, Wellington, 4e étage.

Une Chambre à soi, un thème déjà exploré par Virginia Woolf et repris par deux artistes qui, en vous ouvrant les portes de leur atelier, leur «chambre à soi», vous proposent une vision différente... Du 31 mai au 15 juin, de 13 h à 18 h, du jeudi au dimanche. Lise Landry, 3921 St-Hubert, Montréal; Lise Nantel, 3738 St-Dominique, Montréal.

Pour plus d'informations: Lise Landry: 514-525-2676.

CINÉMA

Le Y des femmes présente, le mardi 13 mai, un court métrage de Tina Horne, *Si jamais tu pars*, qui traite de la violence faite aux femmes, et le 20 mai, un film de Gail Singer sur l'avortement, *Abortion Stories: from North and South*. Ces films sont diffusés au 1255, boul. Dorchester à 12 h 15, et le prix d'entrée est de 2 $. Une période de discussion suivra.

THÉÂTRE

À l'*Eskabel*, le 19 mai prochain, on pourra voir «Tête d'affiche 1900 ou La divine Rosalinde de Montpensier comédienne et rivale de l'autre... Sarah Bernhardt!» Un texte de Simon-Patrick Mainville interprété par Maire-Renée Patry et mis en scène par Gaston Michel. Informations: 387-2055.

Tess Imaginaire présente «Time Actor», spectacle multidisciplinaire qui traite de l'angoisse humaine par rapport au temps, à la salle Fred Barry, du disciplinaire qui traite de l'angoisse humaine par rapport au temps, à la salle Fred Barry, du 7 au 31 mai, à 20 h 30, du mercredi au dimanche.

Le théâtre *Zoopsie* se lance cet été dans «Montréal, série noire», un spectacle/visite guidée dans les rues de la métropole. Quatre heures de «polar en autobus» pendant lesquelles se mêlent fiction et faits historiques pas toujours véridiques. Pour informations: 525-9474.

Le théâtre de *La Marmaille* est en tournée dans les villes de New York, Toronto, Halifax et Providence (Rhode Island) jusqu'au 2 juin. Il présente les pièces «Pleurer pour rire» et «L'Umiak».

Le *Théâtre de Quartier* propose un atelier sur l'écriture théâtrale. Animée par Pierre Drolet, cette session intensive aura lieu les 3 et 4 mai de 9 h 30 à 17 h. Les inscrit-e-s travailleront différents types d'écriture par le biais d'exercices pratiques et de conseils. Il en coûte 70 $ pour s'inscrire (réduction pour les chômeur-euse-s, assisté-e-s sociaux-ales et étudiant-e-s:843-3338.

Le *Festival du mime*, le festival qui fait du bruit, propose cette année 12 spectacles et 23 représentations sur scène de productions nationales et internationales, du 22 mai au 31 mai. On y verra, entre autres, Dimitri, clown-musicien suisse, Les Acrobates de République populaire de Chine ainsi que The Adaptors, des États-Unis, qui parodient à leur façon la société américaine. Les spectacles seront présentés dans les salles de l'Université du Québec à Montréal, au complexe Desjardins et au Spectrum. Pour plus de renseignements, 842-3851.

Si vous déménagez....

Collez ici l'étiquette portant votre ancienne adresse et votre numéro d'abonnée

Nouvelle adresse

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

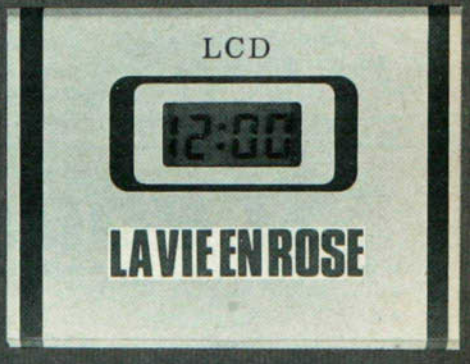
N° d'abonnée _____

S.V.P. Faire parvenir ce formulaire à :
La Vie en rose, 3963 St-Denis, Montréal, QC, H2W 2M4

19:

VIVEZ À L'HEURE D

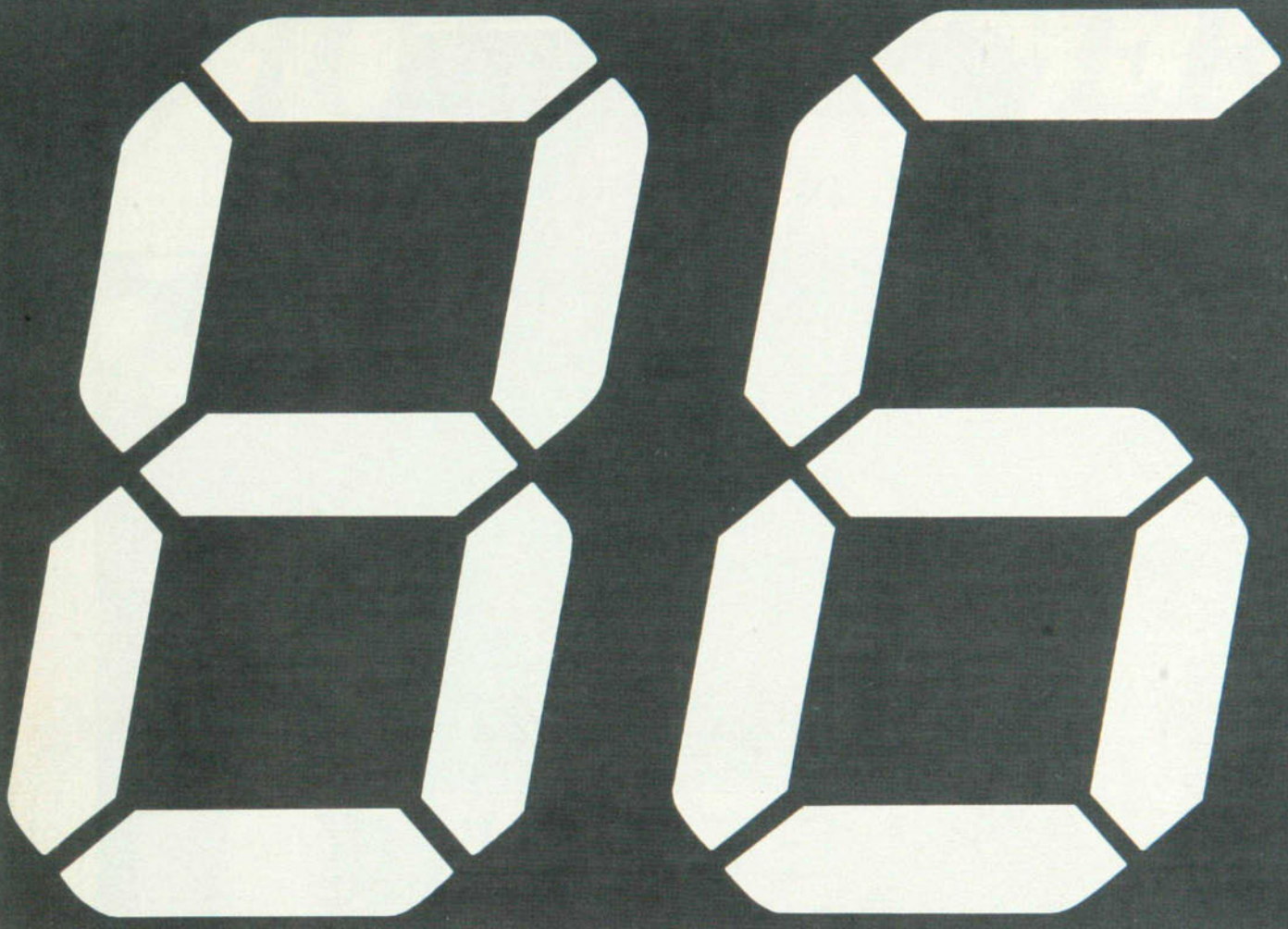
Abonnez-vous à La Vie en rose, économisez jusqu'à 49 % sur le prix de vente en kiosque et obtenez gratuitement cette jolie pendulette, à l'effigie de La Vie en rose. Petite, légère, pratique elle vous suivra partout; bref, elle vous sera aussi fidèle que vous... à La Vie en rose.



1 an
10 numéros
(36 % de réduction
sur le prix en kiosque)
19$

2 ans
20 numéros
(44 % de réduction)
33$

3 ans
30 numéros
(49 % de réduction)
45$



E LA VIE EN ROSE

☐ Nouvel abonnement ☐ Réabonnement à partir du numéro _____

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE

CODE POSTAL TÉLÉPHONE

PROFESSION

☐ 1 An/10 numéros 19 $
☐ 2 Ans/20 numéros 33 $
☐ 3 Ans/30 numéros 45 $
☐ Chèque ☐ Visa

☐ À l'étranger 30 $
☐ Par avion 44 $

☐ MasterCard

Numéro de la carte Expiration

☐ J'abonne une amie

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE

CODE POSTAL TÉLÉPHONE

PROFESSION

☐ 1 An/10 numéros 19 $
☐ 2 Ans/20 numéros 33 $
☐ 3 Ans/30 numéros 45 $

☐ À l'étranger 30 $
☐ Par avion 44 $

SVP Allouez de 4 à 6 semaines pour la livraison
Cette offre est valable jusqu'au 31 mai 1986

Simone de Beauvoir

FIN ET SUITE

par Hélène Pedneault

Il y a des destins privés. La majorité des gens, au cours de leur vie, éprouveront du plaisir et de la douleur, et finiront, comme ils et elles sont venu-e-s, dans l'anonymat. C'est notre lot, paraît-il, de finir avant même de savoir ce que nous faisions ici. Et toutes nos histoires restées inconnues sont authentiques. Pareillement authentiques. Elles sont la chair du monde qui n'existerait pas sans tous nos petits destins privés. Comme dirait Suzanne Jacob, «ce sont les permanents du monde.»

Et il y a des destins que j'appellerai collectifs, comme celui de Simone de Beauvoir. Ces destins aident les autres à vivre, à se nourrir, à chercher, à avancer. Il faut une force peu commune pour supporter ce genre de destin. Simone de Beauvoir avait cette force et nous l'a transmise, à plusieurs d'entre nous. Elle a décrit, agi, parlé, sans relâche, avec une conscience aiguë des conséquences de ses actes, même si elle écrivait un jour: «On ne sait jamais ce qu'on est en train de faire.» C'est vrai. Elle ne savait pas ce qu'elle allait provoquer en écrivant Le Deuxième Sexe *en 1949. Elle avait 40 ans. On l'a traitée de tous les noms, on lui a lancé son livre au visage. Et presque 40 ans plus tard, la majeure partie de son livre est encore d'actualité. Pourtant, en bonne intellectuelle rigoureuse, elle croyait avoir écrit un livre sur la condition féminine, sa condition à elle, avec le maximum d'honnêteté. Elle avait fabriqué une bombe. Elle-même aura mis 20 ans à s'en rendre compte. Vingt ans avant de se consacrer presque exclusivement à la cause des femmes, au début des années 70.*

Elle aura été comblée dans sa vie: elle a eu la beauté, l'intelligence, la capacité de transmettre des idées, la force de défendre les moins nanties, le succès, l'argent, un compagnon à sa hauteur pendant plus de 50 ans. Pour parler justice, elle nous a mille fois rendu ce qu'elle avait reçu individuellement. Nous ne saurons jamais combien de destins privés ont été influencés par l'existence de Simone de Beauvoir. Quand on est un phare, on ne sait pas vraiment ce qu'on éclaire. Surtout à l'échelle de la planète, comme elle, traduite dans toutes les langues, aussi présente au monde dans ses écrits que par ses nombreux voyages.

Ce genre de destin est historique parce qu'il est généré par l'existence de tout le monde. Comme si on avait besoin, collectivement, de se choisir un être, comme on envoie un éclaireur avant les troupes. Ces êtres sont des éponges formidables qui absorbent les pulsions d'une époque, les tensions, la vie des gens à un certain moment de l'histoire; elles et ils en font des mots, des tentatives d'explication, des gestes concrets qui profitent à une multitude. Les femmes doivent beaucoup à Simone de Beauvoir. Son oeuvre continuera de parler pendant longtemps. Personne n'a pu l'empêcher de parler pendant qu'elle était vivante. Personne ne pourra l'en empêcher après. Son oeuvre est de granit.

Simone de Beauvoir, féministe. En mars 1984,* La Vie en rose *publiait une longue entrevue de Simone de Beauvoir par Hélène Pedneault et Marie Sabourin, accompagnée de témoignages (20 pages). Il nous reste moins de 300 de ces numéros de collection. Disponibles à LVR, à 4,95 $.

VIOLA LÉGER

Le vrai visage de "la Sagouïne"

à l'émission "VISAGE"

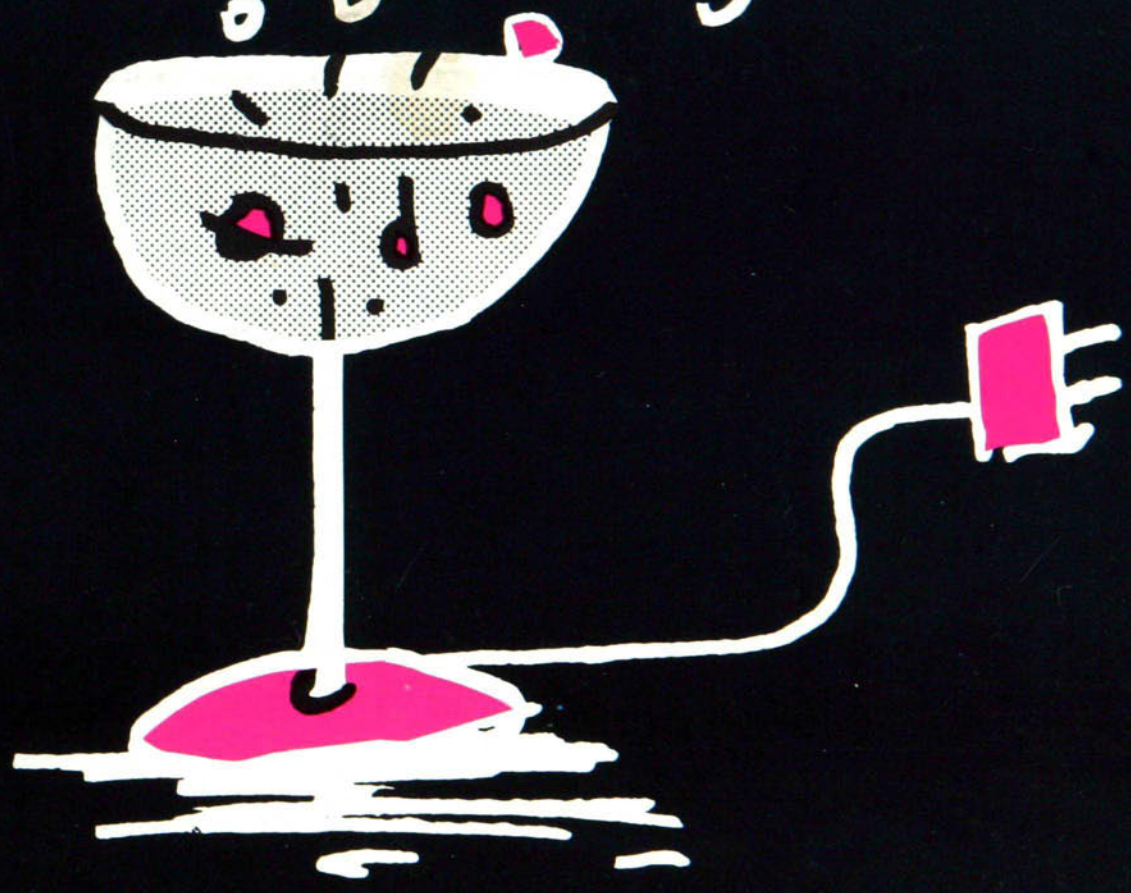
Réalisation: Lynn Fournier.

Dimanche 4 mai à 20h30

Voyez les choses... autrement!

L'autre télévision Radio Québec

LE CHAMPAGNE DU SON



son or

Centre
de haute fidélité
7339, Saint-Zotique est
Ville d'Anjou
Province de Québec
H1M 3A5

Filtronique

HAUTE FIDÉLITÉ

9343, Lajeunesse
Montréal, Québec
Canada. H2M 1S5
(514) 389-1377

"Là ou le dialogue remplace le traditionnel monologue du vendeur."

DUAL - ELIPSON - GRADO - HARMAN/KARDON - JBL - KEF - NAKAMICHI - ORTOFON - REVOLVER - TEAC